

Habiletés serbes

SUR le plan diplomatique, il est indéniable que la Serbie manœuvre habilement. En acceptant de poursuivre les négociations de paix de La Haye, tout en rejetant le projet de règlement politique des Douze, qui, à ses yeux, tire un trait sur la « Yougoslavie » en tant qu'Etat, elle a affiché sa bonne volonté et défilé le pire : que les Européens ne prennent des sanctions unilatérales contre elle et violent ainsi politiquement. Les timides sanctions décidées à Rome, essentiellement d'ordre commercial, affecteront donc l'ensemble de la « fédération » et ne font aucune distinction entre l'agresseur et l'agressé. Elles ne semblent pas impressionner outre mesure les belligérants.

La seule sanction qui, à la limite, pourrait avoir une certaine efficacité serait un embargo pétrolier décrété par le Conseil de sécurité des Nations unies. Même contourné, il gênerait assez rapidement l'armée fédérale, déployée massivement à présent sur de nombreux fronts, et toucherait durement la Serbie, où il est d'ores et déjà difficile pour les particuliers de se ravitailler en carburant. Cela dit, il ne faut pas se faire d'illusions : les milices les plus extrémistes des deux bords seraient prêtes, hélas, à continuer les combats, à l'arme blanche s'il le faut.

LONGTEMPS silencieuses (diplomatiquement), la Serbie et la présidence collégiale du pays - qu'elle contrôle maintenant entièrement - viennent de faire une étonnante proposition : l'envoi de « casques bleus » en Croatie. Étonnante, car depuis le début du conflit Sarajevo - contrairement à Zagreb - n'a cessé de s'opposer à toute tentative d'intervention militaire étrangère en Yougoslavie. Les Serbes ont toujours considéré comme des forces d'occupation, et « traitées » comme telles.

Ce troublement revirement peut avoir des explications tactiques et militaires. Sur le terrain, il est clair que le rapport des forces n'est plus aujourd'hui aussi favorable aux Serbes et à l'armée qu'il y a quatre mois, lors du déclenchement des hostilités. Entre-temps, la Croatie s'est équipée, à l'étranger et en puisant dans les stocks des casernes fédérales conquises. De son côté, l'armée serbe se désintègre à la même vitesse que la Yougoslavie : Croates, Slovénes, Macédoniens, Kosovars, etc., l'ont désertée, et les jeunes Serbes résistent à porter l'uniforme.

AVEC une réelle dose d'opportunisme, on pourrait donc avancer que fédéraux et Serbes ont pris conscience qu'ils ne pourraient pas gagner cette guerre, un règlement durable ne pouvant être obtenu par la force. Mais un sérieux obstacle subsiste : où placer ces milliers de soldats de l'ONU ? Sur les frontières qui prévalaient avant la guerre ? ou - comme la demande habilement la Serbie - sur les frontières actuelles, qui imputent la Croatie d'un bon quart de son territoire ? C'est un peu le même problème que soulevait l'idée proposée dimanche par M. Mitterrand de créer un « couloir de sécurité et de paix » entre la Serbie et la Croatie pour sauver les enfants.

Le fait qu'un simple convoi humanitaire européen ait mis, récemment, plusieurs jours pour évacuer une centaine de blessés de Vukovar donne une petite idée des difficultés qu'il y aurait à délimiter un « couloir de sécurité », qui a toutes les chances de ressembler à un dangereux labyrinthe.

Lire page 7 le reportage d'YVES HELLER

M0147 - 11120 - 6.00 F



Une réforme des institutions sera soumise aux Français

M. Mitterrand, invité, dimanche soir 10 novembre, de la Cinq et d'Europe 1, a annoncé son intention de réviser la Constitution avant la fin de son mandat. Le Parlement et les Français seront consultés au cours du second semestre de 1992. Le président de la République a également donné son aval au projet de réforme du mode de scrutin mixte pour les législatives de 1993. Il a souhaité le dépôt d'un projet de loi pour indemniser les hémophiles victimes du sang contaminé.

Mitterrand malgré lui

par Jean-Marie Colombani

« Faible sur le chômage » : M. Giscard d'Estaing a raison. M. Mitterrand, comme M. Mauroy quelques heures plus tôt, a été faible sur le chômage, dont il est pourtant comptable depuis qu'il préside aux destinées du pays. Mais ce n'était pas le sujet. Il s'agissait, en effet, dimanche soir 10 novembre, de tout autre chose : de la réforme des institutions, sur laquelle le peuple ou le Parlement sera amené à se

prononcer par voie de référendum ; et de la trace que M. Mitterrand entend laisser dans l'Histoire.

« On verra quel président il est vraiment » : avait pronostiqué M. Mauroy. On a vu, en effet. Non pas un homme qui, ébranlé par la mobilisation contre lui de toute une partie du pays, cherche à s'en sortir le mieux possible, comme il le fit en 1984, en retirant du gouvernement et la loi sur le grand service public de l'éducation ; ou bien, comme il

devait le faire en 1986, en faisant adopter au vu de l'échec des cantonales de 1985 la représentation proportionnelle. On a vu cette fois un président qui, au-delà des vicissitudes, rudes, voire déprimantes, du temps présent, cherche à sortir le mieux possible de la vie politique, et pose lui-même les premiers jalons du temps qui vient, celui de l'après-Mitterrand.

Car le calendrier annoncé par le chef de l'Etat donne la mesure de l'audace de son choix.

Lire la suite page 4

Lire

- Réformer les textes et les comportements par THIERRY BRÉNIER
- Mode de scrutin : l'opiniâtreté de M. Mauroy par PATRICK JARREAU
- Attentes sociales et nouvel élan par MICHEL NOBLECOURT
- Contamination, risques et compétences par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI
- Peine de mort, peines de sûreté par ANNE CHEMIN

pages 2 à 5

L'hommage à Yves Montand

Mort le 9 novembre, le chanteur-comédien aura marqué cinq décennies de music-hall et de cinéma

Yves Montand est mort le samedi 9 novembre à 13 h 10 à l'hôpital de Senlis, dans l'Oise, d'un infarctus du myocarde. Il était âgé de soixante-dix ans. Ses obsèques auront lieu le mercredi 13 novembre à 10 h 30 au cimetière du Père-Lachaise à Paris.

par Danièle Heymann

Les feuilles mortes, les souvenirs et les regrets. Yves Montand appartenait à la vie et nous appartenait aussi. Sa vie de petit garçon pauvre à l'usine à treize ans. Sa vie d'homme traversée de femmes fulgurantes. Sa vie de chanteur, des tréteaux balbutiants de Marseille au triomphe du Metropolitan Opera de New-

York. Sa vie de cinéma, du garçon efflanqué des *Portes de la nuit* au patriarche inflexible de *Jeau de Florette*. Sa vie de citoyen se trouvant parfois de colère, mais toujours la volonté d'être généreux et jusqu'au fourvoiement sincère.

Montand avec ce sourire d'émel grand frère et ses mains éloquentes qui savaient dessiner dans l'espace le modèle d'un sein, *Sanguine*, jol fruit... Chanteur, acteur, tribun, joueur de boules à Saint-Paul-de-Vence et pourquoi pas président de la République, qu'il soit ce qu'il voulait, Montand, pourvu qu'il soit là, tutoyant tout le monde et la chance ! Présent. Indissociable des bonheurs qu'il nous donna, des images qu'il nous laissa. Son visage barbelé, dans l'*Aveu*, ses tendresses bavardes chez Sautet, sa mort au ralenti dans Z, et

ses rires, aussi, avec de Funès chez Oury.

Dans le diptyque de Claude Berri en 1986, avec une sorte de panache conjuratoire, Yves Montand avait devancé l'appel de l'âge, jouant un vieux alors qu'il ne l'était pas. Ainsi nous rassurait-il : le « papa » n'était qu'un rôle de composition. Un jour, beaucoup plus tard, le rejoindrait-il. Et ce serait alors le bout de sa longue route à lui, jalonnée de coups de cœur et de coups de gueule. En attendant, on avait le temps.

On n'a jamais le temps d'aimer assez ceux qu'on aime. Montand était en train de tourner un film. Il s'en trouvera peut-être pour saluer le destin comme à la fin d'une représentation réussie. C'est beau un saltimbanque qui meurt en jouant. Mais Molière n'est plus là pour

le dire, et c'est tellement plus beau, un saltimbanque vivant.

Il devait aussi revenir à la chanson au printemps prochain. A Bercy, devant la foule. Mais Montand disait qu'il ne chanterait que pour une seule personne. Une personne qui ne l'avait jamais vu en scène, son fils de trois ans. Valentin ne le verra pas dans la lumière. Rien d'improvisé, de relâché, de désinvolte : la silhouette marionnette, impeccable, inchangée. Les pas de danse, les claquettes, le corps au garde-à-vous dompté par le travail pour laisser le champ libre à la voix. La voix merveilleuse, fluide et caressante. La voix croqueuse de mots qui a la mémoire du soleil. La voix de Prévert et de tous les poètes, des petites guinguettes et des grandes amours. La voix de Paris et de tous les pays.

Lire

- Le cinéma : du prolétaire au patriarcat par JACQUES SICLIER
- Le music-hall : pour trois minutes de bonheur par COLETTE GODARD et EMMANUEL DE ROUX
- Du communisme à la désillusion par PATRICK JARREAU
- Itinéraire d'un deuil : de la place Dauphine à Saint-Paul-de-Vence par MICHEL CASTANG pages 12, 13 et 20
- Ainsi sortent les artistes par PIERRE GEORGES page 19
- L'adieu de l'Italie par MARIE-CLAUDE DECAMPS page 20

Rivalités éthiopiennes

Le nouveau pouvoir ne contrôle pas la province orientale du Hararghe en proie aux luttes tribales et au brigandage

DIRE-DAWA

de notre envoyé spécial

Sur la petite place de la gare, à Dire-Dawa, on peut encore apercevoir un portrait du président Mengistu, qui a pourtant abandonné le pouvoir en mai, après dix-sept ans de règne. L'artiste a peint le « Négus rouge » en train de fuir l'Éthiopie, marchant sur le cadavre de ses victimes.

En face, dans les bâtiments aux portes closes du Chemin de fer djibouto-éthiopien, le hall des voyageurs est désert. Depuis le début du mois d'octobre, l'admi-

nistration du CDE a interrompu le trafic entre Addis-Abeba et le port de Djibouti. « Il n'y a pas de train parce que c'est la guerre », lance un jeune homme désœuvré sans plus d'explications.

Si le départ du président Mengistu a mis fin à des années de guerre civile, il a aussi entraîné une déstabilisation du Hararghe, dans l'Est éthiopien, où nombre de mouvements armés s'affrontent, se heurtant également aux combattants du Front démocratique et révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRE), au pouvoir à Addis-Abeba depuis le mois de

juin 1991. La conquête de la région par les troupes du FDRE, face à une armée régulière en pleine débâcle, s'est faite sans coup férir ; mais, à partir du mois de juillet, incidents et accrochages se sont multipliés entre les milices issues et oromos de la région. A plusieurs reprises, les troupes des nouvelles autorités ont dû intervenir pour séparer les belligérants ou pour les empêcher de s'emparer d'un quelconque endroit stratégique.

JEAN HÉLÈNE

Lire la suite page 9

Energie nucléaire

Des physiciens européens ont franchi un pas décisif en produisant de l'énergie par fusion nucléaire.

Lire page 20

l'article de J.-F. AUGÉRAU

CHAMPS ÉCONOMIQUES

■ Le transport aérien à l'heure des concentrations : après deux années de pertes très lourdes, seules les grandes compagnies pourront investir dans l'achat d'appareils ou de systèmes informatiques. ■ Le trompe-l'œil des chiffres. ■ La chronique de Paul Fabra : « Le 11 Novembre et l'avenir de l'Europe ». pages 17 et 18

L'HERMÈS

Editeur universitaire depuis 22 ans

**DROIT PUBLIC - DROIT PRIVÉ
ECONOMIE - GESTION
LANGUES DES AFFAIRES**



MEDIS 9, rue Ségur 75006 PARIS

telephone : 46 34 07 70

L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ

C'est trompeur, la télévision. A l'écran, la scène apparaît intimiste. Le président de la République reçoit Jean-Pierre Elkabbach dans sa bibliothèque. La caméra, en toile de fond, attire l'attention sur deux tableaux d'où émane, dans une lumière diffuse, la même impression de rayonnement. Un homme seul dans une longue rue bafarde. Un arbre majestueux sur champ automnal de pâle verdure. Images de solitude, symboles, peut-être, de nostalgie.

Il est 19 heures. M. François Mitterrand fait au journaliste de la Cinq, en ce début de soirée du dimanche 10 novembre, les honneurs de l'un de ses refuges élyséens. Le chef de l'Etat, ce soir, ne veut pas se dissocier de ses livres, des œuvres d'art qu'il affectionne, de tout ce qui nourrit, ici, comme chez lui, ses méditations quotidiennes sur

les choses de la vie et du pouvoir. Le contraste avec le remue-ménage du dehors politique n'en sera que plus fort, donc plus remarquable. La conversation devient aussitôt complice sans perdre de sa solennité.

C'est magique, la télévision. L'image montre deux hommes qui bavardent tranquillement comme s'ils se trouvaient en tête-à-tête dans une cellule de bénédictin alors qu'en vérité, dans cette pièce exiguë transformée en plateau étouffant, ils travaillent au milieu des câbles, des projecteurs et des techniciens comme deux artistes artificiellement isolés dans un décor encombré.

Ils évoquent l'ami Yves Montand, bien sûr, et le dernier sommet de l'OTAN à Rome, c'est obligé, tout comme les grèves à répétition, c'est la loi du genre, mais il n'y a pas cinq minutes

qu'ils parlent que M. Mitterrand le fait comprendre à son interlocuteur : ce soir, il veut surtout parler des institutions, répondre à tous ceux qui, dans l'opposition, le pressent, et parfois le somment de réviser la Constitution de la V^e République. Il a envie d'en découdre, en maniant l'ironie. A l'encontre de son prédécesseur, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui, le matin même, a encore plaidé pour la réduction à cinq ans du mandat présidentiel qu'il n'a pas osé engager lui-même durant son propre septennat. A l'encontre, surtout, du président du RPR, M. Jacques Chirac, dont il a lu, relu et annoté le point de vue accordé au *Monde* le 24 octobre dernier.

Il patientera trente minutes. Le temps de quelques mots gentils. Pour le travail du premier ministre, M^{me} Edith Cresson, dont les Français

« apprendront à connaître », il n'en doute pas, la « qualité ». Pour le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Jean-Louis Bianco, qui a été « très bien » face à la « dramatique » affaire du sang contaminé. Pour les victimes « très dignes » de ce qu'il appelle, prudemment, « des erreurs » en renvoyant aux divergences initiales des savants pour dégarer implicitement la responsabilité des gouvernements.

Le temps, aussi, de conforter la position du premier secrétaire du PS, critiqué en ce moment à l'intérieur de tous les courants du parti. M. Pierre Mauroy l'a « convaincu » de la nécessité de réformer, le plus tôt possible, le mode de scrutin des élections législatives. Il a donc tranché : en 1993, on votera suivant un système qui tentera de concilier, comme c'est le cas aux élec-

« Je ne partirai pas sans avoir modifié les institutions, »

Après avoir commenté la mort d'Yves Montand (lire page 12), le président de la République, interrogé dimanche soir 10 novembre sur la Cinq par Jean-Pierre Elkabbach sur le récent sommet de l'OTAN à Rome, déclare : « Mes relations avec George Bush sont excellentes. Nous avons même, je crois, une réelle amitié. Je le trouve sympathique. Je ne partage pas toujours ses prises de position, et quand je ne les partage pas je les conteste. Où avez-vous vu qu'il soit nécessaire pour des responsables d'un pays, en particulier d'un grand pays comme la France, que les éléments de sympathie ou d'accord puissent prévaloir pour empêcher toute expression de pensée distincte ? (...) Non, il n'y a pas de froid ; il y a une opinion différente sur certaines approches de politique extérieure. J'en ai eu déjà avec beaucoup d'autres responsables qui sont restés mes amis et avec lesquels la France est un loyal allié. Mais il y a trop d'hommes politiques français, trop de gens, trop de commentateurs, qui donnent toujours tort à la France dès lors qu'elle se distingue. Moi, j'agis en conscience, je fais ce que je crois être bon pour la France et pour les Français et je ne suis pas de ceux qui, trop nombreux, ont tendance, dans une discussion internationale, à vouloir tout « bazarder » dès lors qu'il s'agit des intérêts du pays. »

M. Mitterrand souligne que, dans le texte principal adopté à Rome « George Bush et les Américains ont consenti à reconnaître non seulement l'identité européenne, mais aussi l'embryon d'identité de sécurité européenne, ce qui était vraiment un très gros progrès ». En revanche, dans le document sur l'URSS, qu'il n'a pas signé, « je retrouvais, dit-il, un ton que je n'aime pas beaucoup, dans lequel on donnait des leçons à tout le monde, en vertu d'une idéologie qui n'est pas exactement la mienne. »

A propos de l'URSS, le chef de l'Etat juge « extraordinaire » l'effondrement de l'empire soviétique. « Je ne pense pas, dit-il, qu'on ait vu dans les temps modernes un effondrement de cette importance. Généralement les empires mettaient du temps à se défaire. Là, c'est tombé dans un grand fracas. Alors, maintenant, le monde a de la peine à se reconstituer. » Il ajoute : « On a cru il y a quelques années - et c'était vrai - que l'on était retourné à la croissance et qu'on allait voir s'éloigner le

chômage, toutes les formes de récession, de politique de rigueur. Et puis voilà qu'en réalité on pète et que l'incertitude, le doute, qui se sont emparés de beaucoup de gens, en particulier des marchés financiers et de beaucoup de chefs d'entreprise dans tout le monde occidental, pas simplement en France, font qu'il y a une déception générale (...) une crise de confiance à l'égard des chances que nous avons d'aller vers la prospérité (...) mais qui se reporte à l'encontre de ceux qui gouvernent (...) Cela me donne plutôt envie de lutter davantage parce qu'il s'agit de faire gagner la France. »

Comme on lui demande s'il n'a pas envie de partir, il répond : « La question n'est pas d'avoir envie de partir ou de rester. C'est un devoir. Je remplis ma fonction. Elle est soumise à la critique des citoyens. C'est la République et la démocratie. Les institutions m'ont accordé un certain temps pour le faire, j'ai été élu ; pendant ce temps-là j'assume mes fonctions. (...) Je n'ai aucune raison de partir tout le temps que la loi me dit de rester. (...) Je ne suis pas dans la situation de quelqu'un qui veut devenir président de la République ou le redevenir. (...) Moi, je suis là parce que les Français m'ont désigné dans le cadre d'une Constitution que je n'ai pas approuvée, dont je critique beaucoup d'aspects mais que je respecte tant qu'elle n'est pas changée. »

« Je ne suis pas pessimiste à ce point »

Interrogé sur le chiffre du chômage, M. Mitterrand rappelle qu'il a hérité de près de deux millions de chômeurs il y a dix ans mais reconnaît que « si le mouvement s'est ralenti, il s'est porté du mauvais sens ». Il précise : « A aucun moment la France ne s'est sentie vraiment prise à se moderniser de telle sorte qu'elle puisse offrir à ses enfants un métier pour lequel ils auraient été préparés. Aujourd'hui, beaucoup plus de jeunes sont formés. Dans les années 75-76 il y avait 58 % des jeunes qui n'avaient pas formés du tout à un métier moderne. Aujourd'hui il y en a encore 37 %. C'est trop. Eh bien ! on travaille. Priorité est donnée à la formation

pour que les jeunes puissent être désirés par les entreprises. » Dans « l'ensemble des pays industrialisés, dont nous sommes, soulignait-il, on a pris du retard - cela date d'il y a très longtemps, peut-être au moins trente ans - pour s'adapter aux grandes techniques modernes. Et on en souffre encore aujourd'hui. Mais je ne suis pas pessimiste à ce point. Le gouvernement d'Edith Cresson s'est vraiment attelé à cette tâche. Vous avez entendu parler des plans de Martine Aubry : j'en attends beaucoup. »

« Il y a moins de journées perdues pour cause de grève »

Evoquant les mécontentements et les mouvements sociaux de ces dernières semaines, M. Mitterrand déclare :

« Le gouvernement, qui est très travaillé, qui est toujours « sur le tas », règle les situations et les conflits l'un après l'autre. Il n'y a pas de mouvement généralisé. (...) Mais malgré tout, c'est un peu le sort de la France depuis 1945 (...) J'ai une statistique absolument complète. En 1988, c'était au temps où j'étais déjà président de la République, il y avait 91 000 journées perdues par mois. (...) En 1991, pour la même époque, c'est 26 000. En 1976, le nombre de journées perdues dans l'année était de 4 millions. En 1991, il est de 290 000. Constamment, depuis 1989, 1990, 1991, il y a moins de journées perdues pour cause de grève, donc pour cause de conflit social qu'il y en avait il y a dix ans, il y a vingt ans, il y a trente ans. (...) Mais il faut discuter. Ceux qui revendiquent ont souvent des intérêts légitimes. On ne peut pas toujours y répondre favorablement. Au moins, il faut les entendre. C'est le devoir d'un gouvernement démocratique que d'écouter les gens qui souffrent et qui s'inquiètent. »

Mais les grèves évitées, vous ne les connaissez pas. Le gouvernement traite beaucoup d'affaires qui, heureusement, ne se transforment pas en conflits ouverts. A propos de la politique de rigueur budgétaire conduite par le gouvernement, M. Mitterrand observe : « Beaucoup de Français ont espéré dans la croissance. Elle a été réelle ces dernières années.

Elle est encore, en France, quoique faible, plus forte que dans la plupart des pays industriels du monde, puisque nous sommes au troisième rang derrière l'Allemagne et le Japon mais avant tous les autres. Mais enfin, c'est 1,5 % de croissance. Ce n'est pas suffisant. Cette perte de croissance, c'est-à-dire d'activité, coûte cher, c'est vrai. (...) Les difficultés, surtout aux Etats-Unis d'Amérique, mais aussi les difficultés connues par l'Allemagne, ainsi qu'une certaine inquiétude du Japon, ont fait que le ralentissement s'est accru et la recrudescence d'activité. Beaucoup de corps de métier, de groupes socio-professionnels, connaissent une très dure déception et ont tendance à se révolter. Alors, on leur explique que l'on ne peut quand même pas transformer en impôts toutes les satisfactions que nous aimerions leur accorder. (...) »

« Le gouvernement doit négocier »

« Il faut aller une très grande fermeté contre ce qui est violence et véritable désordre - car au fond, cela veut dire destruction de la communauté nationale - et distinguer cela de la revendication légitime qui fait partie de notre pain quotidien. Nous devons écouter les Français, mais quand il y a en recrudescence de violence inacceptables, intolérables, j'ai mis le bois et les instructions restent présentes. Aucun désordre ne sera supporté durablement. Il ne s'agit pas de se transformer en police brutale. Lorsque des brutalités se produisent, je suis le premier à le regretter. La tâche des forces de l'ordre républicain, est lourde. Il faut beaucoup de fermeté. Pour autant, je ne vais pas dire au gouvernement : « Ne négociez pas. » Il doit négocier. Il est en train de restaurer une grande politique contractuelle qui consiste à discuter avec les organisations syndicales ou les organisations représentatives de toutes sortes. C'est l'intérêt de chacun ou de chaque groupe socio-professionnel. Il faut une infinie patience. »

A propos de l'attitude de la CGT dans ces conflits sociaux, M. Mitterrand indique : « Convoquer la CGT ? Je dois dire que jusqu'ici je n'y suis pas parvenu. J'ai pris l'habitude de m'en passer. »

« Je n'ai pas « viré » Michel Rocard... »

Interrogé sur la politique de décentralisation engagée par le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, M. Mitterrand répond :

« Je ne pense pas que M^{me} Cresson aurait décidé cela sans prendre mon avis. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'ait pas un champ très libre pour gouverner. J'ai toujours respecté l'action des chefs de gouvernement, dans la mesure où elle était conforme à la loi et à la Constitution. Mais il est évident qu'Edith Cresson m'a demandé mon avis, et je l'ai encouragée. Cela dit, elle est vraiment propriétaire de cette idée et de cette action qu'elle a menée avec beaucoup d'énergie. Il faudra qu'elle continue. »

Sur les villes retenues pour accueillir les différents organismes décentralisés et les critères politiques qui auraient pu guider ce choix, M. Mitterrand indique : « Je crois qu'il y a plusieurs municipalités de Seine-Saint-Denis qui ne sont pas socialistes, et celles d'Angoulême, de Bourges, de Rouen, de Caen, et quelques autres qui relèvent de l'autorité, de la compétence, de personnalité d'opposition. Il faut être très impartial dans ce domaine. La

France, c'est la France, après tout ! L'opposition, je dois la protéger, le cas échéant contre le sectarisme, mais personne n'a proposé d'être sectaire dans cette affaire. Je pense que cela sera fait justement. »

Commentant les déclarations de M. Michel Rocard qui, dans un entretien accordé à l'*hebdomadaire* le Point, expliquait qu'il avait été « viré » de l'hôtel Matignon par le président de la République, en mai 1991, M. Mitterrand déclare :

« Dans la mesure où, pendant environ un mois, un mois et demi, avant son départ, je lui avais dit qu'il convenait d'agir dans certains sens et que, si tel n'était pas le cas, il faudrait changer de gouvernement car son gouvernement commençait d'être fatigué, et après trois ans c'est presque une constante de la V^e République, ce n'est pas lui qui m'a offert sa démission. C'est vrai que c'est moi qui lui ai dit : « Je pense que l'heure est venue de changer maintenant. » Alors, cela peut s'appeler « viré » si l'on veut, dans un langage très familier. C'est un homme qui compte et qui comptera sur la scène politique nationale, et si je peux contribuer à ses succès futurs, j'en serai ravi. Je n'ai pas « viré » Pierre Mauroy. Je n'ai pas « viré » Laurent Fabius. Je n'ai pas « viré » non plus, dans le sens où l'on pourrait le penser, Michel Rocard. Je pense simplement que c'est à moi de soupeser la réalité d'un gouvernement par rapport aux Français. »

Sur le choix de M^{me} Edith Cresson et son actuelle impopularité dans l'opinion publique, M. Mitterrand déclare :

« Les premiers mots que je lui ai dits lorsque je l'ai présentée, c'était : « Edith, il faut que vous acceptiez de prendre des mesures qui vous rendront impopulaire. Il n'y a pas beaucoup d'hommes politiques qui aiment ça, parce que vous devez réaliser les grands équilibres financiers. Cela dit, quand vous aurez accompli ce premier temps de votre tâche, il vous restera encore bien des mois pour montrer ce que vous êtes capable de faire, pour construire, pour panser les plaies et pour encourager les

Français et, le cas échéant, pour vous faire aimer d'eux. » Je suis convaincu que même, dès aujourd'hui, les Français commencent à se rendre compte de la qualité du premier ministre. Ils ne le connaissent pas beaucoup. Ils l'ont connue au travers de mesures dures, comme l'augmentation des cotisations sociales. Il est certain que c'était difficile pour elle. Elle a eu le courage de le faire, on ne peut pas lui en vouloir. Il fallait choisir, il fallait bien que la Sécurité sociale ne sombre pas. Est-ce qu'il fallait augmenter les cotisations, durablement, à répétition, ou est-ce qu'il fallait cesser de payer ce qui était dû aux assurés sociaux ? Son prédécesseur en était parfaitement capable, mais je répète qu'il m'a semblé que son gouvernement commençait à être un peu usé. »

« Il faut une loi d'indemnisation »

Interrogé sur l'affaire de la contamination sanguine des hémodés et des transfusions par le virus du sida et la responsabilité des autorités politiques et médicales, M. Mitterrand répond :

« La justice est saisie. Pourquoi est-ce qu'elle n'ait pas jusqu'au bout de son enquête et, le cas échéant, de son jugement ? C'est une affaire grave. Est-elle scandaleuse en soi ? En tout cas, elle est de toute manière dramatique. Elle est dramatique sur le plan humain. Comment ne pas éprouver une immense compassion ? J'ai rencontré les dirigeants des associations d'hémophiles ; ce sont des gens qui portent dans leur chair le drame qu'ils subissent. Ils représentent des milliers d'hommes et de femmes qui connaissent la même peine. Je les ai trouvés très dignes. Nous avons beaucoup discuté et j'estime qu'on leur doit, que moi personnellement je leur dois, justice. »

Attentes sociales et « nouvel élan »

Pau disert sur la politique de « désinflation compétitive » de son gouvernement, en retrait sur la défense de l'économie de marché - dès lors qu'il s'agit de donner une leçon à l'Union soviétique - silencieux sur les privatisations partielles, M. François Mitterrand a affirmé une certaine sérénité à l'égard des difficultés économiques et sociales.

M. Pierre Bérégovoy a reçu de nouveau l'onction présidentielle puisque, comme son ministre de l'économie, le chef de l'Etat voit venir une reprise dont il ne se hasarde pas à préciser la force et, ceci expliquant cela, il s'attend aussi à une baisse du chômage en 1992. Comme la croissance de l'activité risque à elle seule d'être insuffisante pour parvenir à ce résultat, M. Mitterrand compte sans doute sur les bienfaits de la politique de M^{me} Martine Aubry, qui a rompu avec le simple traitement social du chômage pour favoriser l'accès à l'emploi des jeunes sans qualification. Là se trouve, en effet, l'inflexion politi-

que la plus significative qu'a donnée le gouvernement de M^{me} Edith Cresson par rapport à celui de M. Michel Rocard. Mais les résultats ne se feront pas sentir rapidement.

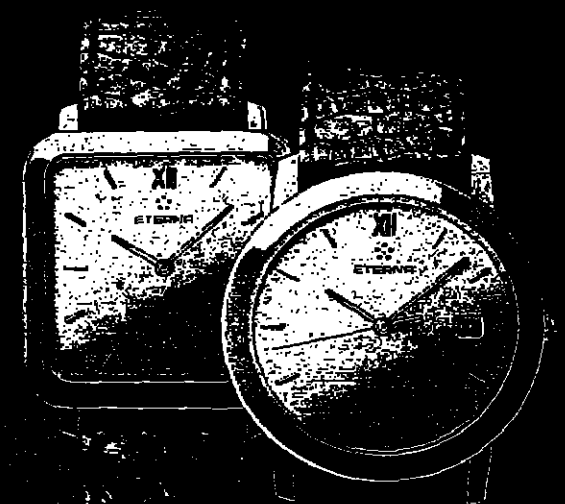
M. François Mitterrand a fait l'éloge de la politique contractuelle en y voyant un nouvel essor. Au passage, il s'est montré ouvert au dialogue pour le règlement des différents conflits de l'heure, même si, a-t-il expliqué à la manière d'un professeur, on ne peut recourir à l'impôt pour financer chaque revendication. Sa volonté de dédramatiser était évidente. Mais, de même qu'une addition de conflits catégoriels ne suffit pas à faire une crise sociale, une baisse des journées individuelles perdues pour fait de grève - indéniable depuis 1979 et amplifiée ces dernières années - ne suffit pas à créer un climat de paix sociale. Ni crise ni paix, mais malaise exprimé parfois de manière confuse ou diffuse. Pour venir à bout du mal être ou de la soif de reconnaissance de nombreuses catégories, les

bonnes paroles ne seront vraisemblablement pas suffisantes.

Le renouveau de la politique contractuelle ne peut se résumer à la signature d'un accord salarial dans la fonction publique. Plus généralement, on ne peut réduire sa vocation au règlement de contentieux anciens, aux plaies passées à froid - même si ces dimensions ne sont pas négligeables. La politique contractuelle peut aussi être un instrument de gestion prévisionnelle des relations sociales, en ouvrant des chantiers (formation, qualifications, classifications, nouvelles technologies, aménagement du temps de travail, etc.) avant que l'expression aiguë d'un malaise rende difficile la solution d'un problème. Peut-être le « nouvel élan » annoncé pour la politique sociale de M^{me} Cresson depuis son arrivée, et toujours difficile à percevoir, pourrait-il trouver l'occasion de se manifester.

MICHEL NOBLECOURT

LA FASCINATION DES FORMES PURES



ETERNA

Renseignements Tél. (1) 48 87 13 29

SORROR

66, rue Sainte-Catherine
33000 BORDEAUX
Tél. : (1) 54-44-34-79

BIJOUTERIE SOUTIF

LES FLORENTINES
17, rue du Commerce
02200 SOISSONS
Tél. : 23-53-02-86

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

tion municipale dans les villes, les avantages respectifs du mode de scrutin majoritaire et de la proportionnelle. Sa marge de manœuvre n'en sera que plus grande quand il s'agira éventuellement de rassembler une nouvelle majorité.

Le voilà enfin dans le vif de son sujet. Son œil pétillant, sa lèvre se fait gourmande. Cela fait plusieurs semaines qu'il tâte le terrain. Il passe à l'offensive parce que l'opposition fait aujourd'hui tant de gorges chaudes de l'urgence de réviser les institutions que s'il la laisse faire, elle risque de faire croire aux Français que l'auteur du Coup d'état permanent est devenu pusillanime. Que ne lui a-t-on pas reproché naguère quand il accusait le général de Gaulle de verser dans le pouvoir personnel ! Il savoura déjà sa revanche sur ses contempteurs car aujourd'hui, même s'il a bougrement profité de cette Constitution qu'il n'a pas

votée, il n'a pas, sur le fond, changé d'avis et le dit : en certaines mains, le pouvoir du président de la République pourrait donner lieu à de dangereuses dérives. Il n'est pas « sûr » de ses successeurs et prendra ses « précautions ». Il l'a confié à ses proches : pas question de laisser l'opposition apparaître « propriétaire » d'un tel enjeu !

Et sa verve s'exerce d'abord aux dépens des héritiers du gaullisme. M. Chirac parle d'« accroître le recours à la démocratie directe », de « conclure le débat ouvert sur la modification de la durée du mandat présidentiel », de « rendre au Parlement une autonomie et une capacité d'initiative qui sont aujourd'hui trop faibles ». Le maire de Paris veut « mettre la justice à l'abri du pouvoir politique » et prémunir la France contre tout danger de « dérive monarchique du pouvoir ». Il lui dit : « Chiche ! » Dans quelques jours, il sor-

tira du tiroir, où elles sont prêtes, ses références personnelles qui ne datent pas d'aujourd'hui.

Pour l'instant, il allume la mèche avec la satisfaction manifeste de l'artificier qui dispose du pouvoir de la faire durer très longtemps : le Parlement débatait et les Français seront consultés par référendum, au cours du deuxième semestre de l'année prochaine, sur plusieurs modifications de la Constitution de 1958 qu'il juge nécessaires. M. Mitterrand en dira un peu plus aux Français dans quelques jours. Quand ? Comment ? Sa décision n'est pas encore prise. L'essentiel, ce soir, est de reprendre l'initiative, et il le fait de main de maître, dans un risque calculé qui l'oblige à conserver un certain flou sur ses intentions personnelles si d'aventure son initiative d'aujourd'hui entraînait demain d'imprévisibles effets pervers.

Le reste ? Un geste d'émotion très intense, à l'évocation, la tête entre les mains, de l'assassinat des deux fillettes d'Enn. Un nouveau plaidoyer, in fine, pour l'accélération de la construction politique de l'Europe. Un parfum de mystère sur l'existence de ce « quelque chose » qui, en lui, l'empêche toujours de « s'assoupir ». Avec, pour finir, une perche qu'il prend volontiers quand on lui demande s'il préfère être considéré comme « un bricoleur », « un prophète » ou « une boussole ». Il préfère la boussole, c'est évident ! Son rôle institutionnel n'est-il pas de « garder le nord » ? Il y avait même, dans ses expressions, ce dimanche soir, on en jurait, un « quelque chose » de gardien de phare.

ALAIN ROLLAT

sans avoir saisi le Parlement et les Français

Il y a donc, d'une part, une grande compassion, une grande solidarité, une grande amitié, mais en même temps, puisqu'ils ont à se plaindre, quelque part, d'erreurs dont ils souffrent cruellement, dont leurs amis, leurs proches, souffrent en même temps qu'eux, il faut bien que le partage des responsabilités soit fait et seule la justice est en mesure de le faire.

A propos de l'indemnisation des victimes transfusées par du sang contaminé, M. Mitterrand précise : « Pour l'indemnisation, il y a débat. M. Bianco (ministre des affaires sociales et de l'intégration) a fait quelque chose de très bien. Les organisations en question, en particulier d'hémophiles, préfèrent une loi. J'avais déjà beaucoup discuté de ce sujet au moment où les victimes du tétanos étaient nombreuses en France. J'en avais discuté en particulier avec leur présidente, M^{me} Rudetzki, et elle m'avait convaincu qu'il fallait procéder à des mesures très courageuses, qu'il ne fallait pas « médor ». On n'a pas le droit de faire cela. Personnellement je pense, et je le dirai à Edith Cresson, que oui, il faut une loi. Et il faut que ce soit le Parlement tout entier qui s'associe aux mesures que doivent être prises pour tenter de compenser un dommage qui ne peut pas être entièrement réparé. »

Interrogé sur les déclarations de M. Claude Evin, ancien ministre de la santé, qui affirmait récemment avoir remis la Légion d'honneur au président du Centre national de transfusion sanguine, le docteur Michel Garretta, sur instruction écrite de l'Élysée, M. Mitterrand répond :

« Il n'est pas très traditionnel de parler de cette manière-là mais après tout pourquoi pas, les traditions ne sont pas toujours sacrées. Mais moi, je ne connais pas le docteur Garretta. L'ai-je rencontré au hasard de cérémonies



publiques ? C'est possible, je n'en sais rien, je ne le connais pas du tout personnellement. (...) J'ai reçu, en 1989, de la part des plus hautes personnalités médicales, et des plus respectables, une intervention extrêmement chaleureuse en faveur du docteur Garretta, me disant que le Centre de transfusion sanguine était un modèle dans le monde et qu'il s'agissait d'un homme de grand mérite. Généralement les décorations de ce type [la Légion d'honneur] sont accordées sur l'intervention de gens incontestables. J'ai donc fait demander à M. Evin ce qu'il en pensait. Il a dit : non, pour l'instant il y a une discussion, presque

un conflit entre le docteur Garretta et les associations d'hémophiles sur la manière d'indemniser le donateur. Ce n'était pas sur le fond. A ce moment-là, nous avons retiré la proposition. Puis quelques mois ont passé, j'ai reçu des interventions des mêmes personnalités incontestables, que je respecte personnellement beaucoup, me disant : « Le docteur Garretta devait avoir cette distinction. » J'ai retourné la demande au ministre de la santé qui, cette fois-ci, n'a pas fait d'objection. Voilà comment le docteur Garretta est devenu chevalier de la Légion d'honneur. Mais moi je n'ai absolument rien à dire à l'égard de

cette personnalité. Puisque aujourd'hui, il se trouve mis en cause sur le plan judiciaire, il appartient à la justice de trancher. »

A propos de l'attitude des pouvoirs publics en 1985, M. Mitterrand a observé :

« Je crois qu'il faut distinguer deux problèmes : il y a d'abord celui du dépistage des hépatites et du sida. Sur ce terrain-là, il semble que la France, avec les États-Unis, soient les deux pays de pointe du monde, qui possèdent les meilleures techniques. Le problème s'est posé à partir de mars-avril 1985 de savoir s'il convenait de rendre obligatoire un dépistage systématique pour tout don de sang. Pour cela, il y avait un test américain et un test français de l'Institut Pasteur. »

Interrogé sur une éventuelle « préférence nationale » en faveur du test français, M. Mitterrand a précisé :

« Non, cela, c'est tout à fait secondaire. Puis il a poursuivi : « Le dépistage, lui, n'est pas vraiment mis en cause car le gouvernement de Laurent Fabius et Laurent Fabius lui-même ont réagi très vite. Il a été sérieusement discuté par le directeur général de la santé, le 11 juin 1985, je crois, et il a décidé le dépistage systématique le 19 juin (...). Le système a été mis en place au plus vite, douzaine de jours après en Ile-de-France, à Montpellier, à Strasbourg, à Nancy, etc. Il a été étendu à tout le pays à partir du 1^{er} août (...). Mais c'est surtout l'autre élément de cette affaire qui me paraît être le plus important, parce que le moins bien résolu : celui du chauffage des produits sanguins (...). Cette thérapeutique s'est développée à partir de 1985. La France a été l'un des tout premiers pays, à partir du 1^{er} octobre 1985, à prendre des dispositions. »

Lire la suite page 4

Deux voix

Suite de la première page

Et qui se trompe une fois n'est jamais à l'abri d'une nouvelle erreur. Mais la méthode Montand c'était aussi l'inverse du calcul, l'émotionnel qui souvent précède la raison (quand elle ne l'éteint pas), une sorte de signalisation dans la nuit des sociétés et la langue des maîtres à penser. Ses fureurs furent lassantes mais ses combats, revêtus dans l'esprit des époques où ils eurent lieu, n'étaient pas forcément à contretemps.

Il fut le compagnon de route de la France, ce fils d'immigrés. Comme François Mitterrand est le compagnon de route des Français depuis des décennies. Le talent du chef de l'Etat, qui ne faiblit pas, avec la problématique de la conviction, le défaut inverse de celui de Montand : rien qu'il ne contrôle, qu'il ne construise avec un plaisir si visible qu'on en est tout ébloui, sinon forcément convaincu. Mais l'ennui est que l'on se demande si la voie qu'il indique — cette sorte de revanche constitutionnelle à près de trente-cinq ans de distance — est celle où les Français ont le plus de cœur à s'engager.

Les Français ont peur de l'Europe, du chômage, de la dégradation de l'environnement, de l'immigration (ils

refouleraient Ivo Livi...). Ils se ferment quand il faudrait s'ouvrir. L'irruption des débats sur la bioéthique les inquiète. On leur propose une réforme constitutionnelle dont on ne sache pas que la nécessité les ait empêchés jusque-là de vivre ou de dormir. On sait bien que François Mitterrand veut mettre la dernière touche à sa figure pour l'histoire et on ne saurait contester que ce soit la souci d'homme d'Etat. Mais il y a le courant des jours et le choc du futur.

Les citoyens de ce pays n'éprouvent, collectivement, plus rien. La vie privée revient en force à mesure que s'amoins le champ du public. Jusqu'aux mouvements sociaux qui se parcellisent dans des égoïsmes catégoriels que l'on regarde s'épanouir comme des spectacles qui se succèdent et s'annulent. Il appartient en principe aux hommes publics de tracer des perspectives, d'engager des mobilisations, de fixer des caps. La statue d'Eugène Sue est toujours à la même place et celle de Léoline n'en finit pas de choir à grand fracas. Il faut réinventer le temps des convictions, sans quoi nul talent ne suffit.

BRUNO FRAPPAT

Réformer les textes... et les comportements

Promesse est donc faite d'une réforme des institutions. Et par celui-là même qui, de par la loi fondamentale, « veille au respect de la Constitution » et « assure par son arbitrage le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ». A cette réforme, M. François Mitterrand fixe un objectif : assurer justement un meilleur fonctionnement des institutions ; pose une limite : ne pas transférer en France le régime présidentiel américain ; prévoit une méthode : un référendum et un vote du Parlement ; détermine un terme : au mieux la fin de 1992, au pire l'achèvement de son mandat présidentiel.

Toutefois l'ambition affichée par le chef de l'Etat ne passe pas seulement par une modification des textes, que ce soit ceux de la Constitution, des lois organiques, des règlements de l'Assemblée nationale ou du Sénat ; se mise en œuvre, sur bien des aspects, relève surtout d'un changement de comportement des acteurs du jeu institutionnel.

Le chantier ainsi ouvert par le président de la République est à hauts risques. Politique, d'abord, car chacun se fait sa propre idée de ce qui devrait être le meilleur édifice constitutionnel possible, et conseiller les initiatives des nombreux architectes qui se présentent ne sera pas tâche aisée ; une fois qu'il aura présenté le détail de ses propres propositions, M. Mitterrand a toutes chances d'être tout à la fois accusé d'en faire trop et de ne pas en faire assez. Juridique ensuite, car la Constitution de la V^e République a prévu une procédure fort contraignante pour sa propre modification. D'ailleurs, elle n'a été, en trente-trois ans, modifiée que cinq fois, dont deux fois

seulement sur des points importants (l'élection du président de la République au suffrage universel en 1962 ; le droit pour certains parlementaires de saisir le Conseil constitutionnel), cinq autres tentatives n'ayant pu aboutir.

La procédure de révision

L'article 89 du texte de 1958 est on ne peut plus précis. L'initiative d'une révision constitutionnelle peut émaner soit du président de la République, sur proposition du premier ministre (dans ce cas, c'est un « projet »), soit de parlementaires (dans ce cas, c'est une « proposition »). Dans l'un et l'autre cas, elle doit « être votée en termes identiques » par les deux chambres du Parlement. Une fois cela fait, elle est soumise à référendum, sauf si, et dans le seul cas d'un projet, le président de la République décide de la soumettre au vote du Congrès (réunion du Sénat et de l'Assemblée nationale), qui doit l'approuver à la majorité des trois cinquièmes des suffrages exprimés. C'est par crainte de ne pas obtenir un tel résultat que Georges Pompidou n'avait pas soumis au Congrès la réduction de sept à cinq ans du mandat du président de la République, pourtant approuvée par l'Assemblée nationale et le Sénat.

Pour obtenir l'élection du président de la République au suffrage universel, le général de Gaulle avait imposé une autre voie : l'article 11 de la Constitution, qui permet au chef de l'Etat de soumettre à référendum, sans vote du Parlement, « tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics ». Un tel procédé avait été jugé

inconstitutionnel par la plupart des juristes, par la majorité de la classe politique, et particulièrement par M. Mitterrand lui-même. Toutefois, dans un entretien accordé à M. Olivier Duhamel et publié dans la revue *Pouvoirs* d'avril 1988, le chef de l'Etat a déclaré : « L'usage établi et approuvé par le peuple peut désormais être considéré comme l'une des voies de la révision, concurrentement avec l'article 89. Mais l'article 11 doit être utilisé avec précaution, à propos de textes peu nombreux et simples dans leur rédaction. Sinon, il serait préférable que la consultation des Français fût déclarée par un large débat parlementaire. »

Dans son intervention de dimanche soir, M. Mitterrand n'a pas précisé ses intentions sur ce point précis, mais il a indiqué que les réformes qu'il envisageait devaient se faire à la fois par voie référendaire et par la voie d'un vote du Parlement. Toutes, en effet, ne relèvent pas d'une réforme de la Constitution.

Le champ du référendum

Raccourcir le mandat présidentiel impose, à l'évidence, de modifier la loi fondamentale, puisque c'est son article 6 qui le fixe à sept ans. Il s'agit là d'une réforme envisagée dès 1973 par Georges Pompidou et qui, depuis, est proposée à intervalles réguliers par les uns et par les autres. M. Raymond Barre étant seul constant dans son opposition.

Élargir le champ des textes pouvant être soumis à référendum oblige aussi à modifier la Constitution, puisque son article 11 précise que le peuple ne peut être directe-

ment consulté que sur « tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics » ou « comportant approbation d'un accord de communauté [il s'agit de la communauté créée en 1958 avec les anciennes colonies] ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions ». Déjà en juillet 1984, pour tenter de sortir de la crise créée par la querelle scolaire, M. Mitterrand avait proposé d'élargir le champ référendaire aux projets « concernant les garanties fondamentales des libertés publiques ». La droite refusa de lui ouvrir cette porte, bien qu'elle souhaita que l'article 11 puisse être utilisé pour les projets de société comme l'éducation, la peine de mort ou le code de la nationalité.

Permettre la saisine du Conseil constitutionnel par tout justiciable à qui serait appliquée une loi qu'il estime contraire à la Constitution, oblige à en modifier l'article 61. M. Mitterrand, aidé par M. Rocard, s'y était essayé au printemps 1990. Mais le Sénat avait refusé de voter cette réforme dans les mêmes termes que l'Assemblée nationale. Elle avait donc été alors enterrée.

Assurer l'indépendance de la justice passe, en revanche, par la seule réforme de la Constitution. Certes, la composition du Conseil supérieur de la magistrature et ses pouvoirs (propositions pour la nomination de magistrats du siège à la Cour de cassation, et pour celle de premier président de cour d'appel), avis sur les nominations des autres magistrats du siège) sont fixés par l'article 65 de la Constitution. Mais les rapports entre le gouvernement et les

magistrats, qu'ils soient du parquet (procureurs) ou du siège (ceux qui jugent), aussi évoqués par M. Mitterrand, ne relèvent que d'une loi organique, voire d'une loi simple.

Les droits du Parlement

Mettre fin à l'« étouffement » du Parlement est encore plus complexe. Le président de la République est resté fort discret sur les moyens qu'il propose pour aboutir à cet ambitieux objectif. Limiter l'usage de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution, qui permet au gouvernement de faire adopter un texte malgré le soutien contraire de la majorité de l'Assemblée nationale, en engageant sa responsabilité, comme le souhaite aujourd'hui l'opposition, nécessite bien entendu une révision de la loi fondamentale. Allonger la durée des sessions parlementaires, comme le demande M. Laurent Fabius, afin de donner plus de temps aux Assemblées pour travailler, oblige aussi à une réforme de la Constitution, puisque c'est son article 28 qui les limite à une fois quatre-vingt-jours et à une fois quatre-vingt-dix jours.

C'est aussi l'article 48 de celle-ci qui accorde la maîtrise de l'ordre du jour des travaux parlementaires au gouvernement. Il s'agit bien là d'une formidable limitation des droits du Parlement. Mais, sans modifier le texte de 1958, le gouvernement pourrait se montrer plus accueillant aux initiatives des députés et des sénateurs. Ainsi, depuis 1974, il accepte que les séances du mercredi après-midi soient consacrées, à l'Assemblée nationale, aux questions orales, alors que constitutionnellement il pourrait s'y opposer. De même il pourrait,

sans aucune modification juridique, laisser le Parlement discuter des propositions de loi de ses membres, ce que souhaite M. Mitterrand. Encore que ce soit là probablement un faux débat, la complexité du fonctionnement de nos sociétés modernes ne permettant guère aux élus d'avoir l'initiative de modifications législatives, dont la plupart nécessitent un imposant travail d'analyse et d'expertise, alors qu'ils n'en ont guère les moyens.

L'extension du contrôle de l'action des ministres et de leur administration par le Parlement ne passe pas non plus forcément par une réforme constitutionnelle. En effet, dans le système majoritaire, qui oblige la majorité à soutenir, quoi qu'il arrive, le gouvernement et impose à l'opposition de le critiquer, quoi qu'il fasse, députés et sénateurs sont loin d'utiliser toutes les possibilités dont ils disposent déjà. Au demeurant, l'ouverture à la presse des commissions d'enquête, proposée par M. Fabius, a montré qu'une simple loi pouvait améliorer la situation. Le même mécanisme permettrait encore d'aller au-delà.

De tous les objectifs que s'est fixés M. Mitterrand, la fin de l'étouffement du Parlement est certainement le plus délicat à atteindre. Car si la modification de quelques mécanismes juridiques permettrait de desserrer l'étreinte, l'essentiel réside dans un changement d'état d'esprit. Et cela ne relève ni de la Constitution, ni des lois, ni des règlements, mais des mœurs politiques.

THIERRY BRÉHIER

هنا من الأصل

L'ENTRETIEN TÉLÉVISÉ

Mode de scrutin :
l'opiniâtreté de M. Mauroy

Dès le mois de juin dernier, après avoir renoncé à modifier la loi pour les élections régionales et cantonales de mars 1992, les socialistes avaient commencé à songer à une éventuelle réforme du mode de scrutin pour les élections législatives. Il s'agissait, déjà, de chercher à limiter l'ampleur d'une défaite jugée de plus en plus probable et de se donner les moyens de modifier le paysage politique. La représentation proportionnelle, réclamée, à la fois, par le Parti communiste, par les écologistes (Verts et Génération écologie) et par le centre gauche, pourrait permettre aux socialistes de nouer de nouvelles alliances. Cependant, M. Pierre Mauroy soulignait l'avantage d'un scrutin à deux tours, grâce auquel le PS peut jouer son rôle de parti de rassemblement.

Devant le comité directeur du PS, le 6 juillet, le premier secrétaire réaffirmait cette position en déclarant : « Sous la V^e République, on gagne ou on perd. Ne cherchons pas à émauser, par un changement de mode de scrutin, notre seule perspective possible, qui est de vaincre. » M. Mauroy entendait écarter ainsi l'hypothèse d'un retour à la représentation proportionnelle départementale à un tour, instaurée en 1985 pour les élections législatives de mars 1986. Toutefois, dans la résolution adoptée le même jour par le comité directeur, les socialistes se prononçaient pour « le maintien d'un mode de scrutin qui permette le rassemblement au second tour ». La porte était entrouverte pour la recherche d'un système mixte. M. François Mitterrand n'a pas fermé, le 14 juillet, lors de son traditionnel entretien télévisé, en déclarant, au sujet d'une possible réforme : « Il m'arrive de penser que c'est une bonne idée (...). Je verrai ce que j'ai à faire. »

Curieusement, c'est sur les modes de scrutin appliqués aux élections régionales et cantonales que l'hôtel Matignon s'est mis à réfléchir. Les conseils régionaux étant actuellement élus à la représentation proportionnelle et souffrant de l'absence de majorité claire, l'introduction, dans ce système, d'un second tour et d'une prime majoritaire, sur le modèle municipal, aurait pu préfigurer la recherche d'une formule analogue pour les élections législatives. Le

27 août, M^{me} Edith Cresson mettait un terme à ces travaux discrets en déclarant que, faute de majorité favorable à l'Assemblée nationale, les scrutins locaux ne seraient pas modifiés, l'emploi de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution (engagement de la responsabilité gouvernementale) sur un tel sujet étant, à ses yeux, exclu.

Critiques
des rocardiens

M. Mauroy a proposé, alors, une concertation à l'ensemble des formations politiques sur l'harmonisation des modes d'élection de toutes les assemblées, locales ou parlementaires. Un mois plus tard, le 2 octobre, le premier secrétaire a soumis au bureau exécutif du PS un projet de lettre aux dirigeants des formations démocratiques, les invitant à débattre des différentes formules possibles. Le texte préparé par M. Mauroy ne rappelait pas l'engagement du comité directeur en faveur d'un scrutin à deux tours, de type majoritaire. Aussi les rocardiens, dont le chef de file avait quitté le gouvernement en 1985 en raison de son hostilité au scrutin proportionnel, ont-ils sévèrement critiqué l'initiative du maire de Lille. Cinq de leurs représentants au bureau exécutif ont refusé de voter son texte.

Les amis de M. Michel Rocard étaient loin d'être les seuls à redouter que, sous prétexte de scrutin mixte, le premier secrétaire ne les préparât, en concertation avec le président de la République, au retour de la proportionnelle pure et simple, qui ôterait par elle-même, avant toute campagne, la moindre chance de réélection à une centaine de députés. Les fabiusiens ont exprimé la même crainte. Les jospinistes, d'ailleurs, tenus de soutenir le premier secrétaire, n'en ont pas moins laissé poindre leur étonnement devant sa démarche. M. Mauroy, réaffirmant qu'il n'est pas question pour lui de rétablir le système de 1986, continue à agir pour l'adoption, avant les élections régionales et cantonales de mars prochain, d'un scrutin mixte qui — plusieurs formules ayant été évoquées, puis abandonnées — garde son mystère.

P. J.

Suite de la page 3

Sur les raisons pour lesquelles le chauffage des produits sanguins n'a été généralisé qu'à l'issue d'un délai de quelques mois, M. Mitterrand a déclaré :

« Certaines paraissent bonnes, d'autres moins certaines, mais elles sont à l'heure actuelle examinées par la justice, et moi je n'ai pas à interférer, surtout en raison de ma fonction (...). Le gouvernement actuel a réagi. Si l'on sait ce que l'on sait, c'est parce que Jean-Louis Bianco et Bruno Durieux (ministre délégué à la santé) ont demandé un rapport, le rapport Lucas, qui a établi une chronologie. Et aujourd'hui les mêmes ministres vont réorganiser de fond en comble leur système de contrôle et de surveillance, pour ne pas retomber dans la même erreur (...). »

« Ces questions posent des problèmes moraux, religieux et techniques extrêmement complexes. C'est un domaine dans lequel il ne peut pas y avoir de majorité et d'opposition. C'est un domaine humain qui nous touche à la moelle, un problème fondamental des sociétés modernes. Donc, je pense que, en dehors de quelques-uns qui cherchent toujours à pêcher en eau trouble, personne ne cherche à distinguer les responsabilités. Sauf, bien entendu, les juges qui ont en fin de compte le devoir de trancher pour que nous soyons débarrassés à l'abri de ce type de catastrophe. »

« Il valait mieux
réfléchir le premier jour
que le dernier... »

Interrogé sur une éventuelle réforme des institutions, souhaitée par plusieurs personnalités politiques, le président de la République répond :

« Ceux qui disent cela, de tout bord, ont raison, et je ne peux que m'en réjouir si je ne sois des combats qui leur ont été menés. Parce que, après tout cette Constitution, je ne l'ai pas votée, j'ai même voté contre et, à travers les années, j'ai expliqué pourquoi. J'ai fait des propositions, j'ai énoncé des critiques, souvent dures. Bref, c'est un combat qui est pour moi très important. Alors, lorsque je vois un certain nombre de ceux qui ont été les auteurs, les défenseurs, un peu systématiques même, un peu passionnés, des institutions, telles qu'elles ont été votées à l'époque (...), lorsque je les vois me demander, à moi, de changer ces institutions, j'ai envie de leur dire : mais venez, je vous en prie, venez me voir. Je leur dis : je me réjouis de voir que vous avez enfin réfléchi. Vous avez même

mis un peu trop de temps ; il valait mieux réfléchir le premier jour que le dernier ! Mais vous êtes les bienvenus, et avec vous, le cas échéant, ou sans vous, s'il le faut, ces institutions je les corrigerai (...) avant la fin de mes fonctions. Je ne partirai pas sans avoir modifié les institutions, ou du moins sans avoir saisi le Parlement et les Français des modifications que j'estime nécessaires. »

« Dans le deuxième
semestre
1992 »

Questionné sur le calendrier de cette réforme, M. Mitterrand explique :

« Je pense que le meilleur moment pour le faire serait dans le deuxième semestre 1992, c'est-à-dire après les élections régionales, pour que cela ne vienne pas interférer, mais avant la nouvelle législature. Comme cela toutes les cartes seront sur la table, et on saura de quoi on parle. Mais il précède : « N'oubliez pas de moi que l'exposé [ce soir] l'ensemble des projets que je ferai, je saisis l'ensemble des Français naturellement. » Il ajoute, toutefois, à propos de l'éventualité d'un régime présidentiel calqué sur le système américain : « Je ne pense pas que ce soit conforme à nos traditions que cela corresponde au tempérament des Français. Donc, je suis plutôt « pas favorable ». Il y a des fois où je suis tenté, où je me dis « c'est plus clair ». Mais si vous me demandez oui, ou non ? C'est non ! ». Faut-il alors changer de République ? « Le numéro m'est indifférent », répond le chef de l'Etat.

Comme Jean-Pierre Elkabbach évoque les prises de positions de MM. Balladur et Chirac, M. Mitterrand affirme : « J'ai d'autant plus de plaisir que ce sont les derniers arrivés. Je n'ai pas besoin, pour l'instant, de sortir mes références évangéliques pour dire la satisfaction que j'éprouve à voir, ou à entendre, ceux dont vous venez de parler s'exprimer en disant, ou en faisant semblant de dire : après tout, en 1958-1959, vous aviez raison... Ils ne le disent jamais ! Mais je prends les choses un peu comme cela ! On se trouve maintenant plutôt ensemble pour modifier les institutions sur différents points très importants. »

Énumérant les aspects des institutions qu'il faut changer, le président de la République évoque « la pratique du référendum » et cite : « L'exécutif, c'est-à-dire s'intéresser à la durée du mandat présidentiel. Sur le plan judiciaire (...), le Conseil constitutionnel devrait

voir sa compétence élargie à toutes les plaintes individuelles, naturellement triées par la Cour de cassation et par le Conseil d'Etat. Mais cette réforme a avorté par le refus du Sénat (...). Je suis sûr que les Français consultés, par leur vote, car c'est de la démocratie (...). Le Conseil supérieur de la magistrature, pas simplement le Conseil supérieur de la magistrature, la relation entre les différents grands corps de magistrats, le siège, le parquet, et le gouvernement par le canal du garde des sceaux. Quant au problème législatif, je suis de ceux qui pensent que le Parlement est trop étouffé. C'est le résultat du système adopté il y a trente-trois ans (...). J'ai souvent dit que tant que je serai président de la République, je veillerai à ce que, autant que possible, les institutions puissent respirer. Je n'aperçois qu'au bout du compte, malgré mes efforts, le Parlement est étouffé. Il l'est énormément. Il ne doit pas l'être. C'est lui qui fait la loi. Alors je voudrais voir, quand même, le Parlement disposer d'une plus grande initiative pour faire des propositions de lois. Ce que je dis là m'engage. »

« Qui pouvait penser, connaissant mes positions depuis plus de trente ans, insiste M. Mitterrand, que devenu président de la République, au demeurant à deux reprises, je ne ferais pas ce que j'avais dit, ou que je ne ferais pas ce que les autres ont dit avant moi et qu'ils n'ont pas fait. On me presse par exemple aujourd'hui, du côté de l'ancien président de la République — je ne veux pas engager de polémique avec lui, c'est lui qui l'engage avec moi, on dit : « Le quinquennat, c'est inadmissible qu'il ne le fasse pas le cas échéant il faudra qu'il s'en aille ! ». Mais vraiment, si cela avait été fait avant 1981, j'aurais pas à me poser la question ! (...). Je pense qu'on mélange un peu les problèmes de droit public, les problèmes de fond, avec les problèmes de circonstance. Il y a certains membres de l'opposition (...) qui sont vraiment très pressés et qui mélangent tout (...). Le président de la République est élu par le peuple ; son mandat comporte une certaine durée, sa durée peut être modifiée. En droit, cette durée ne me viendrait pas, puisque j'ai été élu sous un certain statut. C'est la règle de la non-rétroactivité. Mais politiquement, moralement, je suis seul juge de ce qu'il conviendrait de faire (...). Je dis, depuis longtemps, qu'il faudra bien que l'on raccourcisse le mandat présidentiel, surtout en cas de renouvellement (...). Je répète que je suis très content que les hautes personnalités de l'opposition se rallient. Elles se rallient sur un ton qui pourrait apparaître comme un ton de sermon (...). Moi je ne me sentais pas vraiment gêné, ces dernières années, je me

sentais sûr de moi. Je n'ai jamais craint de moi qu'il pût y avoir un acte nuisible à la démocratie : je serais, le cas échéant, cela dépend de qui ? — moins sûr de mes successeurs. Alors, je prendrai mes précautions. »

En réponse à une question, il refuse de prendre position pour une réduction de sept à cinq ans du mandat présidentiel, précisant simplement : « J'annoncerai tout cela aux Français dans un délai qui sera relativement bref. »

« Il m'arrive de trouver
que quatorze ans,
c'est trop long »

Le président de la République précise :

« Il y aura des mesures qui relèveront du référendum, et d'autres mesures qui relèveront du vote parlementaire. Le tout sera soumis au peuple, ou au Parlement, entre les élections régionales et la fin de l'année de 1992. Interrogé sur le point de savoir s'il se sentirait lié par le résultat du référendum, il répond : « Sur le plan du droit, mon mandat comporte sept ans. Je ferais ce que je considérerais bon pour mon pays, étant entendu que moi aussi il m'arrive de trouver que quatorze ans, c'est long (...). Je me trouve parfaitement en état de poursuivre ma tâche jusqu'au terme qui m'a été fixé. » Sur le moment de son départ, il souligne : « J'en suis sûr, je le pense. Mon droit est celui que m'ont fixé les Français en m'élevant en 1981 et en me réélisant en 1986. Voilà le droit. Le reste dépend de moi. »

« Pierre Mauroy
m'a
convaincu »

A propos du mode de scrutin qui sera appliqué lors des élections législatives de 1993, M. Mitterrand explique :

« On en discute, et on dit beaucoup de bêtises. Je n'ai jamais pris l'initiative de revenir à la proportionnelle intégrale. On me dit que j'aurais imposé cela, y compris au Parti socialiste ! Jamais de la vie ! Je discute de ces choses avec Pierre Mauroy, que je rencontre chaque semaine — c'est normal, c'est premier secrétaire du parti majoritaire, et en plus c'est un ami personnel (...). Il m'a convaincu de la nécessité d'aboutir à un scrutin mixte, majoritaire et proportionnel, pour tenter de réunir les qualités des deux modes de scrutin, et d'éliminer leurs défauts (...). Pour 1993, naturellement. »

Mitterrand malgré lui

Suite de la première page

La fin de l'année 1992, cela veut dire avant les élections législatives. 1993 pourrait donc être le terme de la présidence Mitterrand, soit que le peuple, s'il était consulté, le désavoue, en répondant, selon le vieux adage mitterrandien, non pas à la question posée, mais à celui qui la pose : soit que le peuple approuve la réduction de la durée du mandat présidentiel : on voit mal alors M. Mitterrand se soustraire à l'obligation morale de s'appliquer la réforme à lui-même !

Eût-il voulu faire comprendre qu'il restait coïssé à ce rôle, il s'accommoderait des aléas d'une seconde cohabitation, bref, qu'il s'accrocherait jusqu'au bout, il eût renvoyé la réforme au lendemain des législatives, dans l'intervalle qui sépare celles-ci de l'élection présidentielle.

Le président a donc décidé de jouer son va-tout, il a pris délibérément le risque d'une sortie avant terme, avant la fin juridique de son mandat, en mai 1995. Pourtant, comme toujours avec lui, l'essentiel se mêle au circonstanciel, l'apparente l'impitoyable à la plus grande habileté.

L'essentiel, c'est de se réconcilier avec lui-même, de renouer le fil perdu de la réforme, en choisissant le terrain institutionnel où sa légitimité ne peut être contestée. Il ne cherche, certes plus, à accélérer la réforme du pays : il sait sans doute qu'en matière de transformation sociale radicale, il restera comme un grand exorciste. A l'instar des républicains de la fin du dix-neuvième, qui ont acclamé la République au prix de sa modération — on les disait alors « opportunistes », — il est celui qui a inscrit la gauche dans la durée, en privant celle-ci non seulement de tout côté subversif, mais en réduisant sa fonction à la gestion d'une démocratie capitaliste et au maintien des droits acquis.

L'heure n'est plus, où que ce soit,

à la renaissance de l'utopie ! Aussi, pour tout ce qui concerne la société elle-même, s'en remet-il aux spécialistes (notamment M^{me} Aubry) qu'il a appelés au gouvernement. L'an et la réforme, retrouvent en revanche droit de cité dans deux domaines où il jette toutes ses forces : la relance de la construction européenne (plus que jamais, tous ses choix reposent sur l'adhésion à une logique européenne) et le toilettage de la Constitution.

Dépourvu de vision claire sur une société dont le « Projet socialiste » nous dit qu'elle glisse inexorablement vers la dualité — les trop fameuses « deux vitesses » — il entend marquer son temps en assignant au pays un avenir européen et en le dotant d'institutions qui éloignent celles-ci de leurs origines consulaires, pour les rapprocher de celles d'une démocratie avancée, comme pourrait dire M. Giscard d'Estaing. Dans l'un et l'autre domaine, il fait avancer la cause du pays.

Ce projet-là mérite d'autant plus qu'on y souscrive qu'il use d'un moyen dont M. Mitterrand est, d'ordinaire, réputé dépourvu : une relative clarté. Aucune trace apparente, dans son propos dominical, d'un quelconque coup tordu : le calendrier, l'enjeu, sont d'ores et déjà sur la table, la perspective d'un retour à la proportionnelle intégrale est explicitement écartée.

Dans ces conditions, l'opposition aura du mal à chipoter. L'embaras de M. Giscard d'Estaing était d'ailleurs patent, dimanche soir. Car la droite est très exactement prise au mot ; elle lui a servi sur un plateau l'occasion de reprendre l'initiative. M. Mitterrand ne cachait d'ailleurs pas sa jubilation, en s'appuyant notamment sur le ralliement de la famille gaulliste à l'idée d'une refonte institutionnelle. Comment, en effet, l'opposition pourrait-elle recuser la réduction de la durée du mandat présidentiel, qu'elle mettait le président au défi d'engager ? Comment pourrait-elle s'opposer au

recours du référendum, qu'elle ne cesse de désigner comme un remède au déficit démocratique ? Comment recuserait-elle, sans se dédire, une modification du mode de scrutin inspirée du système proposé par M. Giscard d'Estaing lui-même ? Comment, enfin, pourrait-elle objecter à la réforme de la justice, pourvu que celle-ci aille dans le sens de l'indépendance ?

« Une habileté
nouvelle »

L'opposition, d'ailleurs, comme les socialistes, vont devoir s'adapter à cette nouvelle donne. A droite, on sait l'ancien président pressé, tandis que M. Chirac souhaite l'abord progressif de la réforme législative. La contradiction entre l'un et l'autre aura d'autant plus l'occasion de s'affirmer que ni l'un ni l'autre ne sauront, à brève échéance, s'il faut préparer une élection présidentielle ou un scrutin législatif. Car M. Mitterrand a évidemment intérêt à maintenir, sur le point précis de son possible départ, la plus grande incertitude. Quant aux socialistes qui ont été fidèles au Mitterrand de la transformation, version 1981, qui ont suivi aveuglément le Mitterrand de la cohabitation, version 1986, et qui doutaient — c'est le moins que l'on puisse dire — du Mitterrand obtenu que le schéma présidentiel ne soit pas : après moi, le déluge !

Au contraire : M. Mitterrand pèsera de tout son poids, et du poids de la réforme institutionnelle, sur le scrutin législatif. MM. Rocard, Fabius et Jospin savent désormais qu'ils doivent continuer de compter avec lui pour être à même de compter sur lui le moment venu. Les conditions paraissent donc réunies pour que le désordre se réinstalle à droite, et qu'un semblant d'ordre revienne au PS.

On pourrait, naturellement, faire la fine bouche, et relever, par exemple, que dans le même temps où il réaffirme sa méfiance à l'égard des institutions, il en fait jouer le côté le plus contestable, c'est-à-dire la voie plébiscitaire. On peut aussi observer qu'il s'est montré toujours aussi peu amène à l'endroit de

M. Rocard alors qu'il va avoir besoin de son soutien pour une réforme à laquelle l'ancien premier ministre est hostile.

Mais là où le bât blesse davantage encore, c'est dans l'étroite imbrication de la stratégie et de la tactique.

M. Léotard n'a pas tort lorsqu'il déballe « une habileté nouvelle » : s'il affiche, pour l'opinion, l'image d'un homme qui accepte de se mettre en cause, il faut se souvenir que pour lui, rien n'est jamais joué. Or il ne s'est pas formellement prononcé en faveur du quinquennat, qui, s'il était adopté, l'obligerait en fait à écouter son mandat. Rien ne dit qu'il ne proposera pas, par exemple, un mandat de sept ans non renouvelable, ou qu'il ne reprendra pas à son compte cette autre proposition de M. Giscard d'Estaing, le mandat de six ans, auquel cas il serait lui-même moins exposé.

Enfin, si M. Mitterrand en vient là, n'est-ce pas que, comme le général de Gaulle en 1969, il tire les leçons d'un mouvement social — explosif à l'époque, rampant cette fois — qu'il ne maîtrise pas ? S'il redevient, une fois après sa première élection, fidèle à lui-même, n'est-ce pas parce qu'il doit faire face à un « usure » qu'il ne peut combattre autrement qu'en changeant la donne ? S'il met enfin en pratique, si tard, ses propres convictions, et après avoir délibérément poussé la logique des institutions jusqu'à l'étouffement du Parlement, c'est moins par une volonté affirmée, relayée par un patient travail pédagogique — qu'au demeurant il aurait pu entreprendre dès le début de son second septennat — que par l'urgence nécessaire dans laquelle il se trouve de... faire quelque chose.

C'est, en somme, Mitterrand malgré lui. Chacun, c'est-à-dire le peuple souverain, sera juge.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Peine de mort, peines de sûreté

Évoquant le meurtre des deux fillettes d'Elne, M. François Mitterrand, qui a renouvelé son opposition à la peine de mort, a estimé qu'il fallait être « plus sévère sur la durée des peines incompressibles ».

Instaurée par une loi du 9 septembre 1986, la « période de sûreté » est une mesure d'exécution des peines de réclusion criminelle prononcées par les cours d'assises. Pendant la période dite de « sûreté », le condamné est enfermé sans aucun espoir, ou presque, de sortir de son enclos : cette disposition prive en effet le détenu de suspension ou fractionnement de peine, de placement à l'extérieur, de permission de sortir, de libération conditionnelle et de mesures de semi-liberté. Lorsque les deux tiers de cette période ont été effectués, le juge d'application des peines peut toutefois saisir la chambre d'accusation afin de réduire la durée de la période de sûreté.

En général, la durée de cette période est égale à la moitié de la peine prononcée — quinze ans pour les condamnations, à la réclusion criminelle à perpétuité, — mais elle peut être réduite sur décision spéciale de la cour d'assises. Cette durée peut également, en cas de condamnation à perpétuité, être portée à trente ans, notamment en cas de meurtres accompagnés d'actes de torture ou de barbarie, de récidive, ou de détournement d'aviation entraînant mort d'homme.

La peine de sûreté maximale (trente ans) a été prononcée pour la première fois le 28 novembre 1989 à l'encontre de Pascal Le Gac, qui était accusé de deux crimes. Ce verdict — le plus lourd depuis l'abolition de la peine de mort

— avait été cassé un an plus tard par la Cour de cassation. Réjoui en 1991 par la cour d'assises de l'Aisne, Pascal Le Gac avait été à nouveau condamné à la réclusion criminelle à perpétuité avec, cette fois, une période de sûreté de vingt ans (le Monde daté 14-15 avril). Plus récemment, deux des parachutistes de la base de Franczal, qui avaient violé et tué à plusieurs reprises, avaient été condamnés à perpétuité par la cour d'assises de Haute-Garonne avec la peine de sûreté maximale : trente ans (le Monde des 18, 19, 20 et 27 avril).

La réforme du code pénal actuellement défendue au Parlement par le ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, a fait renouer le débat sur les périodes de sûreté. Au cours de la discussion sur le livre I du code pénal, sénateurs et députés s'étaient ainsi divisés sur la durée maximale de ces périodes. Le débat avait repris lors de la discussion sur le livre II, qui traite de la répression des crimes et délits contre les personnes : le Sénat avait alors prôné l'application obligatoire de la période de sûreté pour les condamnations de plus de dix ans. Les compromis réalisés au sein de la commission mixte paritaire ont fait disparaître ces dispositions, mais le nouveau code pénal est aujourd'hui fortement critiqué par le Syndicat de la magistrature et le Syndicat des avocats de France. Ces deux syndicats de gauche, qui demandent le 22 mai dernier le retrait pur et simple de ce texte « indigne d'une démocratie moderne », s'insurgent notamment contre « l'élargissement du champ d'application des peines de sûreté ».

ANNE CHEMIN

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Expliquant que le mode de scrutin ne doit pas être un dogme, le chef de l'Etat détaille : « Il faut qu'il soit démocratique. La proportionnelle intégrale, qui figurait dans le programme des socialistes, qui a généralement figuré dans le débat de la gauche depuis le début de la République, est un mode de scrutin démocratique. On l'a appliqué d'ailleurs en 1986. Le scrutin majoritaire est aussi un mode de scrutin démocratique. Le scrutin mixte auquel pense Pierre Mauroy, et que j'approuve, est un mode de scrutin qui doit également rester démocratique, par une juste part faite à la nécessité, d'une part, de voir représenter tous les courants de l'opinion française et, d'autre part, de ne pas avoir une Assemblée ingouvernable. Je ne sais pas pourquoi certains disent que ma commodité serait de ce côté plutôt que de celui-là. Ma commodité personnelle ne compte pas dans cette affaire. C'est l'intérêt du pays qui est en cause. »

« Plus tôt on connaîtra les règles du jeu, mieux cela vaudra »

Quant à la date de cette réforme électorale, M. Mitterrand déclare : « Pierre Mauroy a répété qu'il espérait que tout cela fût clair, défini, et les cas échéant adoptés au cours de cette session. Je pense qu'il a raison. Plus tôt on connaîtra les règles du jeu, mieux cela vaudra. Interrogé pour savoir s'il souhaite un accord entre les socialistes et les écologistes, il répond : « Ce n'est pas

mon rayon (...). C'est le jeu légitime des partis et je respecte leur entière compétence en ce domaine. » A propos de l'éventualité d'un groupe d'extrême droite à l'Assemblée nationale, il remarque : « Que les Français votent comme ils veulent ! Je serais bien entendu à les empêcher ! Mais bien entendu je les inviterai, et j'inviterai tous ceux qui croient dans la démocratie, à éviter l'élection en trop grand nombre de ce type de représentants du peuple, qui seraient nuisibles à la République, à ses valeurs fondamentales, à son histoire. »

Sur son attitude après les prochaines législatives, le chef de l'Etat annonce : « Selon le résultat des élections législatives, je désignerai un premier ministre représentatif de la volonté populaire. » A propos de la cohabitation qu'il a connue en 1986-1988, il raconte : « J'avais un gouvernement qui était très représentatif de la nouvelle majorité. Dans ce gouvernement, il y avait des hommes et des femmes de valeur ; ils ne l'étaient pas tous, mais, enfin, qui peut prétendre ne réunir que des gens de valeur dans un gouvernement ? Et puis, ils avaient leurs idées. Lorsqu'ils débattaient et heurtaient mes convictions profondes, on me demandait de passer par des procédures contestables, notamment par les ordonnances, je m'en tenais à la lettre des institutions. »

Quant à ce qui pourrait se passer au lendemain des élections de 1993, il précise : « Tout président de la République doit prendre la majorité que le peuple lui envoie. Elle peut ne pas correspondre à ses souhaits, mais son devoir, c'est d'en tirer la conséquence honnête par rapport au grave jeu de la démocratie. »

Interrogé sur la peine de mort

après l'assassinat des deux fillettes d'Elne, M. Mitterrand déclare :

« Ce double meurtre m'a fait mal. On ne peut pas imaginer à la fois le supplice de ces enfants, et la douleur de ceux qui les aiment. On se sent si proche à ce moment-là, et si impuissant à corriger le malheur (...). Le meurtre de ces deux enfants, après tant d'autres, m'a vraiment fait mal. Et le problème de la peine de mort devient, j'ai envie de dire, harcelant. Cet homme, l'assassin, méritait la mort. Mais il faut ensuite évaluer sa peine de mort (...). Qu'il y ait ou non la peine de mort, il y a, à grosso modo, le même nombre d'attentats. Dans tous les pays civilisés on cherche à réfléchir et on constate que les crimes d'origine sexuelle échappent aux lois. Ces pulsions ne sont pas arrêtées par un texte de loi. Je suis contre la peine de mort (...). Je n'entends pas changer de position. » Il précise qu'il n'entend pas consulter les Français sur ce sujet. Mais il ajoute : « Je n'ai pas accepté d'exercer mon droit de grâce à l'égard, ou en faveur, de personnes coupables de crimes contre enfants. J'ai reçu les associations de parents d'enfants assassinés ; c'est un des moments les plus pénibles de ces dix dernières années, et en même temps j'admire (...). La manière dont ces gens réagissent (...). Personnellement (...), car il faut que j'en discute avec le garde des sceaux - ce n'est pas moi qui fais la loi (...), - je pense qu'il faudrait être plus sévère sur la durée des peines incompressibles dans ce type de crimes. » A propos de l'Europe, le chef de l'Etat indique : « Si l'Europe n'a pas d'organisation commune de l'Europe, tous les pays qui composent l'Europe n'en continueraient pas [moins] d'exister. Ils se livreraient simplement à une

concurrence plus sauvage encore. Il n'y aura pas de loi commune. On va donc retrouver l'Europe du dix-neuvième siècle, du seizième siècle, l'Europe des compétitions nationales, sans règles, sans lois, sans progrès communs. Le Marché commun a apporté un immense progrès partout, et notamment en France, et particulièrement dans l'agriculture française. C'est une compétition, et dans cette compétition il faut être les meilleurs ; je ne dis pas qu'on sera les meilleurs partout, mais il faut être les meilleurs assez souvent pour que au total la nation soit en progrès, qu'elle gagne des marchés. »

« Notre avenir, c'est l'Europe »

M. Mitterrand explique que si la France « reste à l'intérieur de ses frontières, qu'elle tente de rendre imperméables pour échapper au risque de la concurrence, elle n'y arrivera pas, car il n'y a pas de frontières imperméables ». « Notre avenir, c'est l'Europe, dit-il, il faut quand même pouvoir parler aux Américains, aux Japonais, il faut pouvoir discuter d'égal à égal, et nous pouvons le faire au travers de l'Europe. »

Interrogé sur le prochain sommet européen de Maastricht, le président de la République rappelle qu'il s'agit d'adapter aux nouveaux traités, un traité sur l'union politique et un autre sur l'union économique et monétaire. Il ajoute : « Cela, c'est une novation considérable par rap-

port au traité de Rome, par rapport à l'Europe du Marché commun. Ce changement considérable va donner naissance à des institutions politiques, à des décisions politiques, à une démocratisation de l'Europe. » M. Mitterrand évoque à ce propos « ce qu'on appelle la technocratie de Bruxelles. C'est souvent un terme un peu trop péjoratif, il y a des gens remarquables là-dedans et puis il y a Jacques Delors à la tête de tout cela, c'est un homme qui compte, un Européen dont l'influence est considérable. Il ajoute : « Lorsque l'Europe veut légiférer pour tout le monde sur la manière dont les palombes traverseront le Sud-Ouest, c'est un peu la mentalité du Nord de l'Europe qui prétend s'imposer à la mentalité du Sud, et pourtant aussi il y a des besoins qui se comprennent, l'écologie bien comprise doit éviter les massacres d'oiseaux, la Commission s'en occupe, peut-être manque-t-elle un peu de pratique des choses. Donc, la technocratie fait des progrès. Il faut donc que le Parlement puisse surveiller les faits et gestes de la Commission et que le Conseil européen soit à tout moment mis en mesure de parler au nom de l'Europe après avoir consulté les opinions nationales (...). On ne va pas quand même pas abandonner une partie de nos règles de vie démocratiques en France, en Allemagne ou ailleurs pour remettre toutes ces compétences à des gens sérieux, mais qu'on ne connaît pas ou qui ne rendent pas compte au peuple. »

A propos de la Yougoslavie, le président de la République affirme : « La dislocation de la Yougoslavie, avec

la guerre qui s'ensuit, est proprement insupportable. »

Après avoir rappelé les efforts de la Communauté européenne, il déclare : « J'ai demandé et obtenu la création d'une cour arbitrale pour examiner le problème des frontières intérieures de la Yougoslavie et le problème des minorités à protéger (...). La France a proposé de multiplier le nombre des observateurs, qui rendent d'immenses services sur le terrain. Je suis prêt à demander maintenant de créer entre la Serbie et la Croatie une sorte de couloir de sûreté, de sécurité, de paix par lequel nous pourrions faire passer et sauver des enfants (...). Il y a tant de haine et de rancune entre les ethnies, entre les tribus, comme on risque de les multiplier dans toute l'Europe, que je trouve nécessaire de rechercher à la fois les autodéterminations, c'est-à-dire les indépendances, et les liens qui unissent tous ces pays. Si tout éclate, comment allons-nous gérer l'Europe ? »

« La boussole... »

Le président de la République, lui demande-t-on en conclusion, doit-il être un « bricoleur », un « prophète » ou une « boussole » ? « Je crois que « boussole » est un bon terme, répond M. Mitterrand : dire au pays, dire aux Français, dans les moments difficiles, par où passer, vers où aller. Il faut qu'on garde quelques grands objectifs : la démocratie, la démocratie sociale, c'est-à-dire plus de justice dans la prospérité revenue, plus l'Europe, ma foi, il y a de quoi faire. »

Contamination, risques et compétences

par Jean-Yves Nau et Franck Nouchi

ANNONCÉ depuis quelques jours, le fait ne pouvait manquer de surprendre. Après les déclarations télévisées sur le même thème de M. Georgina Dufour et de M. Laurent Fabius, et au lendemain des propos de M. Claude Evén, proche de M. Michel Rocard, - l'ancien ministre de la santé soulignant la nécessité, pour les hémophiles et les femmes séropositives, d'assurer personnellement leurs responsabilités, - M. François Mitterrand s'est à son tour exprimé sur l'affaire du sang contaminé.

Le chef de l'Etat a parlé longuement, prenant le risque, non négligeable, d'aborder un domaine technique, tout en reconnaissant qu'il n'avait pas les « compétences médicales » nécessaires pour parler d'autorité d'un tel sujet. Cette intervention aura-t-elle permis de trouver une issue à la situation confuse - médicale, juridique et politique - qui prévaut aujourd'hui ? Rien n'est moins sûr. M. Mitterrand a, en effet, compliqué les données du problème, dont la justice est en partie saisie.

Le point fort de son intervention a porté sur son engagement personnel - « Je dirai à Edith Cresson, ou à tout autre » - quant à la nécessité d'indemniser, au moyen d'une loi, les personnes contaminées par le virus du sida à partir d'une transfusion sanguine. MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, semblent pourtant, jusqu'à présent, opposés à cette solution, du moins dans la forme souhaitée par M. Mitterrand.

Postulant que l'on doit - qu'il doit - justice aux hémophiles et aux polytransfusés contaminés, sans faire de distinction dans la période qui va de 1980 à 1990, M. Mitterrand s'oppose ainsi à la formule retenue jusqu'alors par son

gouvernement, qui souhaitait faire l'économie d'un débat au Parlement. Le texte projeté devrait ainsi, estime le président de la République, s'inscrire à la lumière de la loi de 1986 instituant une indemnisation des victimes du terrorisme. Pour l'Association française des hémophiles et l'Association de défense des transfusés, ces propositions du chef de l'Etat constituent une véritable « victoire » dans la mesure où elles réclamaient depuis plusieurs jours ce type de solution.

Distinction et hiérarchie

Le chef de l'Etat n'a pas précisé, en revanche, si son propos incluait bien à la fois les hémophiles et les polytransfusés contaminés par voie post-transfusionnelle, et surtout s'il désignait la procédure législative à l'ensemble des pathologies virales post-transfusionnelles, ouvrant alors les portes à un texte de loi sur l'indemnisation du risque thérapeutique en l'absence de toute notion de faute, un texte à l'étude sur le bureau de M. Michel Sapin, ministre délégué à la justice.

M. Mitterrand aurait sans doute pu en rester là sur ces questions. Ce ne fut pas le cas. Il a voulu se lancer dans une explication quelque peu confuse des raisons qui l'ont amené à demander, sur les conseils « des plus hautes personnalités médicales », que le docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), soit décoré de la Légion d'honneur.

On était en 1989, c'est-à-dire à l'époque où M. Claude Evén, ministre des affaires sociales, mettait au point, en liaison avec les compagnies d'assurances et les responsables de l'Association française des hémophiles, une procédure présen-

tée comme un geste de solidarité, et en aucune façon d'indemnisation des dommages. C'est à cette époque aussi (le Monde du 26 avril 1989), que l'Association française des hémophiles alertait le gouvernement sur les décisions prises durant l'été 1985 par des responsables du CNTS. Qui sont alors les « personnalités incertaines » évoquées par le chef de l'Etat ?

En distinguant les deux affaires qui sont le retard au dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang et la distribution, durant le printemps et l'été 1985, de produits coagulants potentiellement contaminés, M. Mitterrand a-t-il cherché à établir une hiérarchie dans les responsabilités des diverses autorités politiques de l'époque ? Pour la seconde affaire, la justice aura à se prononcer et la loi d'indemnisation ne saurait tarder.

Pour ce qui est du dépistage (qui est directement lié au problème de la contamination des hématophiles et des malades transfusés), M. Mitterrand reprend point par point l'argumentation développée par M. Laurent Fabius, ainsi que les dates tentant à démontrer que le premier ministre, dès qu'il fut saisi du dossier, mit tout en œuvre pour trouver rapidement une solution. Il ne retient pas dans cette chronologie la réunion interministérielle du 9 mai présidée à Matignon par le professeur François Gros, pas plus qu'il n'évoque les appels adressés auparavant aux ministres en charge de ce dossier.

« Je suppose qu'à l'heure actuelle la justice qui est saisie s'en occupe. » Cette formule du chef de l'Etat ne manquera pas de surprendre dans la mesure où cette question du dépistage ne fait pas directement l'objet de l'enquête judiciaire en cours.

Bandis, président exécutif du CDS, a réclamé la démission de M. Georgina Dufour de la présidence de la Croix-Rouge. « M. Dufour, a-t-il déclaré, nous a expliqué qu'elle ne se sentait pas coupable, mais responsable. Comment peut-elle une minute de plus demeurer présidente de la Croix-Rouge ? Une décision conséquente de sa part aurait contribué à redorer l'image des hommes politiques. »

Le Monde
DOSSIERS & DOCUMENTS
Novembre 1991
L'ALLEMAGNE
APRÈS LA RÉUNIFICATION
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les réactions dans l'opposition...

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, interrogé sur l'Antenne 2, a estimé « impossible » de procéder à une réforme de la Constitution par un simple référendum.

Il a répliqué devant « les deux Assemblées », en vertu de l'article 89 de la Constitution. « Si ce n'est pas voté en termes identiques, on s'arrête [sic] la réforme est soumise au référendum », a-t-il expliqué. Après s'être déclaré favorable à la « proposition d'années » à la réduction à cinq ans du mandat présidentiel, il a souligné, « légalement », M. Mitterrand n'était pas tenu de se l'appliquer. Mais « si vous expliquez à l'opinion publique que la bonne durée, c'est cinq ans, vous posez vous-même un point d'interrogation », a-t-il dit.

L'ancien président de la République a assuré qu'il « faut cesser d'appliquer l'article 49-3 (...) sur les textes législatifs pour remédier à l'échec du mandat présidentiel, sans qu'il y ait besoin de réformes constitutionnelles ».

M. Jacques Toubon (RPR), député de Paris : « Il faut surtout que le président de la République ne se précipite pas sur les lois. Ce n'est pas M. Mitterrand qui a inventé le quinquennat : c'est Georges Pompidou, et il y a plus de quinze ans. Depuis 1981, nous le demandons. Nous pensons qu'ouvrir cette discussion, et l'ouvrir en vue d'une réforme, c'est certainement une bonne chose, et de ce point de vue, nous sommes satisfaits. Sur le serment mixte, notre position est simple : on peut tout à fait trouver un accord à l'intérieur des formations politiques pour modifier le mode de scrutin, à condition que ce soit après les élections. »

M. François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, qui se déclare favorable au quinquennat : « La clé de cette intervention, c'est que pour éviter de voir une majorité nouvelle apparaitre en 1993, plutôt que de changer la majorité, on change la Constitution. C'est une habitude nouvelle. M. Mitterrand sait très bien que l'impopularité des Français, les désordres de la rue, les insatisfactions diverses de la société française amèneront l'écoulement de l'opposition au pouvoir dans un an et demi. Pour éviter cela, il ressort de sa poche, au bout de onze ans, une réforme constitutionnelle. »

M. Gérard Langue, président du Parti radical : « J'ai trouvé François Mitterrand très résigné sur le quinquennat des Français et, au fond, apportant peu d'espérance. Il a fait le domaine de la compétence et l'expérience, le domaine des institutions. Je crois qu'il a raison de le faire, et c'est une fenêtre qui s'ouvre dans une pièce qui était un peu asphyxiée, qui était la vie politique intérieure française (...). Si l'on peut une sorte de signature au second semestre de 1992, par un bon référendum et un bon débat parlementaire, quel beau couronnement pour un homme qui a consacré toute sa vie à la politique ! »

M. Jacques Barrot, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale : « Enfin, le président de la République accepte de faire droit à ceux qui jugent nécessaire une réforme des institutions. Mais n'est-ce pas la demi-annonce d'une demi-mesure ? Le calendrier retenu avec modification de la loi électorale immédiate et report de la révision constitutionnelle à la veille des élec-

tions législatives, c'est pour la France le risque d'un débat tronqué et passionné avec un réel danger de brouillage, voire de manipulation. »

M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF : « Il est étonnant que presque chaque fois que le président de la République présente ses propres erreurs comme des défauts de la Constitution. Si le Parlement est « étouffé », lui seul et son gouvernement en portent la responsabilité par l'abus de l'article 49-3. Quant aux textes de modification de la Constitution, nous sommes prêts à les soutenir s'ils sont sans ambiguïté : le raccourcissement à cinq ans du mandat présidentiel pourrait ainsi être adopté dans les plus brefs délais. »

M. Philippe de Villiers (UDF-PR), député de Vendée : « Le vieux politicien socialiste de la IV^e est apparu à nouveau dans sa bibliothèque. Sous les traits du vieux tricheur, il nous a confié son ultime projet de trahison des institutions afin de maintenir au pouvoir le parti des corrompus. Je réponds non par avance à toutes les manipulations génétiques sur nos institutions. »

M. Jacques Godfrain (RPR), député de l'Aveyron : « François Mitterrand a tenté de disculper dix ans de socialisme, trois millions de chômeurs, des scandales en tout genre, le mauvais fonctionnement des institutions en détournant le regard des Français vers d'autres horizons : le bouleversement de l'équilibre institutionnel de la V^e République. C'est seulement l'édification du virus du socialisme qui redonnera à la France son rang, et non une manœuvre politicienne de plus. »

M. Yves Galland, président du Parti radical : « Le président de la République est largement responsable par son action depuis dix ans de la nécessité de réformer les institutions. Nous serons très vigilants pour que ce soit une réforme d'intérêt national et non pas socialiste. »

Le président doit savoir aussi que l'opposition ne se laissera plus mani-

puler dans une future cohabitation. »

M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts : « Les annonces faites sous plumes de promesses (...) Le président de la République répond à une exigence ancienne et devenue de plus en plus pressante de la réforme des institutions dans le sens d'une démocratisation (...). Tout cela peut aller dans le même sens, celui d'introduire un peu plus le citoyen dans le processus de décisions et dans son contrôle. Reste à savoir dans le détail jusqu'où les intentions officielles iront concrètement. Nous sommes prêts à faire nos propositions. »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « Visiblement, le président cherche à allier la carpe et le lapin et voudrait faire plaisir à tout le monde. On voit une seule chose : il est content de lui. Les Français ne sont contents ni de lui, ni de son gouvernement, ni de la politique qui a été menée depuis dix ans et qui, à l'ordre de l'entrée dans l'Europe, va nous plonger dans un marasme économique, social et politique dramatique. »

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale : « Le gladiateur du président de la République pour la défense de sa politique économique et sociale n'a pas été convaincant (...). Concernant les réformes des institutions, il s'est déclaré d'accord en gros avec les propositions de la droite (...). Ce n'est pas ainsi qu'on démocratisera nos institutions ni qu'on donnera plus de poids au Parlement. Au contraire, cela ne fera que renforcer le caractère de pouvoir personnel qui les caractérise. »

M. Ernest Moutonssamy, député (app. PC) de la Guadeloupe, « insiste pour que le champ des réformes (constitutionnelles) soit étendu aux départements d'outre-mer », et souhaite que « la Guadeloupe soit dotée d'un statut spécifique, évalué, avec une Assemblée élue à la proportionnelle et un exécutif gouvernemental disposant de très larges compétences. »

... et dans la majorité

M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS : « L'annonce de réformes constitutionnelles doit donner un nouvel équilibre aux institutions et rendre la démocratie plus vivante (...). Les socialistes se retrouvent pleinement dans les propositions du président de la République, [qui] s'est montré très proche des problèmes que vivent les Français [et qui] a trouvé les mots justes et profonds humains sur des sujets aussi difficiles que la contamination du sang et la peine de mort. »

M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : « Des drames humains aux problèmes sociaux, jusqu'à la modernisation de nos institutions vieillissantes et aux nouvelles perspectives européennes, François Mitterrand a su, avec conviction, rappeler qu'il demeurait à l'écoute du peuple et de ses représentants pour redonner confiance aux Français. »

M. Jean Poperen, ministre chargé des relations avec le Parlement : « En une logique impartiale et avec une grande force de

conviction, François Mitterrand a tout simplement rappelé que l'évolution démocratique des institutions était l'une des ambitions de sa magistrature et qu'ayant été des le premier jour au premier rang de ce combat démocratique, il était le mieux placé pour assurer la réussite d'une telle évolution. »

Le MRG : « Tous les radicaux de la majorité et de l'opposition saluent le champagne et célèbrent la V^e République naissante. François Mitterrand sauve la République, entérine la Constitution et ouvre la voie pour une recomposition du paysage politique. Tous les progressistes et rénovateurs de la majorité et de l'opposition doivent le soutenir. »

M. Emile Zaccarelli, président du MRG : « Les radicaux se félicitent de voir les Français et le Parlement saisis de la nécessaire modernisation de la Constitution de la France. Le MRG participera par ses propositions à l'avènement de la nouvelle République, seule à même de répondre aux nombreuses attentes de nos concitoyens. »

سكرا مني الحاصل

POLITIQUE

A l'issue de la réunion de son conseil national

L'UDF «exclut catégoriquement» tout accord avec l'extrême droite

Fort de plus de mille six cents membres, le nouveau conseil national de l'UDF, réuni samedi 9 et dimanche 10 novembre à la Défense, a réélu pour trois ans et par 86,06 % de ses suffrages M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence d'un mouvement qui entend se rénover. Dans sa motion finale, ce «parlement» de l'UDF «exclut catégoriquement tout accord politique avec l'extrême-droite» et se prononce pour «une alternance franche» en 1993.

En concluant dimanche midi ce conseil national d'un nouveau type, M. Giscard d'Estaing avait toutes raisons d'être satisfait. D'abord par sa réélection pour trois ans à la présidence de l'UDF. Premier président véritablement élu, son score, de plus de 86 % (1), apparaît comme tout à fait confortable. «Cela me fait d'autant plus plaisir, a-t-il confessé, que le mot d'union évoque parfois chez moi un souvenir de brûlure...» Bien que seul candidat à sa succession, il pouvait s'attendre à pire, compte tenu de la mauvaise humeur des centristes après ses déclarations sur l'immigration et le comportement des lésardiens pas franchement décidés à lui donner des pages de bonne volonté. Samedi matin, M. Pierre Méhaignerie avait donné des consignes de vote très claires à ses ouailles centristes et, dimanche matin, M. François Léotard était au premier rang de l'assistance pour applaudir les discours. On entendait même, en ouverture de ce conseil, M. Giscard d'Estaing se faire un plaisir de lire pour la première fois du Raymond Barre dans le texte. L'ancien premier ministre, retenu par un colloque à Salzbourg, avait adressé un message plein d'encouragements pour l'UDF et son président, exprimant sa joie de voir ce mouvement «s'organiser pour devenir la force centrale indispensable à notre

pays». Message qui ne pouvait tomber mieux puisque telle était précisément l'ambition de ce conseil national.

Sur ce point, M. Giscard d'Estaing ne dissimulait pas non plus son optimisme. «Ces deux journées, devait-il dire en conclusion, prouvent la nécessité de l'existence de notre mouvement. (...) La France a besoin d'un grand mouvement du centre et du centre-droit. L'absence d'un tel mouvement déséquilibre sa politique, en rendant plus difficile l'alternance franche, comme dans les autres pays européens, et en ouvrant un espace aux manœuvres de division et de manipulation dans lesquelles le pouvoir socialiste excelle. (...) Un grand mouvement ne peut pas chanter sur une seule gamme de notes. C'est aussi la reconnaissance de l'enrichissement que notre diversité nous apporte les uns aux autres : la classe et l'efficacité du libéralisme, la générosité du christianisme social, l'expérience et la sagesse du radicalisme républicain. Notre mouvement a une identité. La grande richesse de la France, sa grande sagesse, celle qui l'a fait rayonner jadis parmi les autres pays, c'est d'être un pays de mesure. Je suis sûr qu'il existe un espace entre l'immobilisme qui nous enlève et l'extrémisme qui nous menace. Cet espace est le nôtre, celui que nous devons occuper.»

Trois engagements fondamentaux

A l'issue de ces deux journées, M. Giscard d'Estaing pouvait également se réjouir d'avoir amené le conseil national à faire la démonstration que toutes ses composantes sont aujourd'hui d'accord sur l'essentiel. Rarement en effet, sur le terrain des idées et des valeurs fondamentales, l'UDF avait affiché aussi clairement une telle unité. Sa nouvelle charte, réaffirmant les valeurs et les principes qui fondent son action politique, en fait foi. Tous les orateurs — ceux du PR, qui semblent avoir, à l'instar de M. Madelin, mis beaucoup

d'eau dans le vin enivrant de leur libéralisme, comme ceux du CDS, flattés d'y retrouver les éléments dominants de leur plate-forme élaborée lors de leur congrès de Saint-Malo de 1990 — s'en sont également félicités. Cette charte réaffirme que «la propriété privée et les libertés économiques doivent s'accompagner d'une éthique de la responsabilité», insiste sur la nécessaire conjugaison entre «la dimension libérale» et «la dimension sociale» sous couvert d'un «Etat fort» et n'oublie pas de privilégier toujours «l'option européenne, au nom de la mémoire et de l'espoir».

«Notre projet, peut-on lire en conclusion, est de permettre à chacun de suivre son propre chemin et d'assurer la coexistence de ses choix personnels dans une société de droit où la confiance dans la liberté est le meilleur moyen d'assurer la dignité de la personne et le progrès social et humain. Aux idéologues nous opposons cet idéal et notre réalisme. Aux outrances et aux excès, nous opposons cette pensée de tolérance et d'équilibre.» On a vu M. Madelin applaudir M. Charles Millon quand celui-ci a défendu un principe qui lui est cher, celui de «l'éthique personnelle». On a vu aussi M. Méhaignerie applaudir M. Madelin quand ce dernier, se remémorant la période de cohabitation 1986-1988, a regretté que l'UDF n'ait pu à l'époque faire peser de tout son poids «sa commune option sociale».

Cette cohésion nouvelle de l'UDF s'est retrouvée sur le terrain de la stratégie politique, même si des nuances subsistent. La motion finale fait en tout cas date, puisqu'elle contient aussi trois engagements fondamentaux. Le premier insiste sur «le refus de compromis politique qui prolongerait encore un pouvoir en échec» et se prononce pour «une alternance franche». Le deuxième «rejette toute manipulation du mode de scrutin, dont le seul but serait, en rendant la France ingouvernable, d'éviter au pouvoir la sanction des électeurs». Se concrétiserait ainsi l'opposition à toute éventualité de troisièmes forces, le rejet de tout nouveau système de cohabitation et le refus, exprimé par tous les orateurs, de «triquer», comme l'a dit M. Bernard Bosson, la volonté des Français.

M. Millon a résumé le sentiment dominant en refusant «toute coalition de type front républicain qui fait de l'adversaire que l'on désire» et l'unique force d'alternance. M. Dominique Baudis a souhaité que «François Mitterrand rende service au pays en prononçant la dissolution de l'Assemblée nationale et en convoquant les électeurs aux urnes». M. François Bayrou a expliqué que les élections législatives de 1993 constitueront de toute façon «un vote de défiance, l'équivalent d'un vote de censure» à l'endroit de M. Mitterrand. M. Yves Galland a lancé cet avertissement : «S'il doit y avoir une nouvelle cohabitation, nous n'accepterons pas un nouveau 14 juillet 1986 : un refus de signature d'ordonnances entraînant automatiquement la démission de notre gouvernement».

Mais l'on retiendra surtout les déclarations de M. Giscard d'Estaing, qui apparaissent comme une stricte inflation de sa stratégie. «Nous souhaitons, a-t-il déclaré, une alternance politique nette et franche, où toutes les grandes institutions de notre pays travailleront dans le même sens — tirant dans le même sens — pour mettre en œuvre les choix voulus par les Français. Au lieu de cela, on commence à nous parler de change-

ment de République. Ce n'est pas la République qu'il faut changer, mais ceux qui la dirigent. Nous qui avons soutenu depuis l'origine la République, nous préférons la République fondée par de Gaulle aux improvisations qu'on nous suggère aujourd'hui. La France n'est pas un pays qui doit changer de régime en fonction de l'échec de ceux qui le conduisent. Les seules améliorations que l'ancien chef de l'Etat conçoit doivent porter, selon lui, sur la limitation de l'usage de l'article 49-3 et l'instauration du quinquennat. Il est une fois de plus revenu à la charge en présentant son successeur de «conclure» et en souhaitant que M. Jacques Chirac et les présidents des groupes parlementaires entreprennent avec lui «une démarche solennelle» auprès du gouvernement pour achever cette réforme au printemps 1992.

L'union, rien que l'union

Le dernier engagement, qui n'est pas le moindre, est que «l'UDF exclut catégoriquement tout accord politique avec l'extrême droite». Tous les orateurs y ont également souscrit sans la moindre réserve. «Pour gouverner notre pays, a ainsi rappelé M. Longuet, n'ayons confiance qu'en nous-mêmes!» La seule voix discordante, en l'absence remarquée de M. Michel Poniatowski, fut celle du maire centriste de Sartrouville, M. Laurent Wetzal. M. Giscard d'Estaing a tenu aussi à dissiper les doutes sur sa conduite. Accusant «le pouvoir socialiste et ses stides d'entretenir à grand bruit un débat sur nos alliances possibles», il a précisé que les statuts de l'UDF et de l'UDF étaient très clairs : «Nous ne concluons d'accord politique qu'avec ceux qui partagent nos valeurs politiques et morales, et qui excluent les extrêmes». Soulignant, a-t-il encore ajouté, qu'à la netteté de notre position vis-à-vis de l'extrême droite répond celle des socialistes vis-à-vis de l'extrême gauche. Au passage, M. Giscard d'Estaing en a profité pour rectifier avec doigté sa position sur l'immigration, en exigeant du gouvernement qu'il reprenne avec suite les propositions préconisées par le rapport de M. Marceau Long.

Tous ces engagements ont naturellement amené l'UDF à marquer sa volonté de resserrer les liens avec le RPR au sein de l'UDF. «Notre position doit être claire, a complété M. Giscard d'Estaing : exclure tout accord avec l'extrême et resserrer l'union. A ceux qui nous interrogent et parfois nous harcèlent, répondons toujours la même réponse : l'union, toute l'union, rien que l'union.» M. Madelin a suggéré «un calendrier d'actions concrètes» pour parvenir à une union unique de l'opposition. Dans un tel climat, il était intéressant et paradoxal d'entendre M. Giscard d'Estaing dire qu'il accepterait d'envisager. Mais il est clair maintenant que la balle est dans son camp.

DANIEL CARTON

(1) M. Giscard d'Estaing a obtenu 1 164 voix sur 1 661 inscrits et 1 353 votants. Il y a eu 189 bulletins blancs et nuls.

Le nouveau bureau politique

Le nouveau bureau politique de l'UDF est désormais composé comme suit :

— MM. Valéry Giscard d'Estaing (président), François Bayrou (secrétaire général), Jean Lecanuet (ancien président).

— Les présidents des groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat : MM. Charles Millon, Jacques Barrot, Marcel Lucotte, Daniel Hoeffel, Ernest Caritguy.

— Deux représentants de chaque composante : MM. Gérard Longuet et Alain Madelin pour le PR, MM. Pierre Méhaignerie et Bernard Bosson pour le CDS, MM. Yves Galland et Didier Bariani pour les radicaux.

MM. Max Lejeune et André Santini pour le PSD, MM. Hervé de Charette et René Garrec pour les clubs perspectives et réalités, MM. Pierre-André Wiltzer et Philippe Mestre pour les adhérents directs.

— Douze membres élus par le conseil national : MM. Gilles de Robien (PR), Dominique Baudis (CDS), Jean-Claude Gaudin (PR), Jean-François Poncet (adhérent direct), René Monory (CDS), Charles Baur (PSD), Bernard Stasi (CDS), Bernard Lhéideux (clubs perspectives et réalités), Willy Diméglio (PR), Jacques Dominati (PR), André Rossinat (parti radical) et Jean-Pierre Cantegrit (parti radical).

Réunis en assemblée générale à Saint-Brieuc

Les Verts refusent de s'allier aux «partis productivistes»

Les travaux de l'assemblée générale des Verts, réunis depuis le 9 novembre à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), ont été consacrés pour l'essentiel au problème des alliances dans la perspective des élections régionales. Le mouvement animé par M. Antoine Waechter a réaffirmé son opposition à la formation de majorités qui intégreraient le Front national, mais il a également repoussé toute idée d'alliance avec les «partis productivistes».

SAINT-BRIEUC

de notre envoyé spécial

Depuis leur refus exprimé au printemps de 1990 de tout désistement républicain même en cas de risque d'élection au second tour d'un représentant du Front national, les Verts ont changé. Dès le début de l'assemblée de Saint-Brieuc samedi 9 novembre, la reproduction sur écran géant et par images numériques des photos des principaux responsables du mouvement, l'organisation générale de ces journées, et surtout le discours d'ouverture, très «professionnel», de M. Yves Cochet, parlementaire européen et conseiller municipal de Rennes, ont permis de mesurer le changement de ton par rapport aux précédentes rencontres du mouvement. «La montée de la crise écologique, la contamination par les idées racistes, le chômage persistant traduisent l'incapacité des décideurs à comprendre les méfaits grandissants du système économique productiviste», a affirmé M. Cochet. La classe politique française est scindée, la plupart des élus à tous les niveaux sont au mieux des gestionnaires du quotidien, au pire des individus aveuglés à la vie sociale, muets devant les techniques et manœuvres pour leur réflexion.

Quatre sensibilités

Les Verts sont en phase de croissance : non pas en termes d'effectifs, qui continuent à stagner (4 800 adhérents) mais, sollicités aussi bien par le PS que par l'opposition (le Monde daté 10-11 novembre), ils se sont employés, au cours d'un long débat sur la stratégie, à éclaircir le problème des alliances. M. Dominique Voynet, ancienne secrétaire générale du groupe des Verts au Parlement européen, a tenu à distinguer trois cas de figure : les alliances préélectorales ; les contrats de partenariat soumis à des conditions non négociables et destinés à faire évoluer progressivement les autres formations politiques ; et enfin la participation à l'élection d'un président de région, sans accord programmatique, et à la seule fin d'éviter l'intégration du Front national dans un exécutif.

Sur le premier point, l'accord est unanime : il ne saurait être question en l'état actuel de rompre avec la stratégie du mouvement en passant une alliance avec ceux que l'économiste Alain Liepeltz qualifie de «partis productivistes». Une très large majorité du mouvement estime d'autre part, comme M. Antoine Waechter, que «sur la base des politiques menées depuis 1986 dans les régions, il n'y a pas aujourd'hui dans le paysage politique de partenaires possibles pour les Verts». En revanche, sur l'élection sans conditions d'un président de région RPR, UDF ou PS, le mouvement apparaît encore assez divisé. On peut à ce propos observer quatre sensibilités :

— l'opposition à «toute dérive électorale», représentée à la fois par les amis de M. Jean Brière, qui ne veulent pas «venir au secours d'une social-démocratie moribonde» et par ceux qui, comme M. Michel

Bonhomme (Languedoc-Roussillon), ont affirmé : «entre la syphilis et le sida, choisissons l'abstinence». Certains jugent même que, sans à tort ou à raison, les Verts, l'UDF et le PS sont suffisamment proches pour pouvoir s'allier entre eux et faire barrage au Front national ;

— la proposition de «grand pardon» proposée par M. Gérard Monnier-Besombes, leader de la région Provence-Côte d'Azur et parlementaire européen, qui vise en revanche à passer l'éponge sur les accords passés entre la droite et l'extrême-droite dès lors que la première s'engageait à ne plus accepter pour l'avenir une telle compromission ;

— la position de M. Cochet, l'un des animateurs de la minorité, qui consiste à sanctionner, sur l'ensemble du territoire, tout parti de droite qui aurait, ne serait-ce que dans une seule région, passé un accord avec le Front national ; elle a recueilli 30 % des voix lors d'un vote par mandat ;

— l'attitude médiane de M. Waechter selon laquelle les Verts ne sont pas qu'un groupe de pression, mais doivent prendre leurs responsabilités pour «se servir de futurs partenaires» en évitant de bloquer l'institution régionale et de «disqualifier le scrutin proportionnel».

Des vœux ou des moutons

C'est cette dernière position qui a finalement emporté au cours d'un vote à main levée lors de l'examen de quelque soixante-quatre amendements déposés sur le texte de base concernant la stratégie. Car, bien sûr, quelle qu'ait été la ligne enregistrée lors de cette assemblée générale, les Verts n'ont pas oublié leurs vieux réflexes basistes. On a ainsi entendu la proposition d'instituer une année sabbatique pour les responsables des Verts afin qu'on les voie moins dans les médias. On a vu aussi les quelques huit cents délégués présents se prononcer très sérieusement lors d'un vote pour remplacer le mot vœu par le mot mouton dans la phrase suivante : «Refuser de donner des consignes de vote au second tour d'une élection, c'est refuser de prendre les gens pour des moutons». En revanche, et plusieurs militants s'en sont plaints, il n'a pas été question une seule fois au cours de ces journées de débats des mouvements sociaux en cours ou de la montée du chômage.

Concernant les rapports internes au mouvement, M. Waechter a subi le contre-coup de la décision de son ancien directeur de campagne, M. Jean-Louis Vidal, conseiller de Paris, de soutenir cette année une liste indépendante. La liste de M. Waechter n'a recueilli que 35,5 % des suffrages, contre 49,5 % l'an dernier à Strasbourg. Toutefois son rival habituel, M. Cochet, qui avait rallié tardivement le courant «transcendant» animé par M. Voynet (23,5 % des voix), a été lui-même contesté par ses propres amis et il pourrait se retrouver dans une situation délicate pour accéder, comme il le souhaitait, au collège exécutif des Verts, le principal organe dirigeant du mouvement.

JEAN-LOUIS SAUX

□ M. Bayrou refuse de «faire la cour» aux Verts. — Invité, dimanche 10 novembre, du «Grand Jury RTL-Le Monde», M. François Bayrou, secrétaire général de l'UDF, a récusé toute démarche électorale en direction des Verts. «Les écologistes sont respectables, a-t-il expliqué, je les connais bien, mais ils sont divers. En politique, il ne sert à rien à grand-chose de faire la cour. S'il y a quelque chose à faire avec les écologistes, ce que je souhaite, ce doit être au niveau des régions. Cherchons des accords sur des objectifs clairs.»

Une élection cantonale partielle

PYRÉNÉES-ORIENTALES : canton de Prats-de-Mollo-la-Preste (2^e tour).

Inscr., 2 469 ; vot., 1 954 ; abst., 20,85 % ; suffr. expr., 1 882. MM. Aubin Roca, div. d., 1 037 voix (53,10 %) ; Pierre Raynaud, PS, maire de Saint-Laurent-de-Cerdans, 845 (44,89 %).

[L'augmentation de la participation d'un tour à l'autre (+7,84 points de pourcentage) a creusé l'écart en faveur de M. Roca, qui succède ainsi à Joseph Albert, div. p., décédé le 28 septembre dernier. M. Roca s'était vu attribuer dans la commune chef-lieu, dont il est devenu le maire au cours de la semaine précédente le second tour, et dans celles de

Serralongue, de Lamanère et du Tech, tandis que M. Raynaud arrive en tête dans deux communes, Saint-Laurent-de-Cerdans et Cusset.

Les résultats du premier tour étaient les suivants : Inscr., 2 469 ; vot., 1 767 ; abst., 28,49 % ; suffr. expr., 1 718. MM. Roca, 806 voix (46,91 %) ; Raynaud, 596 (34,69 %) ; Jacques Majster, PC, 191 (11,11 %) ; James Pol, UDR, Catalana, 51 (2,96 %) ; Gilles Borral, Verts, 41 (2,38 %) ; Jacques Malet, FN, 33 (1,93 %).

En 1985, Joseph Albert avait été réélu conseiller général, au second tour, avec 1 215 voix (53,81 %) contre 1 077 (46,98 %) à M. André Bordenave, UDF-CDS, sur 2 777 inscrits, 2 366 votants (soit 14,80 % d'abstention) et 2 292 suffrages exprimés.]

ÉTRANGER

URSS : une décision de M. Boris Eltsine contestée

Le Parlement russe condamne le décret sur l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie

Alors que le décret pris par M. Eltsine proclamant l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie était ignoré sur place, le Parlement de la Fédération de Russie a condamné lundi 11 novembre ce décret, dans une résolution adoptée par 177 voix pour, 4 contre et 15 abstentions. Elle appelle en outre à résoudre la crise par des « moyens politiques ».

MOSCOU

de notre correspondant

Tout au long du week-end, le spectacle offert par Grozny, la capitale de la Tchétchéno-Ingouchie, a été un gigantesque pied de nez au président russe : des milliers de personnes rassemblées jour et nuit pour un meeting permanent dans les rues, sur les places, les terrasses et les toits, tirant en l'air pour mieux manifester leur détermination alors qu'en théorie le couvre-feu est en vigueur, que toutes les manifestations sont interdites et qu'ordre a été donné de confisquer les armes de la population. La cérémonie d'entrée en fonction du général Doudaïev, élu président au cours d'élections reconnues par les autorités russes, a eu lieu comme prévu. Le président tchétchène y est apparu dans un superbe uniforme d'apparat avec casquette surchargée de dorures...

L'homme aurait pourtant dû être arrêté, mais, comme l'a indiqué le vice-président russe Alexandre Routskoï, l'ordre donné à cet effet n'a pas été exécuté.

Les troupes envoyées sur place pour faire appliquer le décret sur l'état d'urgence ont été bloquées par la garde nationale tchétchène, qui contrôle apparemment tous les accès à la République. Selon certaines informations, quelques-uns de ces unités auraient même pris le parti de Doudaïev, grand seigneur, déclarant « tous les soldats russes, qui ne savent pas pourquoi on les a envoyés ici, seront nourris et envoyés chez eux sains et saufs ». Contrairement à ce qu'avait affirmé le radio de Russie, reprise par la BBC (*le Monde*), daté 10-11 novembre, aucun assaut n'a été lancé contre le centre de télécommunications.

La situation est d'autant plus délicate pour M. Eltsine que les hommes qu'il avait désignés comme ses représentants sur place et investis de l'administration directe de la République se sont apparemment récusés. Le « gouverneur » nommé par M. Eltsine, le Tchétchène Ahmet Arsanov, aurait annoncé, selon l'agence Interfax, qu'il s'apprêtait à démissionner. Et il a formellement nié avoir demandé au président russe l'introduction de l'état d'urgence.

Le général Routskoï avait, lui, affirmé que M. Eltsine avait pris sa décision après avoir reçu un message chiffré de M. Arsanov lui deman-



dant de « prendre des mesures pour faire respecter la loi ». Le ministre de l'Intérieur de Tchétchéno-Ingouchie, M. Ibrahimov, nommé « vice-gouverneur » par M. Eltsine, aurait - toujours selon l'agence Interfax - lui aussi démissionné.

A Moscou même, des responsables de haut niveau ont pris leurs distances : le ministre de l'Intérieur de l'URSS Viktor Barannikov a notamment dit que, comme beaucoup d'autres, il n'avait appris que le 7 novembre la décision d'imposer l'état d'urgence aux Tchétchènes - manière de faire comprendre qu'il n'avait pas été consulté. Surtout, il a

ajouté que lui préconisant « une méthode des méthodes politiques » pour le règlement de ce type de conflit. Qu'un représentant du pouvoir central critique directement le président russe n'est pas surprenant ; mais même un membre du KGB russe, M. Viktor Ivanenko, a déclaré que M. Eltsine avait commis « une dramatique erreur ». « La Russie, a-t-il expliqué, n'est pas en mesure d'exercer une pression armée sur la République tchétchène » et, de plus, « le seul langage acceptable est le langage économique et politique ».

Lundi, le Parlement de Russie, prenant acte de la tournure des évé-

nements, a estimé « impossible d'entériner le décret » du président russe et jugé qu'il était « indispensable de régler la crise par des moyens politiques et non par des mesures d'exception ». La veille, le président du conseil des nationalités du Parlement, M. Nicolas Medvedev, avait estimé « inadmissible de traiter les problèmes ethniques par des moyens militaires ». Et un élu tchétchène regrettait que la présidence russe n'ait pris l'avis de personne avant de prendre une décision « qui la discrédite ». En revanche, le président du Soviet suprême Roustan Khasboulakov, lui aussi un Tchétchène, affirmait qu'aucune négociation n'était possible avec l'entourage du général Doudaïev, « un groupe de bandits, d'hommes sans conscience et sans honneur ». Il s'est donc prononcé pour l'application du décret sur l'état d'urgence, même si, a-t-il reconnu au passage, la décision a été prise de manière un peu hâtive.

L'épisode tchétchène est loin d'être terminé, mais surtout, il met déjà en lumière l'un des traits du comportement de Boris Eltsine - qualité ou défaut, selon les circonstances - le caractère impulsif de ses décisions annoncées à grand bruit, sans qu'on sache très bien comment elles pourront être appliquées. D'autre part, il semble que le président russe se soit très largement reposé dans cette affaire sur l'opinion de son vice-président Routskoï, un homme dont la brusquerie, sinon le caporalisme, paraît particulièrement mal adapté pour appréhender des questions aussi délicates. Le général Routskoï, qui s'était rendu à Grozny au début de l'automne, avait « brisé » les Tchétchènes par son style autoritaire et plusieurs déclarations

abruptes. C'est lui qui a été constamment en première ligne notamment au Parlement de Russie pour défendre la mise en place de l'état d'urgence, et de nombreux députés ont demandé qu'il paie pour les pots cassés et démissionne. Ce que, a-t-il déclaré, « il ne fera jamais ».

Mais quel que soit le sort ultime du « fusible » Routskoï, c'est bien l'autorité, et plus encore le jugement, de Boris Eltsine qui sont en question : « L'introduction de l'état d'urgence a été une erreur », commentait dimanche soir le présentateur de la télévision russe. « On ne doit pas prendre des décisions qu'on n'a pas les moyens d'appliquer ». M. Eltsine saura-t-il à présent organiser une retraite en bon ordre (ce qui suppose que le général Doudaïev y mette lui aussi un peu du sien), ou bien s'obstinera-t-il à aller jusqu'au bout d'une démarche qui sent si fort l'ancien régime ? A vrai dire, le désaveu que lui a infligé le Parlement russe réduit considérablement sa marge de manœuvre.

JAN KRAUZE

ALLEMAGNE

100 000 personnes ont manifesté dans les grandes villes contre le racisme

Environ cent mille personnes ont défilé, samedi 9 novembre, à Berlin et dans les grandes villes allemandes, pour dénoncer le racisme et la xénophobie, à l'occasion de la double commémoration de la chute du mur de Berlin, en 1989, et de la Nuit de cristal, qui avait marqué, en 1938, le début des persécutions contre les juifs dans l'Allemagne nazie.

A Halle (ex-RDA), de violents incidents ont éclaté entre plusieurs centaines de militants d'extrême gauche et de néo-nazis, à l'issue d'une manifestation où ces derniers avaient défilé derrière une banderole portant les noms de plusieurs « martyrs du Reich », dont Rudolf Hess. La police a interpellé plus de deux cents personnes. A Wismar (ex-RDA), une violente échauffourée, qui s'est soldée par trois blessés graves, a opposé une quarantaine d'Allemands à une trentaine d'étudiants étrangers.

La Turquie accède aux demandes de pirates de l'air tchétchènes

La Turquie a laissé repartir, samedi 9 novembre, un avion de la compagnie soviétique Aeroflot détourné sur Ankara par des pirates de l'air tchétchènes, qui ont regagné Grozny où ils ont pu se mettre à l'abri. Un Tupolev 154, avec 178 personnes à bord, qui assurait une liaison entre Mineralnye Vody (Caucase) et Ekaterinbourg (Oural), avait été détourné à mi-journée sur Ankara. Le préfet de police d'Ankara et le directeur général de la sûreté ont négocié pendant plus d'une heure avec les pirates, en se rendant plusieurs fois dans l'appareil. Le préfet a ensuite tenu une conférence de presse pour déclarer que les pirates - au nombre de trois à

sept selon les sources - ne menaient pas une « action terroriste », mais « une action de protestation » contre le fait que « le gouvernement central russe n'a pas reconnu leur indépendance et a décrété l'état d'urgence » en Tchétchéno-Ingouchie, alors que « les Tchétchènes ont déclaré leur indépendance et ont élu un président avec plus de 91 % des voix ». Après cinq heures passées sur l'aéroport d'Ankara, l'appareil et ses passagers ont regagné la capitale des Tchétchéno-Ingouches. « Désormais, les perspectives d'une enquête sur le détournement sont compromises », estimait dimanche la télévision soviétique. - (AFP, Reuters)

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont décidé de créer une zone-tampon

L'Arménie et l'Azerbaïdjan ont décidé de créer le long de leur frontière commune une zone-tampon de dix kilomètres de large de chaque côté de la frontière pour tenter de mettre fin à leur conflit à propos du Haut-Karabakh, a annoncé dimanche 10 novembre l'agence non-officielle soviétique Interfax. L'accord a été conclu lors d'une réunion, vendredi à Moscou, du président azerbaïdjanais Ayzat Moutalibov et du vice-président du Parlement arménien Babken Araktsian, présidé par M. Gorbatchev, en présence du ministre soviétique de la défense Evgueni Chpochnikov, du ministre de l'Intérieur Viktor Barannikov et du

chef de l'état-major Vladimir Lobov. L'Azerbaïdjan aurait aussi accepté de reprendre dès mardi ses livraisons de gaz naturel à l'Arménie, interrompues depuis le 4 novembre. Mais l'Arménie a néanmoins décliné samedi l'état d'urgence dans le secteur de l'énergie, en ordonnant la fermeture de toutes les entreprises, à l'exception

de quelques ressortissants roumains et des blessés alors qu'ils tentaient de franchir la frontière soviéto-géorgienne. - Des échauffourées ont éclaté, dimanche 10 novembre, entre des unités du ministère de l'Intérieur soviétique et un groupe de deux

cent personnes, essentiellement des Roumains, qui essayaient de passer illégalement en Finlande. Ces incidents ont éclaté non loin de Vyborg, au nord-ouest de Saint-Petersbourg, selon l'agence Tass. - (AFP)

YOUGOSLAVIE : nouvelles attaques de l'armée contre Vukovar et Dubrovnik

La proposition du bloc serbe d'envoyer des « casques bleus » en Croatie est accueillie avec méfiance à Zagreb

La CEE, en décrétant, vendredi 8 novembre, à Rome, des sanctions économiques contre la Yougoslavie, ne semble pas avoir effrayé beaucoup de monde dans l'ex-fédération et n'est, en tout cas, pas parvenue à dissuader l'armée - sous contrôle serbe - de poursuivre ses attaques contre les villes et positions croates. Deux jours après l'annonce de ces sanctions, le conflit n'a pas diminué d'intensité ; d'un bout à l'autre de la Croatie, de Vukovar (à l'est) à Dubrovnik (sur la côte adriatique, où certains sites historiques ont été touchés, dimanche), ce n'est, aux Radio-Zagreb, qu'une longue litanie de localités bombardées par les forces fédérales.

ZAGREB

de notre envoyé spécial

L'armée paraît avoir de nouveau concentré ses attaques, dimanche 10 novembre, sur les régions de Vukovar et de Dubrovnik, forçant la population, selon les médias croates, à passer des heures - voire des dizaines d'heures - de suite dans des abris. Dans cette dernière cité, assiégée par les forces terrestres fédérales et soumise au blocus par la marine, les bombardements

auraient touché des édifices de la vieille ville et fait des victimes parmi la population civile. Si l'on reconnaît, dans les médias officiels de Zagreb, que les forces croates sont en difficulté sur les champs de bataille qui sont devenues les régions de Vukovar et de Dubrovnik, on exclut, dans ces mêmes médias, toute velléité d'abandon de ces positions. « Nous ne lâcherons pas Vukovar », a réaffirmé dimanche le ministre croate de l'information, M. Branko Salaj, accusant des « agents provocateurs » de chercher à semer le doute dans l'opinion quant à la détermination du gouvernement du président Franjo Tudjman à défendre cette ville de Slavonie orientale devenue le symbole de la résistance croate à la « guerre de conquête » menée par la Serbie en Croatie.

Parallèlement à ces préoccupations purement militaires, les autorités de Zagreb ne cachent pas les soucis que leur cause la diplomatie. Les Croates n'ont jamais été tendres avec l'Europe, dont ils ont souvent déploré l'impuissance devant le forçage serbe. Aujourd'hui, des dirigeants se montrent carrément inquiets devant l'orientation prise par la diplomatie européenne, au lendemain de la réunion de Rome (en marge du sommet de l'OTAN), dont ils redoutent qu'elle n'inaugure une ère de « conversations interminables ». Pour sa part, M. Salaj estime que la décision européenne d'étendre les sanctions économiques à l'ensemble de la Yougoslavie n'est certainement pas « le bon signal »,

est « sans effet immédiat » et entretient la confusion sur l'identité de l'agresseur. Et ce, dit-on à Zagreb, alors qu'« aucune des deux parties n'a renoncé à ses objectifs : les Serbes de faire la Grande Serbie et les Croates de vivre dans les frontières administratives de la Croatie » (autrement dit de récupérer tous les territoires pris par l'armée et les Serbes).

Reconquête des territoires perdus

Malgré leurs rancœurs et leurs inquiétudes - mais vraisemblablement en raison d'un rapport de forces qui ne leur est pas favorable sur le terrain - les Croates ne veulent visiblement pas abandonner pour le moment la carte de la négociation. Le gouvernement de Zagreb a ainsi décidé, samedi, de repousser de plus d'un mois le délai qu'il avait fixé pour l'évacuation totale de la Croatie par l'armée fédérale. Ce délai expirait dimanche, mais il l'a, in extremis, reporté au 25 décembre afin, selon M. Salaj, de « donner le plus de chances possibles aux négociations » et en raison de la complexité du processus, due aux différences de situations entre régions et casernes concernées. En privé, toutefois, des officiels admettent facilement que les forces croates, malgré une certaine amélioration de leur potentiel, ne sont pas actuellement en mesure de « tenir » un ultimatum contre l'armée. Une armée qui représente l'obstacle principal à la reconquête des zones de

Croatie perdues au cours des derniers mois ; car, estime-t-on à Zagreb, les troupes fédérales une fois parties, les Croates viendraient facilement à bout des autonomistes serbes de Slavonie ou de la Krajina.

La décision croate ne semble pas avoir beaucoup impressionné l'armée, à en juger par la réaction du général Andrija Raseta, commandant en second de la 5^e région militaire (basée à Zagreb) et représentant des troupes fédérales dans les négociations avec le gouvernement croate. Il nous a notamment déclaré dimanche qu'il s'agissait d'une « mesure très dure à interpréter », pour ajouter qu'elle tombait dans le domaine de ce qui était habituellement « sujet à discussions », et que l'armée avait déjà fait un certain nombre de concessions dans les négociations sur le sort des installations fédérales en Croatie.

Quant à la proposition du « bloc serbe » au sein de la présidence fédérale - qui s'est octroyé tous les pouvoirs de cette présidence - de dépêcher une force de l'ONU en Croatie pour y établir une zone tampon et séparer les belligérants, on est conscient ici du piège ainsi tendu par Belgrade. L'envoi d'une force internationale d'interposition dans les « zones de crise », pour reprendre l'expression du général Raseta, entre les régions à prédominance croate et celles à majorité serbe, reviendrait en effet à une sorte de légitimation du fait accompli et à un remodelage des frontières entre Serbes et Croates. Si, pour le général Raseta, il s'agit

d'une « bonne décision », il en va différemment pour les autorités de Zagreb. M. Salaj a rappelé dimanche que le gouvernement croate était favorable, de longue date, à une internationalisation du conflit yougoslave et avait, lui-même, réclamé une intervention de forces extérieures, mais pas dans les conditions posées par Belgrade.

Pas d'états d'âme

« Les forces de l'ONU seraient les bienvenues, mais sur les frontières séparant la Croatie des Républiques voisines de Serbie et de Bosnie-Herzégovine », a-t-il indiqué. L'intervention des « casques bleus » dans les zones actuelles de combat reviendrait à un véritable partage de la Croatie, et, a souligné M. Salaj, « aucun gouvernement [croate] démocratique ne pourrait accepter un tel partage ». L'acceptation de la proposition serbe, estime le ministre de l'information, déboucherait inévitablement sur une perpétuation du conflit, car les Croates ne renonceraient pas à récupérer les territoires conquis par les Serbes. Sans attendre, le Parlement croate a, d'ailleurs, pressé samedi le gouvernement du président Tudjman de « prendre les mesures nécessaires à la libération des régions occupées » de Croatie. En fait, juge M. Salaj, les Serbes n'ont fait leur proposition que dans un but de propagande, alors même que les autorités de Zagreb craignent toujours une offensive générale de l'armée.

A l'entendre, le général Raseta,

lui, s'accommoderait fort bien d'une intervention des Nations unies dans les « zones de crise » (un quart de la Croatie, selon son évaluation). Les Croates, dit-il, engagent de plus en plus de forces contre l'armée, or, si l'ONU intervenait, ils ne pourraient plus le faire et placer les « zones de crise » sous leur contrôle. Il a, apparemment, tout prévu, jusqu'à l'importance et la destination des effectifs à engager pour tenir le terrain. La décision d'envoyer des « casques bleus » a plus d'importance que leur nombre, estime-t-il, et l'ONU n'a pas besoin d'engager de gros effectifs. Si on le chargeait d'une telle opération, confie-t-il, de trois mille à cinq mille hommes, répartis en différents check points - sept cents soldats environ dans la région centrale d'Okucani, par exemple - lui suffiraient. Et le général Raseta, un Serbe originaire de Croatie) d'insister sur le fait que les forces onusiennes ne devraient être stationnées que dans les « zones de crise » pour empêcher les Croates d'y pénétrer - ce qui revient, de fait, à assigner aux « casques bleus » un simple rôle de relèvement de l'armée fédérale.

Le général Raseta n'a, en tout cas, pas d'états d'âme. Lorsque l'on s'adresse devant lui de ce qui peut apparaître comme un revirement spectaculaire au regard des déclarations tonitruantes, il y a peu de temps encore, des chefs de l'armée contre toute intervention extérieure dans le conflit yougoslave, sa réponse peut tenir en ces quelques mots : les circonstances ont changé.

YVES HELLER

هذا من الحاصل

EUROPE

AUTRICHE : les élections provinciales

La droite nationaliste devient la deuxième force politique à Vienne

En obtenant, dimanche 10 novembre, aux élections à la diète de Vienne, 22,6 % des suffrages, soit 12,9 points de plus qu'en novembre 1987, le Parti libéral (FPÖ, droite nationaliste) a remporté l'un des plus grands succès d'une série ininterrompue, depuis l'élection à sa tête de M. Jörg Haider en 1986. Il devient ainsi la deuxième force politique de Vienne. Le Parti social-démocrate (SPÖ) a perdu 7,2 points par rapport à 1987 et le Parti populiste (ÖVP, chrétien-démocrate) est relégué pour la première fois au troisième rang en n'obtenant que 18,1 % (moins 10,3 points). Enfin, les Verts, qui doublient leur nombre de sièges, progressent de 4,7 points.

VIENNE

de notre correspondante

Grâce à une majorité relative de 47,7 % des voix, M. Helmut Zilk, maire socialiste de Vienne, continuera de diriger la Diète, mais, comme les conservateurs en Styrie et en Haute-Autriche aux élections provinciales d'octobre (le Monde du 8 octobre), les socialistes ont perdu la majorité absolue qu'ils détenaient depuis le lendemain de la seconde guerre mondiale à Vienne, bastion de la social-démocratie.

Un vote de méfiance

M. Haider, qui fonde sa stratégie sur une mise en cause sans nuance de l'ensemble de la classe politique au pouvoir, a combiné, dans la campagne viennoise, xénophobie et populisme d'extrême droite pour dénoncer l'immigration. Les affiches électorales du FPÖ «Vienne aux Vennais» et «Assurez leur avenir à vos enfants» ont exacerbé les inquiétudes d'ouvriers préoccupés de l'afflux d'immigrés peu exigeants

sur le marché de l'emploi, ou celles de parents d'élèves qui voient des classes où plus de 50 % d'enfants – notamment des Croates ayant cherché refuge à Vienne – parlent une langue étrangère.

Les électeurs ont exprimé, avant tout, un vote de méfiance à l'adresse de la coalition social-conservatrice au pouvoir, trop hésitante dans l'approche de grandes réformes inévitables (assurances sociales et chemins de fer lourdement déficitaires, privatisation, réformes fiscales et électorales). Le résultat de Vienne a montré, une fois de plus que «démocratie» M. Haider, comme l'ont fait les dirigeants du SPÖ et de l'ÖVP, le chancelier Franz Vranitzky en tête, était une erreur. Même ses détracteurs doivent admettre que les critiques émises par M. Haider reçoivent un large écho. Ses électeurs, dont beaucoup de jeunes, sont, vu leur âge, de moins en moins choqués par ses dérapages verbaux occasionnels à la gloire des performances du III^e Reich.

Le FPÖ a marqué à Vienne un point décisif dans la bataille engagée avec les chrétiens-démocrates pour le contrôle de l'électorat non socialiste en Autriche. La certitude pour l'ÖVP d'être laminé par le FPÖ, s'il maintient la grande coalition avec les sociaux-démocrates, risque de renforcer les tendances qui poussent l'ÖVP à une coopération avec le FPÖ.

WALTRAUD BARYLI

ITALIE : assassinat d'un responsable socialiste. — Salvatore Curcio, un des dirigeants du PSI en Sicile, a été abattu samedi 9 novembre dans la ville de Camastrot. Selon la police, ce meurtre est l'œuvre de la Mafia. M. Curcio avait récemment dénoncé les abus commis dans les adjudications de travaux publics, souvent remportées de manière frauduleuse par la Mafia locale. — (AFP.)

هذا من الصور

DIPLOMATIE

La session ministérielle du G 24

La CEE reproche aux Etats-Unis leur parcimonie à l'égard des pays de l'Est

collectif consenti par les pays de l'OCDE, alors que l'Europe en supporte, en fait, la plus grande part.

Satisfecit pour Bucarest

«Les Roumains et les Bulgares se sont lancés dans un programme de réformes extrêmement courageux. En matière de réforme agraire (démantèlement des grandes fermes collectives), les Roumains sont allés si vite qu'ils font face aujourd'hui, compte tenu des inévitables difficultés de la transition, à un problème alimentaire», note notre interlocuteur. Leur déficit en blé est évalué à 1,5 million de tonnes. La Communauté en financera la livraison de 300 000 tonnes, dont une large partie devrait être fournie par la Hongrie et, éventuellement, par la Pologne (encore une opération triangulaire).

La Roumanie et la Bulgarie, comme naguère la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, ont besoin de prêts pour soutenir leur balance des paiements. Les montants envisagés sont de 1 milliard de dollars (570 milliards de francs) pour la Roumanie et de 800 millions de dollars (436 milliards de francs) pour la Bulgarie. La règle non écrite du G 24 veut que la CEE prenne la moitié à sa charge, ce qu'elle est prête à faire.

Mais les autres donateurs, et en particulier les Américains, ne se montrent pas toujours aussi zélés. «Il reste 200 millions à mobiliser dans le cas la Roumanie, et les Etats-Unis refusent de verser le moindre dollar. L'examen du cas de la Bulgarie est moins avancé. Lundi, nous allons faire appel aux Américains, mais il y a des doutes», Washington décourage certains donateurs en se montrant si réticent», nous explique-t-on.

Les ministres devraient aussi débattre des problèmes que soulève la centrale nucléaire bulgare de Kozloduy, dont plusieurs réacteurs ont déjà été fermés et qu'il serait certainement plus prudent, si l'on veut se prémunir contre un nouveau Tchernobyl, de mettre complètement hors d'usage. Mais cette centrale atomique jouait un rôle prépondérant dans l'approvisionnement en électricité du pays. La production de courant a d'ores et déjà baissé de 25 % et la Bulgarie aurait besoin que ses partenaires du G 24 compensent son déficit. La fourniture d'électricité qui serait nécessaire représenterait un coût de 70 millions de dollars (400 millions de francs). «Nous voudrions obtenir un signal politique favorable de l'ensemble du G 24», indique un collaborateur de M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission chargé des relations extérieures.

Le drame albanais

«Les Albanais vivent un vrai drame. Pour qu'ils puissent se nourrir, il faut absolument leur fournir 500 000 tonnes de blé d'ici juin. Or les livraisons déjà effectuées, additionnées aux engagements, atteignent à peine 200 000 tonnes. La aussi, nous espérons que les ministres donneront une orientation politique encourageante», raconte ce haut fonctionnaire.

L'Italie a fourni 33 000 tonnes, les Etats-Unis 40 000 tonnes, la CEE, quant à elle, a pris en charge la livraison de 52 000 tonnes de blé hongrois. Elle s'apprête à expédier, sur ses propres stocks, 100 000 tonnes supplémentaires. D'ici la fin de l'année, la Communauté affectera 15 millions d'eus (105 millions de francs) à l'assistance technique à l'Albanie, avec une priorité pour l'agriculture : fourniture d'en-

grais, de semences, de petit matériel agricole. Les dirigeants communautaires se montrent plutôt satisfaits de l'évolution de la situation économique en Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie, tout en reconnaissant que le passage à l'économie de marché s'opère à un rythme difficile à supporter pour la population et, qu'à cet égard, les résultats des récentes élections en Pologne ont constitué un avertissement. Ils estiment que, compte tenu des bons résultats de leurs balances des paiements, ainsi que d'un flux d'investissements étrangers satisfaisant, ces trois pays ne devraient plus avoir besoin, en 1992, d'une aide globale de la part du G 24.

Certes, la production y aura diminué, en moyenne de 10 % en 1991 (après une baisse de déjà 10 % en 1990), mais à côté de cela, la moitié de leurs échanges s'effectue désormais avec la CEE, ce qui témoigne d'une bonne capacité d'adaptation de leur appareil de production aux besoins des consommateurs occidentaux. On souligne au passage que c'est la Communauté, et non les Etats-Unis ou le Japon, qui absorbent l'essentiel de ce surcroît d'exportations de l'Europe de l'Est.

En revanche, en 1992, la CEE continuera à accroître son effort d'assistance technique en faveur de l'Europe de l'Est, le montant de 550 millions d'eus en 1991 à 1 milliard d'eus, soit 7 milliards de francs. Par ailleurs, la Commission a bon espoir de boucler avant la fin novembre les négociations d'accords européens avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie. Ces super-accords d'association impliquent une ouverture commerciale non négociable.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Le G 24 réunit les pays de l'OCDE ainsi que des institutions financières internationales comme le FMI et la BERD.

AMÉRIQUES

HAÏTI

La délégation de l'OEAA a commencé ses entretiens à Port-au-Prince

La délégation de l'Organisation des Etats américains (OEAA) chargée de négocier les conditions de retour du président Jean-Bertrand Aristide est arrivée dimanche 10 novembre à Port-au-Prince, tandis que le gouvernement issu du coup d'Etat militaire multiplie les manifestations d'hostilité contre la représentation diplomatique française. Plusieurs journalistes ont été malmenés à l'aéroport, parmi lesquels Tony Belaisaire, photographe de l'AFP, Paul-Jean Mario, journaliste à la radio privée Radio-Antilles internationale, a été d'autre part arrêté samedi, ont annoncé ses proches.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dimanche en fin de matinée devant l'aéroport de la capitale pour protester contre l'OEAA accusée de «l'immiscer dans les affaires haïtiennes» et contre l'embargo commercial décrété par cette organisation. «Un mélange de manifestants issus du lumpen, payés par les autorités, et de représentants de la bonne bourgeoisie», selon un journaliste haïtien. Les huit membres de la délégation de l'OEAA (accompagnés d'agents de sécurité) – qui avaient reporté leur voyage à deux reprises la semaine dernière – ont rencontré dimanche un groupe de parlementaires et les ambassadeurs des pays membres de l'OEAA.

Des rencontres sont prévues avec le gouvernement constitutionnel pré-

sidé par M. René Préval, avec le premier ministre de facto, M. Jean-Jacques Honorat, avec les chefs militaires ainsi qu'avec des représentants de divers groupes socio-professionnels. «Il ne faut pas s'attendre à des résultats rapides. La délégation a pour mandat de négocier l'application des résolutions de l'OEAA qui demande le retour au pouvoir du président Aristide, alors que les autorités installées par l'armée veulent discuter de la levée de l'embargo», souligne un diplomate.

Les effets des sanctions économiques sont de plus en plus sensibles. Il est pratiquement impossible de trouver de l'essence, et le nombre de véhicules se réduit de jour en jour dans les rues de la capitale. Les entreprises multiplient les licenciements et le prix des aliments augmente. Malgré le renforcement du quadrillage militaire, des manifestations en faveur du retour du Père Aristide ont lieu depuis deux jours à Port-au-Prince. Samedi, l'armée a ouvert le feu sur des manifestants dans le quartier populaire de Bel-Air, au centre de la capitale, tuant une personne, selon Radio Soleil. Dimanche, les militaires ont violemment dispersé un groupe de jeunes qui criaient «Tutù le sur-nom du président Aristide» ou la mort à la sortie de la cathédrale de Port-au-Prince.

Les attaques du gouvernement provisoire contre l'ambassadeur de France, M. Jean-Raphaël Dufour, qui héberge le premier ministre René Préval et plusieurs proches collaborateurs du président Aristide, sont de plus en plus virulentes. Les lignes de téléphone de l'ambassade sont coupées depuis vendredi et les milieux proches du nouveau pouvoir menacent de suspendre la fourniture d'eau et d'électricité au Manoir des Lauriers, où réside l'ambassadeur.

Samedi, un groupe de trois à quatre cents manifestants s'est massé devant l'entrée de la résidence, conspuant l'ambassadeur qui se régulièrement pris à partie «de manière ordurière», selon ses propres termes, sur les ondes de la radio nationale.

Dans un fax adressé au Quai d'Orsay, M. Honorat a demandé le rappel de l'ambassadeur de France. Une demande qui a peu de chances d'être exaucée dans la mesure où Paris ne reconnaît pas le gouvernement installé à la suite du coup d'Etat militaire.

JEAN-MICHEL CAROIT

COLOMBIE : des Indiens protestent contre l'arrivée d'une réplique du bateau de Christophe Colomb. — Une centaine d'Indiens ont manifesté dimanche 10 novembre à Cartagena (côte caribéenne) contre l'arrivée d'une réplique parfaite de la caravelle de Christophe Colomb, la Santa-Maria. Cette manifestation a été la première contre la copie conforme du vaisseau amiral de Christophe Colomb qui, battant pavillon japonais, a quitté Barcelone en juillet dernier. «Ils viennent nous envahir, ils viennent nous humilier», ont crié les manifestants qui avaient déployé des banderoles où l'on pouvait lire : «Unité, dignité, autonomie pour l'Amérique». L'idée de construire une réplique de la Santa-Maria a été conçue par un groupe d'industriels japonais réunis au sein d'une Fondation japonaise de la Santa-Maria présidée par Haruki Kadokawa, quarante-huit ans, éditeur, producteur de cinéma et prêtre shintoïste, qui participe au voyage. — (AFP.)

Après la rencontre entre M. Major et M. Kohl

Le projet d'union politique européenne reste pour l'instant «inacceptable» pour Londres

M. John Major a déclaré, dimanche 10 novembre, que le projet de traité sur l'union politique européenne reste dans sa version actuelle «inacceptable» pour son gouvernement. La Grande-Bretagne critique plusieurs aspects de ce projet, notamment l'idée de voir confier à la Commission de Bruxelles des pouvoirs en matière d'immigration, un point sur lequel elle ne transigera pas. Le premier ministre, qui venait de rencontrer en Allemagne le chancelier Kohl, a néanmoins qualifié ces entretiens de «constructifs».

LONDRES

de notre correspondant

Selon le communiqué publié après les entretiens entre le chancelier allemand et le premier ministre britannique, les deux gouvernements sont «décidés à travailler ensemble pour aboutir à un résultat positif» lors du sommet européen de Maastricht. De nombreux contacts bilatéraux auront lieu avant cette échéance. M. Major, pour sa part, rencontrera les premiers ministres néerlandais et italiens, MM. Ruud Lubbers et Giulio Andreotti, le président Mitterrand et, de nouveau, M. Kohl. La semaine prochaine, il sera confronté aux éléments les plus antifédéralistes du parti conservateur lors d'un débat de deux jours à la Chambre des communes où M. Thatcher pourrait prendre la parole.

La rencontre entre M. Kohl et M. Major s'est d'autant mieux passée que l'un et l'autre avaient plaidé à Rome, lors du sommet de l'Alliance atlantique les 7 et 8 novembre, pour la préservation du rôle de l'OTAN dans la défense du Vieux Continent. A Londres,

on insiste sur ce point comme s'il impliquait une certaine singularité de l'approche française. S'agissant de la défense future de l'Europe, la Grande-Bretagne semble cependant envisager la possibilité d'un compromis et être prête à des concessions. D'autre part, les divergences relatives à l'union économique et monétaire perdent de leur acuité, dès lors que les pays qui le souhaitent pourront rejoindre plus tard le processus d'intégration.

Quatre points de désaccord

Cependant, la Grande-Bretagne reste opposée au projet relatif à l'union politique sur quatre points au moins : 1) Londres refuse que soit mentionnée une quelconque «voies fédérale» de l'Europe ; 2) La Grande-Bretagne dénie à la Commission de Bruxelles tout pouvoir pour intervenir dans différents domaines, notamment l'immigration et la justice ; 3) Il n'est pas question d'accroître les pouvoirs législatifs du Parlement de Strasbourg ; 4) Londres refuse que,

en matière de politique étrangère notamment, des décisions soient prises selon la règle du vote majoritaire.

Le délai de quatre semaines avant Maastricht paraît court pour aplanir tant de divergences, surtout si M. Major doit faire des concessions aux «ultras» du parti conservateur. L'un d'eux, M. Nicholas Ridley, ancien ministre du commerce et de l'industrie, qui, l'année dernière, avait qualifié la commission de Bruxelles de «racket allemand», a demandé aux électeurs de donner leur préférence à des candidats travaillistes plutôt qu'à des candidats conservateurs pro-européens.

Une cassure à propos de l'Europe serait suicidaire pour le parti tory avant les élections générales. Mais M. Major a quelque raison de redouter l'intervention de M. Thatcher, chez qui le dévouement à la cause électorale du parti le dispute aux préventions envers une plus grande intégration européenne.

LAURENT ZECCHINI

Pretoria et Moscou rétablissent leurs relations consulaires

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. «Pik» Botha, et son homologue soviétique, M. Boris Pankine, ont signé, samedi 9 novembre à Moscou, un accord prévoyant le rétablissement des relations consulaires entre les deux pays.

Jugeant cette décision «franche et substantielle», M. Pankine a toutefois souligné qu'il restait «encore un long chemin à parcourir» avant que ne soient renouées des véritables relations diplomatiques entre Pretoria et Moscou.

Celles-ci avaient été rompues en 1956.

«Je ne vois pas de divergence dans les positions de nos deux gouvernements, en ce qui concerne les principes fondamentaux qu'il s'agit de politique, d'économie ou de questions relatives aux droits de l'homme», a déclaré, pour sa part, M. «Pik» Botha.

Le président De Klerk devrait se rendre à Moscou, d'ici à la fin décembre, pour y rencontrer le président Gorbatchev, a-t-il indiqué. — (AFP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

Le retour triomphal des « Palestiniens de Madrid » dans les territoires occupés

Rameaux d'olivier et humaines jalousies...

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Triomphal : il n'y a pas d'autre mot pour qualifier l'émouvant et spectaculaire accueil que des milliers de Palestiniens enthousiastes ont réservé, le 10 novembre, aux personnalités des « territoires » qui ont présenté leur cause le samedi dernier à Madrid et qui rentreront chez elles dimanche, dans les territoires occupés par Israël. Retour triomphal et sans doute un peu effrayant peut-être tant les démonstrations de joie populaire ont pu paraître à la fois prématurées et démesurées par rapport à la réalité, somme toute limitée, des dividendes madrilènes. Conduites par M. Faïçal Hussein, les deux délégations - « l'officielle » admettent la table des négociations et « l'officielle » reléguée dans les salons d'un hôtel espagnol - ont passé les cinq derniers jours à Amman en consultation avec les autorités jordaniennes pour mettre au point une étude commune face à l'incertitude suite des événements (le Monde du 9 novembre). Annonce depuis quarante-huit heures, la nouvelle de leur retour via le pont routier d'Allenby, qui sépare le royaume

hachémite de Jordanie de la Cisjordanie, avait donné lieu à un imposant déploiement de forces militaires. Les soldats israéliens étaient notamment chargés, pour cause de débordement éventuel, d'empêcher l'arrivée massive des badauds et des militants palestiniens qui se proposaient d'accueillir « les héros de la paix » à Jéricho, la seule agglomération d'importance sur les 40 petits kilomètres qui séparent Jérusalem de la frontière jordannienne.

Cavalcades effrénées

Du coup, seule la population résidente de l'ancienne cité fortifiée (environ vingt-cinq mille habitants) a pu manifester sa reconnaissance aux délégués de Madrid. A l'arrivée des deux autocars blancs dans la ville, ce fut une véritable explosion de joie, avec concert d'acrobates, youyouyou triomphants poussés par des centaines de femmes souriantes et cavalcades effrénées de gamins surexcités entre les voitures « embouteillées », les caméras de la presse internationale et les barettes rouges des forces de l'ordre.

Les rameaux d'olivier, qu'on avait pu voir offerts à des soldats de Tzahal par des jeunes Palestiniens il y a une dizaine de

jours dans les territoires, ont également fleuri. Plusieurs véhicules blindés de l'armée ont ainsi été décorés et parsemés de pétales de bougainvillier. Originaire de la cité, M. Saeb Erakat, le délégué palestinien qui avait assuré l'attention à Madrid en raison du keffiyeh un peu provocateur qu'il portait, seul, sur les épaules, a été littéralement porté en triomphe. Même traitement et même ambiance, un peu plus tard, à Jérusalem-Est, pour M. Faïçal Hussein, puis à Gaza pour le chef de la délégation madrilène officielle, le distingué Haider Abdel Chafi.

« Ma première pensée, tout à l'heure, en traversant le pont, devait confier M. Saeb Erakat, professeur à l'université An Najat de Naplouse, fut de me dire qu'un jour je repasserais au même endroit, et c'est un fonctionnaire palestinien et non israélien qui m'accueillera. » Éloge légitime de militant, mais nulle allusion à un comportement éventuellement vexatoire des autorités israéliennes à l'égard de la délégation. Au contraire.

S'étant déroulées en présence, samedi, d'un haut fonctionnaire américain, les formalités de passage pour les « héros » de Madrid ont été les plus rapides et les plus conviviales qu'on ait vus à cet endroit depuis long-

temps. Un autre négociateur de Madrid, le docteur Manhoud Akar, a d'ailleurs tenu à le souligner : « Nous n'avons pas été fouillés. Nous n'avons pas été tracassés. On ne nous a pas crié dessus. Ce fut vraiment un sentiment très étrange, j'en avais les larmes aux yeux. D'habitude, il s'agit de l'exercice le plus humiliant de ma vie. »

Quelque chose de profond et d'important est-il effectivement en train de bouger dans la relation entre Israël et les Palestiniens ? Le conseil des ministres de dimanche a, certes, constaté, après l'étude d'un rapport des forces de sécurité, que les incidents à caractère violent ou terroriste avaient baissé de 40 % à 50 % au cours des deux dernières semaines dans les territoires. Mais on craint en haut lieu qu'il ne s'agisse là que d'une rémission temporaire.

Après tout, aucun leader modéré parmi les Palestiniens n'a encore jugé utile de décrire la fin de l'intifada et, à supposer que quelqu'un soit capable de l'arrêter, il est peu probable que la distribution prenne fin tant que durera l'occupation.

Tailleur beige et chemisier bordeaux, la grande vedette médiatique de l'événement espagnol, M. Hanan Achraoui, dorénavant consacrée porte-parole officielle

des Palestiniens, se disait ainsi non seulement « comblée, absolument comblée » par l'accueil reçu à Jéricho et à Jérusalem-Est, mais également « convaincue » qu'il fallait désormais « commencer à nous regarder, à nous considérer mutuellement comme des êtres humains égaux ».

Création de « comités politiques »

« La délégation revient apparemment avec une confiance en elle exagérée », rétorquait ainsi dans les colonnes dominicales du Jerusalem Post M. Yossi Ahimeir, chef du bureau du premier ministre. « Si ses membres pensent qu'ils sont autorisés à faire n'importe quoi, à se poser en leaders d'un Etat indépendant (...), ils devront revenir sur terre, baisser leur profil et se conduire avec un peu moins d'arrogance. »

Sévère aussi bien dans la forme que sur le fond, ce jugement n'est pas loin d'être partagé par certains intellectuels et activistes palestiniens, pourtant favorables au processus en cours. Le haut profil médiatique dont ont joui les délégués de Madrid a pareillement engendré quelques très humaines jalousies. A Tunis, siège de l'OLP, certains n'ont peut-être pas admis d'être restés plus ou moins sur la

touche, et ils s'inquiétaient de l'influence grandissante des « gens de l'intérieur » sur les événements. Toujours est-il que l'annonce, dimanche soir, dans un ancien théâtre de Jérusalem-Est, de la création récente d'une demi-douzaine de « comités politiques » palestiniens dans toutes les grandes villes des territoires, annonce faite en public au cours d'une réunion de plusieurs milliers de militants en liesse, a semblé prandre certaines vedettes de la capitale espagnole par surprise.

L'idée, présentée par un célèbre avocat et journaliste, M. Ziad Abu Ziad, grand absent de Madrid et militant réputé proche du Fatah de M. Yasser Arafat, a été développée dans les territoires pendant la conférence proprement dite, et donc en l'absence des personnalités les plus connues de l'intérieur. Officiellement chargés de réunir le maximum de soutien pour le processus de paix, les « comités politiques » seraient l'outil qui, bâti sur les frustrations de certains, permettrait à la « direction de l'extérieur » de reprendre la maîtrise d'un jeu qui semble de plus en plus lui échapper...

PATRICE CLAUDE

AFRIQUE

Rivalités éthiopiennes

Suite de la première page

Issas et Oromos revendiquent notamment le contrôle de Diré-Dawa. En réaction à la répression du FDRPE, les miliciens du Front de libération des Issas et Gurgurs (FLIG) ont saboté la voie ferrée entre Diré-Dawa et la frontière djiboutienne. Des négociations ont suivi, et elles ont apparemment abouti puisque le secrétaire général du FLIG, M. Omar Abdullahi, affirme que les hommes sont prêts à s'écarter des chemins à rendre la voie en état et à réparer la ligne téléphonique, endommagée elle aussi. A condition toutefois que le nouveau régime leur laisse assurer la sécurité des convois sur le territoire Issa, moyennant quelques sacs de sucre et de farine, respectant en cela les termes d'un accord signé lors de la construction du chemin de fer par les Français en 1902.

Il semble que le nouveau régime ait remis cette tradition en cause et tente également de mettre un terme à la contrebande que les Issas pratiquent depuis toujours sans jamais avoir été inquiétés. Si le différend entre le FDRPE et le FLIG est en voie de règlement, la circulation ferroviaire n'est pas rétablie pour autant car, au sud de Diré-Dawa, la voie ferrée traverse le pays oromo. Le Front de libération oromo (FLO), qui entend administrer la région à sa guise, a récemment mitraillé un convoi qui se risquait de nouveau sur les rails.

Khât et kalachnikov

L'annonce d'un accord important, le 23 octobre, n'a toujours pas débarrassé la situation. A Diré-Dawa, on se demande si le gouvernement n'a pas profité de la situation pour détourner le transit des marchandises vers Assab, le port éthiopien sur la mer Rouge (aujourd'hui en zone érythréenne), au détriment de celui de Djibouti.

A cette confrontation aux enjeux économiques s'ajoutent les ancestrales querelles de territoire. La zone frontalière entre Issas, de la plaine, et Oromos, des hauts plateaux, est souvent l'objet d'exactions plus ou moins meurtrières. Dans les villes, en revanche, les différents fronts cohabitent, sous l'étroite vigilance du FDRPE, qui a prouvé son efficacité militaire au cours de quelques interventions.

Le spectacle de jeunes gens en armes sillonnant la ville à bord de véhicules tout-terrain - parfois volés aux organisations humanitaires - est le même tant à Diré-Dawa qu'à Harar ou à Jijiga, ces bandesquisitionneuses de bâtiments administratifs ou de belles villas pour y établir leur quartier général. Des miliciens y mènent inlassablement du khât,

sans jamais lâcher leur kalachnikov.

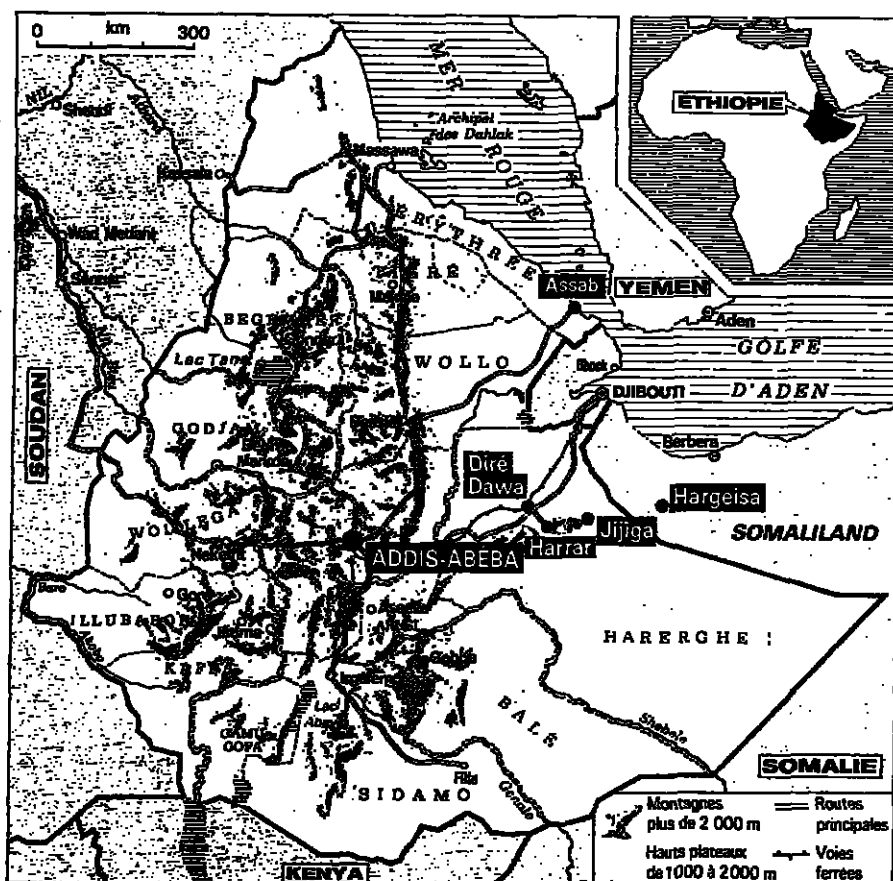
« Harassment que les Tigres sont là pour maintenir l'ordre », confie un habitant de Harar en parlant des hommes du FDRPE, visiblement impressionné par leur discipline. Mais ceux-ci s'aventurent rarement hors des villes, et les campagnes tombent aux mains des petits

Avec le réveil du Front islamique de libération oromo (FILO), les chrétiens se sentent aujourd'hui menacés. Des églises ont déjà été pillées, disent-ils. Même les chrétiens oromos, assimilés aux Amhars, ne se sentent pas tranquilles, bien que le chef du FILO, M. Abdel Karim « Jerra », assure qu'il respecte les droits de la minorité chrétienne et s'oppose à la communauté oromo. Communauté qu'il estime à trente-cinq millions de personnes réparties sur onze des quatorze provinces éthiopiennes.

Il s'étonne aussi que le FLO, son rival « communiste », ait obtenu deux sièges au Conseil des représentants (le Parlement éthiopien

convois ou les vols de voitures. La frontière entre lutte politique et banditisme est devenue très floue. Dans le camp d'Awara, où le centre de Médecins sans frontières a été pillé en juin dernier, une organisation éthiopienne apporte de la nourriture sous escorte armée, sans assurer la distribution tant la situation est explosive.

Des trois cent mille Somaliens du Nord réfugiés en 1988 en Ethiopie, rares sont ceux qui ont choisi de retourner définitivement dans leur région d'origine. Celle-ci s'est pourtant proclamée indépendante il y a six mois, sous le nom de Somaliland. M. Abdi Noor, un instituteur de Hargeisa, a passé la frontière



chefs locaux. « Le gouvernement a peu d'hommes, mais il est aussi prisonnier de la charte mise au point durant la conférence nationale de juillet dernier », estime un expatrié en poste à Harar. S'appuyant sur ce texte, qui reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples d'Ethiopie, le gouvernement s'attend sans doute avec un excès d'optimisme - que les tribus régleront leurs problèmes entre elles. Certes, le calme est revenu depuis quelques semaines. Mais pour combien de temps ? Pour atteindre Addis-Abeba depuis Diré-Dawa, les camions doivent toujours s'organiser en convois. Dans l'arrière-pays, des écoles semblent être fermées par des militants oromos qui exigent un enseignement de leur propre langue, l'oromina, et rejettent farouchement l'amharique, celle des « colonisateurs ».

durant la période de transition), contre trois attribué à son mouvement. Dans un bâtiment voisin, un soldat du FLO explique que le FILO divise les Oromos par la religion, « alors qu'il faut chercher l'unité ».

Au sein des populations d'origine somalienne, existent les mêmes rivalités, qui se traduisent par une insécurité latente dont les premières victimes sont les quelque cinq cent mille réfugiés somaliens et rapatriés éthiopiens de la région.

Nourriture sous escorte

L'absence de trains en provenance de Djibouti a entraîné une pénurie de carburant, et l'organisation américaine CARE, qui livre quotidiennement 85000 litres d'eau aux différents camps autour de Jijiga, a dû réduire le nombre de ses trajets. On ne compte plus les attaques de

mais il est revenu au camp, parce que là-bas, dit-il, « il n'y a pas d'eau, pas de travail et pas les moyens de reconstruire [sa maison] ». Il espère que le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés pourra les rapatrier, lui et les siens, d'ici quelques mois.

Les organisations non gouvernementales regrettent la stabilité d'antan. Le FDRPE refuse de s'installer dans le Harerghé à la manière de l'armée régulière du régime précédent, mais les interventions des troupes gouvernementales ont déjà exacerbé le ressentiment des Oromos, qui refusent « toute administration étrangère, qu'elle soit amharica ou tigréenne ». Dans un bulletin d'information, le FLIG s'interroge sur cette transition démocratique et pacifique qu'on leur a proposée : « Est-elle réelle ou est-ce une autre mascarade ? »

JEAN HÉLÈNE

La « normalisation » entre l'OLP et la Syrie

Un bureau du Fath devrait rouvrir prochainement à Damas

Les entretiens syro-palestiniens, samedi 9 novembre à Damas, ont permis de dégager une « identité de vues » sur les prochaines étapes du processus de paix engagé à Madrid, a rapporté l'agence officielle syrienne SANA. Une délégation palestinienne conduite par le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, a évoqué avec le ministre syrien des Affaires étrangères, M. Farouk el Charah « la coordination entre les parties arabes concernées et les mesures à prendre au sujet des (négociations) bilatérales et multilatérales », a ajouté SANA, sans autre précision.

A l'issue de ces entretiens, M. Kaddoumi a déclaré que l'OLP avait normalisé ses relations avec la Syrie après plus de dix années de brouille. Selon des sources palestiniennes, un accord de principe a été conclu sur la réouverture prochaine à Damas d'un bureau du Fath, la principale faction de l'OLP. M. Kaddoumi a ajouté que la Syrie et l'OLP ne participeront pas à la troisième phase de la conférence de paix sur le Proche-

Orient, à moins de progrès substantiels lors de la phase bilatérale des pourparlers. « Il n'y aura pas de phase multilatérale, a-t-il souligné, sans un engagement explicite d'Israël, au cours de la deuxième phase, en ce qui concerne son retrait des territoires arabes occupés et sa reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien ».

Au Caire, les experts des huit pays signataires de la déclaration de Damas, prévoyant l'instauration d'un système de sécurité dans le Golfe, se sont réunis samedi pour préparer la réunion de ce lundi des ministres des affaires étrangères du Groupe des Huit, formé en mars par les six monarchies du Conseil de coopération du Golfe (Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis, Qatar, Oman), l'Égypte et la Syrie. Selon une source égyptienne autorisée, les chefs de diplomatie du groupe souhaitent mettre sur pied un « groupement régional politique et économique, faute d'accord sur un ambitieux système commun de sécurité, envisagé au lendemain de la guerre du Golfe ». (AFP, Reuter.)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : vingt-neuf mineurs tués lors d'affrontements. - Selon un bilan provisoire de la police, vingt-neuf mineurs ont été tués, dans la nuit du dimanche 10 au lundi 11 novembre, lors d'affrontements entre factions rivales survenus dans la mine d'or, dite Président Steyn, près de Welkom, dans l'Etat libre d'Orange. De violentes échauffourées ont, apparemment, opposé les partisans du syndicat COSATU, proche du Congrès national africain (ANC), et ceux du mouvement Inkatha, à dominante zouloue, hostiles à la grève. Ces nouveaux incidents portent le bilan total des morts à quarante-neuf, en une semaine, dans cette seule mine. - (AFP, Reuter.)

CORÉE DU SUD : manifestation contre le gouvernement. - Trente à quarante mille personnes ont manifesté dans le calme dimanche 10 novembre à Séoul contre la politique sociale du gouvernement de M. Roh Tae-woo. Les étudiants et ouvriers qui ont participé au cortège exigeaient la réforme de la législation, qu'ils jugent insuffisamment protectrice, des droits des travailleurs. La démission du chef de l'Etat a également été réclamée. - (AFP, AP.)

IRAK : suspension de deux journaux. - La parution du quotidien Babel et celle de l'hebdomadaire El Rafidein, dirigés par le fils aîné du président irakien Saddam Hussein, seront « suspendues provisoirement », a rapporté Babel dans sa dernière édition de samedi, sans préciser les raisons de cette

mesure. Le rédacteur en chef de Babel, M. Mouzher Aref, a cependant laissé entendre que cette décision est due, notamment, au manque de papier journal. Il a accusé les autres journaux irakiens d'avoir refusé de coopérer avec Babel et El Rafidein, soulignant que ces deux publications achetaient le papier journal au marché noir. - (AFP.)

IRAN : six nouvelles pendaisons. - Six personnes, dont un Afghane, condamnées par un tribunal islamique pour trafic de drogue et vol à main armée, ont été pendues jeudi 7 novembre à Karadj, à l'ouest de Téhéran. - (AFP.)

IRLANDE : la motion de défiance contre le premier ministre repoussée. - La motion de défiance réclamant le « départ immédiat » de M. Charles Haughey, le premier ministre irlandais, et qui émanait de députés de son parti, le Fianna Fail, a été repoussée par 55 parlementaires, sur les 77 que compte le parti, dans la nuit du 9 au 10 novembre. M. Haughey, affaibli par une série de scandales financiers, avait limogé deux de ses ministres pour avoir soutenu cette motion (le Monde du 9/11 et daté du 10-11 novembre). - (AFP.)

MAURITANIE : l'élection présidentielle aura lieu en janvier. - Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 24 janvier et le deuxième tour le 27 février, a-t-on indiqué, dimanche 10 novembre, de sources bien informées, à Nouakchott. Des élections législatives devront suivre, en mars, et des élections sénatoriales, en avril. - (AFP, Reuter.)

هذا من الذاكرة

هكذا في الوطن

SOCIÉTÉ

COMMÉMORATION

Les cérémonies du 11 novembre et le rôle des étrangers au service de la France

Hommage aux « soldats méconnus »

On les appelait les « tirailleurs sénégalais », qu'ils soient sénégalais, congolais, maliens, ou originaires d'un autre pays d'Afrique de l'Ouest. Entre 1914 et 1918, cent trente-quatre mille d'entre eux ont été recrutés de force et envoyés par l'armée française sur les champs de bataille pour mener la « guerre du droit ». Comme les paysans français, ils furent versés dans l'infanterie, arme dont les pertes furent les plus lourdes. Trente mille d'entre eux ne devaient jamais revoir le sol d'Afrique et peuplent les cimetières militaires. Beaucoup de ceux qui ont survécu considéraient que la France avait contracté une « dette du sang » à leur égard, dont le prix serait leur accession à la citoyenneté. Illusion. « Pour nous faire tuer, nous sommes des Français ; mais quand il s'agit de nous donner des droits, nous sommes des nègres », écrit plus tard l'un de ces révoltés, parmi lesquels, suprême ironie, se recrutèrent les premiers militants de l'assimilation, puis de l'indépendance.

A toutes les époques, des étrangers se sont battus pour la France, ou pour les idéaux qu'elle incarnait à leurs yeux. Loin d'en être fière, la société française n'a eu de cesse d'occultier le rôle de ces « soldats méconnus », qu'ils aient été incorporés de force ou volontaires. Qui sait aujourd'hui que cent quarante mille ouvriers chinois ont été « importés » durant la première guerre mondiale pour pallier le manque de main-d'œuvre en France, que certains ont creusé les tranchées ? Qui connaît le rôle, dans la résistance aux nazis, des Tchecoslovaques et des Polonais en exil, la part prise par les Maghrébins et les républicains espagnols à la Libération ? Et même la participation d'Allemands antinazis aux maquis des Cévennes ?

Débat au lycée

Les échos de cette mémoire ont résonné tout au long du débat organisé, vendredi 8 novembre, au lycée Jean-Baptiste Say de Paris, par la revue *Hommes et Migrations* (1). Quelque deux cents lycéens, mobilisés par un enseignement d'histoire dynamique, attirés par la présence de plusieurs spécialistes et de M. Jean-Louis

Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, ont participé à une table ronde sur l'effort de guerre en 1914-1918. Ils ont découvert aussi l'existence des camps d'internement français pendant la deuxième guerre mondiale, et le rôle des étrangers dans la Résistance. Ces derniers, dont la réaction contre l'occupant fut parfois plus précoce et proportionnellement plus massive que celle de Français, n'ont jamais été honorés. Comme si leur présence gênait une image d'ÉPIA3N listeE Résistance française.

Réparer cette lacune n'est pas seulement faire œuvre de justice. A une époque où la xénophobie menace, c'est aussi travailler pour l'intégration. M. Bianco, après avoir répondu à une pluie de questions, a invité les lycéens à

poursuivre la construction de cette France riche de ses apports extérieurs. Auparavant, l'historien Pierre Milza avait souligné que les étrangers ne s'étaient pas mobilisés uniquement au nom du patriotisme français, mais aussi « pour des valeurs certes françaises mais transnationales », comme les droits de l'homme et la liberté.

PHILIPPE BERNARD

(1) La livraison de novembre de cette revue présente un dossier complet consacré à ces « soldats méconnus : étrangers immigrés, colonisés au service de la France ». *Hommes et Migrations*, 40, rue de la Doune, 75020 Paris. Ce document intitulé *Composition française* et réalisé par le Centre Pompidou avec le concours du Fonds d'action sociale, est distribué gratuitement aux lycéens par le Centre national de documentation pédagogique.

« La France » de Bourdelle à l'Arc de Triomphe

Main gauche au-dessus du front pour mieux scruter l'horizon d'où vint le salut, lance dressée et visage grave de majesté, la France a pris les traits d'Athéna, déesse de la raison, conseillère des dieux et protectrice des héros dans leurs justes combats. Ainsi modelée par le sculpteur Bourdelle en 1923, la France, bronze de 8,50 mètres de haut, se tenait debout pour un jour, au pied de l'Arc de Triomphe de l'Étoile à Paris.

C'est du secrétariat d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre que venait cette initiative, le jour où ont été fleuris les 30 000 monuments aux morts dont l'auteur est en général moins célèbre que celui de « la France ».

Curieux destin pour cette statue, commandée au début des années 20 pour saluer de la pointe de Gravelles les Américains venus nous secourir pendant la première guerre mondiale. Projet abandonné, la construction d'un phare ayant dévoré les crédits... Plus d'une douzaine d'œuvres naîtront de la pré-

mière. Avec ou sans les attributs de la lance ou du serpent de la sagesse ! L'une d'elles orne le monument aux morts de Montauban, ville natale de Bourdelle. Une autre, plastifiée en 1981, a été restaurée avant d'être installée à l'école militaire de Coëtquidan. Un exemplaire s'élève devant le palais de Tokyo à Paris, à la demande de l'Association des Français libres, tandis qu'une autre, de la taille originelle (1,36 mètre) et que le général de Gaulle garda dans son bureau de Londres de 1940 à 1944, a rejoint le Musée de l'ordre de la Libération aux Invalides.

La France exposée place de l'Étoile a quitté définitivement le Musée Bourdelle, où elle devait retourner dès le lendemain du 11 novembre. Mais, jusqu'au 5 janvier prochain, une exposition consacrée aux monuments aux morts sera visible, tous les jours sauf le week-end, de 10 h à 16 h 30, dans la salle d'exposition de l'Arc de Triomphe.

CHARLES VIAL

JUSTICE

L'affaire Urba

Un recours en Conseil d'Etat pourrait empêcher l'instruction contre trois élus marseillais

Le Conseil d'Etat devait étudier, mardi 12 novembre, le pourvoi déposé le 27 septembre par M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, contre un jugement du tribunal administratif de Marseille, qui avait autorisé le 11 juin un député européen des Verts à porter plainte « en lieu et place » de la ville de Marseille dans l'affaire Urba. L'annulation de ce jugement pourrait provoquer l'effacement de l'information judiciaire pour faux en écritures privées et usage, ingérence, corruption, trafic d'influence, complicité et recel, ouverte le 27 septembre dernier à la cour d'appel de Lyon contre trois élus socialistes de Marseille, MM. Pezet, Sammarco et Rastoin « et tous autres » (le Monde du 29 septembre).

Depuis à peine deux mois, M. Christian Riss, conseiller à la cour d'appel de Lyon, travaille sur les fameux procès-verbaux établis il y a deux ans à Marseille par les inspecteurs Gaudino et Mayot. Ces documents comprennent les perquisitions effectuées au mois d'avril 1989 dans les locaux de la délégation régionale d'Urbatechnic, à Marseille, et les tout premiers interrogatoires des responsables d'Urba. Le dossier est ancien, mais l'instruction fait ses premiers pas : après bien des péripéties, le dossier qui vise notamment l'attribution du marché du tunnel du Prado-Carénage, à Marseille, a été confié à un magistrat de la cour d'appel de Lyon au mois de septembre dernier.

A peine entamée, cette instruction est pourtant menacée. Le 27 septembre, M. Michel Pezet, député socialiste des Bouches-du-Rhône, demandait au Conseil d'Etat d'annuler le premier jugement de cette longue procédure : le jugement du tribunal administratif de Marseille autorisant un député des Verts à porter plainte « en lieu et place » de la ville de Marseille dans l'affaire Urba. C'est cette décision qui est à l'origine de l'instruction en cours à la cour d'appel de Lyon. Son annulation pourrait donc provoquer l'effacement de l'ensemble du dossier.

L'argumentation de l'avocat de M. Pezet, M. Jehelle Roué-Villeneuve, est simple : le tribunal administratif a accordé son autorisation sur la foi d'un ouvrage d'Antoine Gaudino, l'*Enquête impossible*, qui repose, dit-elle, sur de « simples hypothèses ». « Ces imputations présentées comme le résultat d'investigations pourtant conduites dans des conditions non contradictoires et plutôt douteuses, poursuit-elle en évoquant l'enquête de police menée par les inspecteurs du SRPJ de Marseille, n'ont abusé personne. » Ces faits, note-t-elle, n'ont d'ailleurs pas été poursuivis par le procureur de la République de Marseille, qui a estimé qu'il n'y avait pas là d'infractions susceptibles de déclencher l'action publique.

Une réaction tardive

La décision du tribunal administratif de Marseille empiète donc, selon elle, sur le pouvoir des magistrats car elle accorde à un contribuable l'autorisation d'agir alors que le parquet a décidé de ne pas poursuivre. « La doctrine de cette décision administrative implique, conclut M. Jehelle Roué-Villeneuve, que du seul fait de la publication d'un livre contenant des allégations sur la commission d'infractions au détriment d'une collectivité publique, le contribuable doit être autorisé à agir au cas où cette collectivité ne saisisse pas le juge pénal. » Ce prétendu empiètement fait sourire l'avocat des Verts, M. Pierre-François Divier : comment demander à la juridiction administrative, note-t-il, de se prononcer sur le fond du dossier alors qu'elle ne peut consulter le dossier pénal ? « La prétendue absence de préjudice ne saurait interdire à un juge d'instruction d'effectuer son enquête, constate-t-il, dès lors que les faits démontrent, même en l'état de pièces insuffisantes, la simple éventualité de la commission d'une infraction. »

Une question, selon lui, « de bon sens » : pour s'assurer du défaut de préjudice, il faut pouvoir « recueillir les faits et entendre les personnes concernées ». Et donc confier le dossier à un juge d'instruction.

Le recours de M. Pezet était attendu, mais il arrive bien tard : la décision du tribunal administratif attaquée par le député des Bouches-

du-Rhône date du mois de... juin. Malgré les articles de presse, les recours et les querelles politico-judiciaires liées à l'affaire Urba, M. Pezet a donc attendu plus de trois mois avant de se décider à agir. Une date qui, selon M. Pierre-François Divier, n'a rien de fortuit : M. Pezet a saisi le Conseil d'Etat le 27 septembre, soit le jour de l'ouverture de l'information judiciaire à la cour d'appel de Lyon. « M. Pezet espérait que le parquet n'ouvrirait pas d'information judiciaire, estime-t-il. Il attendait donc en silence. Lorsqu'il a appris l'ouverture de l'information judiciaire avant toute la presse, sans doute après de très bonnes sources, il s'est immédiatement présenté au Conseil d'Etat, et ce dans la journée. » Le Conseil d'Etat doit statuer dans un délai de deux mois.

ANNE CHEMIN

Le jugement qui a relancé le dossier

Au printemps dernier, les Verts, qui souhaitent mettre fin « au silence judiciaire entourant l'affaire Urba », tentent un astucieux tour de passe-passe juridique : l'un de leurs députés européens, M. Gérard Monnier-Basboulès, demandait au tribunal administratif de Marseille de l'autoriser à porter plainte « en lieu et place » de la commune de Marseille dans l'affaire Urba. Il se fonda pour cela sur un article du code des communes qui stipule que tout contribuable a le droit d'exercer les actions « qu'il croit appartenir à la commune » et que celle-ci « a refusé ou négligé d'exercer ».

Le 11 juin, M. Monnier-Basboulès, assisté par l'avocat des Verts, M. Pierre-François Divier, obtint satisfaction. Le 20 juin, une plainte pénale contre X avec constitution de partie civile visant notamment l'attribution du marché du tunnel du Prado-Carénage, à Marseille, était déposée auprès du doyen des juges d'instruction de Marseille, M. Bernard Augé (le Monde du 28 juin).

Cette plainte évoquant les noms de trois élus socialistes, MM. Rastoin, Pezet, et Sammarco, la chambre criminelle de la Cour de cassation confiait le dossier à la cour d'appel de Lyon le 21 août (le Monde du 5 septembre). Le parquet général prenait ses réquisitions un mois plus tard : une information judiciaire pour faux en écriture privée, ingérence, corruption, trafic d'influence, complicité et recel, était alors ouverte à la cour d'appel de Lyon.

DÉFENSE

Une proposition de la France et de la Grande-Bretagne

Six pays européens étudient la mise en chantier d'un système spatial de communications militaires

La France et la Grande-Bretagne ont proposé à quatre autres pays européens : l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne, de mettre à l'étude, pour le début du siècle prochain, un réseau spatial de communications militaires. Ce nouveau système communautaire, dans un cadre bilatéral ou au sein de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), a été baptisé *European military satellite of communications* (EUMILSATCOM).

Ce projet a été avancé, mercredi 6 novembre, par la France lors d'un colloque à Paris qui réunissait, à l'initiative des Français et des Britanniques, les délégués des six pays européens en cause. Déjà, la France, l'Espagne et l'Italie collaborent à la conception du système Hélios de satellites de reconnaissance militaire, qui sera prêt à partir de 1994. Pour l'instant, seules, parmi les pays européens, la France (avec le réseau Syracuse, depuis 1984) et la Grande-Bretagne (avec le réseau Skyenet) disposent en propre d'un système de communications spatiales à des fins militaires. Mais ces deux réseaux sont cloisonnés l'un par rapport à l'autre et ils offrent pas de couverture mondiale, qui suppose au moins trois satellites géostationnaires opérationnels en même temps.

Le programme EUMILSATCOM consisterait, à partir d'une analyse des besoins futurs des systèmes eux-mêmes, des matériels ou des codes de transmissions et des abonnés, à pouvoir aboutir entre Européens, en l'an 2003, à une gestion commune de leurs télécommunications, en abaissant les coûts.

Devant ses partenaires européens, M. Pierre Joxe, ministre

français de la défense, a plaidé en faveur d'une Europe de l'espace. Évoquant le lanceur Ariane et le programme Hélios (avec la perspective d'un centre d'interprétation, au sein de l'UEO, des images recueillies par le satellite d'observation militaire), il a estimé que « la réalisation et l'exploitation en commun de systèmes spatiaux constituerait une avancée significative dans la construction de l'Europe de la défense ».

M. Joxe n'a pas écarté, pour autant, l'éventualité d'une coopération avec l'Union soviétique. Après avoir rappelé que deux collaborateurs du maréchal Evgueni Chapochnikov, ministre soviétique de la défense, ont été invités à assister à la mise sur orbite par Ariane, le 3 décembre, du satellite Telecom 2A porteur d'une charge Syracuse de transmissions militaires, le ministre français a annoncé que la Délégation générale pour l'armement (DGA) envisagerait prochainement une mission en URSS pour prospecter « les thèmes envisageables d'une coopération ».

Quatre morts par avalanche dans les Alpes. - Le brusque réchauffement survenu, dimanche 10 novembre dans les Alpes, a provoqué deux avalanches mortelles. La première, survenue au Petit-Bornand (Haute-Savoie) a enseveli deux hommes et une femme, originaires de la région, qui randonnaient à ski à quelque 1 700 m d'altitude. La deuxième s'est produite au glacier de Chavières, près de Modane (Savoie). Elle a enseveli deux skieurs, dont l'un, originaire de la région parisienne, a été tué sur le coup.

RELIGIONS

1 200 participants à Issy-les-Moulineaux

Les Semaines sociales veulent retrouver leur rôle d'université dans le catholicisme français

Près de 1 200 personnes ont participé du 9 au 11 novembre à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), sur le thème « Concurrence et solidarité : l'économie de marché, jusqu'où ? », à la relance des Semaines sociales de France.

L'Eglise de France renouvellerait-elle avec sa tradition de débat intellectuel et de recherche sociale ? Créées au début du siècle, à un moment où le christianisme social se frayait difficilement un chemin dans un pays où les catholiques étaient surtout mobilisés contre l'anticléricalisme officiel, les Semaines sociales ont été, entre les deux guerres et dans les années 50 et 60, des « universités itinérantes » où se croisaient des centaines de militants de l'action sociale, syndicalistes, chefs d'entreprise, hauts fonctionnaires, hommes politiques, croyants ou non.

Après 1968, les crises qui ont frappé l'Université et l'Eglise, démobiliés les militants, opposés les générations, ont failli donner

un coup mortel à des Semaines sociales qui, depuis 1973, étaient moribondes, à la recherche d'un nouveau public et d'une régularité. L'un et l'autre semblent avoir été retrouvés depuis 1987. Plus d'un million de personnes, majoritairement des cadres d'entreprise et des étudiants de grandes écoles, ont participé, dans une ambiance d'enthousiasme, à la troisième Semaine sociale depuis leur relance, sur les rapports nouveaux entre les notions de « concurrence » et de « solidarité ».

Sur le champ de ruines des « dogmatismes » comme le marxisme et le libéralisme, qu'est venu explorer le philosophe Alain Renaut, des personnalités comme Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international, Michel Albert (président des AGF), René Lenoir (directeur de l'ENA), Bernard Stasi (député et maire d'Épernay), le Père Jean-Yves Calvez et d'autres ont traité des rapports entre la concurrence et la solidarité au niveau du marché international, de l'Europe en reconstruction, de l'entreprise et

de la vie locale. Avec une insistance commune : la « solidarité » ne peut plus intervenir seulement comme « valeur-butoir » de l'économie. Elle est devenue une dimension indispensable à toute bonne gestion.

Une approche manichéenne a longtemps prévalu dans la tradition sociale de l'Eglise de France, idéalisant la « culture de solidarité », diabolisant au contraire les « esprits de compétition ». Bernard Stasi déplore le « culte du gagnant », autant que le socialisme qui a pénalisé « l'imagination, le risque et la responsabilité » dans les pays de l'Est, compromettant aujourd'hui encore leur redémarrage. A l'affrontement de « systèmes bloqués » qui a montré ses limites, les orateurs et les participants de cette Semaine sociale proposent donc de substituer, comme dit leur président, M. Jean Gélam (président d'honneur de Bayard-Presses), une « coexistence simultanée et dialectique » des principes de compétition et de solidarité, excluant leurs effets pervers, concurrence sauvage ou assistance. « Deux milliards d'êtres humains vivent avec moins de 1 dollar par jour, dit M. Camdessus. Notre rôle est d'éveiller les hommes à la responsabilité universelle. C'est un sixième sens qui a été atrophié. »

Cette « conversion » est dans le droit-fil de l'encyclique sociale *Centesimus Annus* que le pape a publiée (le Monde du 4 mai), légitimant pour partie le profit, mais démontrant aussi le risque qu'il y aurait pour l'économie de marché à ne pas surmonter sa victoire sur l'économie socialiste et à oublier son devoir de solidarité à l'égard des exclus et des pays les plus pauvres.

HENRI TINCO

EMPLOI

Chaque mardi daté mercredi

Le Monde

INITIATIVES

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guiz
directeur de la gestion
Bernard Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solà
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amable
Thomas Fervet
Philippe Herminet
Jacques-François Simon

Daniel Varner
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : 40-66-25-98
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

SPORTS

VOILE : la coupe de l'America

Puzzle pour un Défi

Ville de Paris, la troisième voilier du Défi français pour la Coupe de l'America, est arrivé le 7 novembre à San Diego (Californie). Sa construction en un temps record (cinq mois) va permettre à l'architecte Philippe Briand et à l'équipage de Marc Pajot de disposer de deux mois pour optimiser ses réglages avant le début, le 25 janvier 1992, de la Coupe Louis Vuitton qui désignera le challenger pour la Coupe de l'America.

FONTENAY-LE-COMTE
de notre envoyé spécial

Neuf mois après la crise visant à écarter Marc Pajot, six mois après le premier championnat du monde des America's Cup Class où le premier Ville de Paris avait dû se contenter d'une médiocre septième place, le Défi français a retrouvé le moral. Le mardi 5 novembre était même jour de fête au chantier Mag France, à Fontenay-le-Comte (Vendée), où Yvon Jacob, président du groupe Legris Industries et de France America, et Philippe Briand, architecte et directeur technique du Défi, présentaient le dernier né des America's Cup Class.

« FI (mis à l'eau en mars 1990) était un bateau test, le premier conçu à partir de la nouvelle jauge America's Cup Class que nous avons créée fin 1988, explique Philippe Briand. Le premier Ville de Paris, achevé juste avant le championnat du monde (mai 1991) était une base de travail. Notre troisième bateau est l'aboutissement de tout le travail de développement entrepris à partir du précédent. »

Juchée sur la rampe qui devait la conduire à l'aéroport de Nantes où un avion cargo, Antony l'attendait pour la transporter à San Diego, la coque bleue du nouveau

Ville de Paris, dépourvue de tous ses appendices, n'a pas trahi les secrets entretenus à son sujet par l'architecte.

Le nouveau bateau du Défi français est, semble-t-il, un peu plus long (près de 24 mètres) et plus puissant que le précédent. Mais l'essentiel du travail de développement a porté sur les appendices. « Le championnat du monde nous a conforté ou influencé sur différents points, mais le travail entrepris depuis décembre 1990 sur la conception du troisième bateau n'a pas été modifié à plus de 20 %, affirme Philippe Briand. Le mal qui nous affectait, surtout au près, a été corrigé. La quille, très performante en théorie, était trop extrême. »

Cent vingt configurations de quilles

Les appendices d'un America's Cup Class représentent environ 30 % de la traînée du bateau. Le lest qui lui donne l'essentiel de sa stabilité, est un bulbe suspendu à quatre mètres de profondeur qui peut peser de dix à vingt tonnes

selon les options architecturales retenues. Les formes de cette torpille et du voile de quille qui la relie à la coque, peuvent donc influencer considérablement les performances du bateau.

En collaboration avec Dassault Aviation, le Centre de recherche pour l'architecture et les industries nautiques (CRAIN), dirigé à La Rochelle par Philippe Pallu de la Barrière, a étudié quelque cent vingt configurations de quilles et de safrans, testées sur un programme de prédiction de vitesse établi à partir des caractéristiques du bateau et du plan d'eau de San Diego. Les meilleures, conçues en maquettes, ont été expérimentées dans le tunnel hydrodynamique de la société Bertin. Trois tests différents ont déjà été construits et essayés sur le premier Ville de Paris à San Diego.

« Par rapport au championnat du monde, nous avons gagné 4/10 de nœud, affirme Philippe Briand. D'autres quilles sont encore à l'étude et pourront être mises en place jusqu'aux demi-finales (1^{er} avril). Si les formes de la coque sont figées, le réglage de l'ensemble

coque-appendices-gréement recèle une grande variété de combinaisons. Il nous faut maintenant gérer notre course de progression jusqu'au bout de la compétition. »

Afin de disposer d'un maximum de temps pour optimiser le bateau, les responsables du Défi français ont réussi à réduire à cinq mois (5 juin-5 novembre) les délais de construction en mobilisant quelques-uns des meilleurs chantiers français : Technologie marine pour le moule, Marc Pinta pour le pont, Capitain Flint pour les appendices, ACX pour le mât et Mag pour la coque.

Cette technique du puzzle a aussi permis d'exploiter dans chaque domaine les technologies les plus avancées. Ainsi la coque a-t-elle été construite à partir de tissus de carbone préimprégnés de résine déjà utilisés pour la conquête spatiale (satellite Intelsat 6 et réservoirs d'eau d'Ariane), fournis par Brochier SA. Trois coques sous vide à 94° dans un four de 25 mètres de long ont permis la réalisation de la coque, puis une quatrième à 50° son assemblage avec le pont. Cette technique a permis de respecter le devis de poids de 3 tonnes à quelques grammes près.

Le même soin a été apporté à la confection du mât. Contrairement aux mâts des Américains, Suédois ou Espagnols, également construits par ACX à partir d'un même moule et avec un accastillage métallique, ceux de la Ville de Paris et de Mauro di Venezia ont été conçus spécifiquement et entièrement réalisés en fibre de carbone. A 400 000 dollars (2,25 millions de francs) l'unité, le gain de poids de 100 kilogrammes ainsi obtenu permet au mât français d'être à la hauteur maximale (32,5 mètres) et au poids minimum (840 kilogrammes), autorisés par la jauge. La conception et la réalisation du deuxième Ville de Paris ont nécessité 30 000 heures de travail.

GERARD ALBOUY

PATINAGE ARTISTIQUE : Trophée Lalique

Les malheurs de Surya

Championne d'Europe en titre, la Française Surya Bonaly s'est classée cinquième du Trophée Lalique, qui, du 8 au 10 novembre, constituait une répétition générale pour les meilleurs patineurs mondiaux dans le théâtre des épreuves olympiques de février 1992. Résultat de mauvais augure ? Elle a été surclassée non seulement par les deux demières championnes du monde, la Japonaise Midori Ito (1990) et l'Américaine Kristi Yamaguchi (1991) mais aussi par l'Allemande Patricia Neske, cinquième européenne en 1990 et 1991.

libres : en quatre minutes, il s'agit d'allier le maximum de difficultés techniques avec la chorégraphie la plus séduisante. Tout compte : le costume, la musique, l'originalité. Quand Surya monte sur la glace, l'impression de déjà vu s'impose : la lunique gris acier, le programme plus athlétique qu'artistique sont estampillés. C'est presque fêtu. Et l'exécution se fait nerveuse, laborieuse : une petite perte d'équilibre au bout de quarante secondes, une chute à la minute pour la réception d'un triple saut, puis une autre plus tard sur une combinaison de sauts. Les juges ne la « suivent » pas, ils la notent sec. Elle se classe cinquième.

Conflits d'adultes

L'échec est patent, cinglant, alarmant dans la perspective des Jeux. Surya ne trouve pas les mots pour l'expliquer. Sa mère parle de petits détails à régler. Pour elle, sa fille reste la seule patineuse au monde à pouvoir réaliser quatre tours en l'air. La certitude de veiller à la destinée d'une grande championne anime cette végétarienne ascétique. Mais cette conviction est-elle maintenant partagée en dehors du cercle familial ? Il est manifeste que les parents de Surya sont de plus en plus souvent en conflit avec le cadre fédéral. Il y a eu un accrochage sévère à propos de la chorégraphie avec Annick Gailhaguet, qui en a normalement la charge. Il y a eu un différend sur le choix d'un commanditaire pour l'usage des patins de la championne. C'est à la fois mesquin et chagrin.

Il reste trois mois pour faire table rase de tout cela. Pour permettre à une adolescente d'échapper à ces conflits d'adultes et de réaliser les promesses d'un talent qui n'est pas encore gâché. Trois mois pour convaincre les juges de la replacer dans le trio vainqueur, pour se faire craindre à nouveau par ses adversaires. Pour que le rêve d'une petite Réunionnaise qui s'est épanouie sur la glace ne devienne pas un cauchemar.

ALAIN GIRAUDO

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Les organisateurs des Jeux d'hiver d'Albertville ont trois mois pour donner un semblant d'âme à la patinoire olympique qui est apparue, pour son inauguration à l'occasion du Trophée Lalique, comme un hangar froid et triste. Trois mois, c'est aussi le laps de temps, long et court à la fois, dont dispose Surya Bonaly pour mettre au point un programme qui la rende compétitive avec les meilleures patineuses mondiales. La jeune Noire, qu'une dynamique du succès a porté au titre européen au début de l'année, semble désormais entraînée dans une spirale de l'échec.

Vendredi 8 novembre, programme original : en deux minutes, il s'agit d'exécuter huit figures, sauts et pirouettes enchaînés. Cruelle particularité de l'exercice : le droit à l'erreur n'existe pas. Surya s'élance pour une combinaison triple saut-double boucle. Elle tombe à la réception du premier. Elle ne peut donc exécuter le second. Faute inexplicable, injustifiable ? Les juges lui retirent quelques dixièmes de points. Elle écrase quelques larmes. Rien n'est encore perdu, une place sur le podium reste possible.

Samedi 9 novembre, figures

OMNISPORTS : la participation de l'Afrique du Sud aux Jeux de Barcelone

Arène sportive, arène politique

L'ancien exilé politique, l'artisan de la mise à l'écart des athlètes sud-africains des arènes internationales et le chantre du boycottage sportif, M. Sam Ramsamy, par un curieux retournement de l'histoire, est aujourd'hui celui qui a réintégré l'Afrique du Sud dans la grande famille du sport. C'est du moins ce que pensent la majorité des Sud-africains qui ont accueilli avec bonheur la décision du Comité national olympique (NOCSA) d'abandonner les vieux emblèmes sud-africains : l'hymne national, le drapeau orange-blanc-bleu et la célèbre mascotte des sportifs, le springbok, une antilope sud-africaine connue pour sa vivacité.

M. Ramsamy avait expliqué qu'il s'agissait d'une mesure transitoire et avait annoncé, pour les Jeux de Barcelone, que l'Ode à la Joie, de Beethoven serait utilisé comme hymne tandis qu'un drapeau neutre sur lequel voisinent les cercles olympiques et d'autres symboles bleus, bruns, verts, servirait d'emblème. La réaction des autorités a été immédiate. Le ministre de l'éducation nationale, M. Louis Pienaar, qui a complétement sur les sports, est aussitôt monté au premier ligne stigmatisant le caractère « antidémocratique » de ces mesures.

Le ministre a mis au défi M. Ramsamy d'organiser un sondage afin de vérifier la popularité du Springbok. M. Louis Pienaar a indiqué que son gouvernement ne subventionnerait pas le Comité national olympique puisqu'il n'est bien celui-ci s'engageait en politique. « Ce serait comme verser des fonds à l'Inkatha. Et vous savez quand nous avions fait cela », a estimé le ministre en faisant référence au scandale de l'Inkathagate (1). M. Pienaar, a émis le vœu que le gouvernement réussisse à mobiliser la population pour contrecarrer la volonté de l'ANC et de ses alliés d'imposer leur politique en matière de sports.

Theresa, à son domicile de Calcutta et révélaient que la Fédération unifiée de cricket s'est engagée à faire un don de 100 000 roupies à la mission de la célèbre religieuse tandis que les sponsors de la tournée en donneront 20 000 pour le fonctionnement de l'un des 500 homes d'enfants.

Les fédérations de cricket, de tennis et de golf ont achevé la métamorphose qui leur permet de participer à des compétitions internationales. Ce n'est toujours pas le cas de l'athlétisme dont la route nouvelle confédération multiraciale composée de trois fédérations (une blanche et deux noires) est rongée par des conflits internes. Sous la pression des deux fédérations noires proches de l'ANC et du Congrès pan africain (PAC), les instances de l'athlétisme sud-africain avaient finalement refusé d'envoyer une équipe participer aux championnats du monde à Tokyo, au mois d'août dernier (le Monde daté 25-26 août), en dépit d'une invitation officielle lancée par la fédération internationale (IAAF).

Omniprésence de l'ANC

Les négociations entre la Fédération sud-africaine de rugby (SARB) présidée par Dannie Craven et l'Union du rugby sud-africain de M. Ibrahim Patel n'ont débouché sur rien de concret. L'efficace Steve Tshwete dirige les discussions entre les deux organisations. L'ANC souhaite aboutir rapidement à l'unité dans le monde du rugby, le sport roi en Afrique du Sud. M. Nelson Mandela s'est entretenu récemment avec les représentants des deux fédérations et doit les revoir cette semaine. L'engagement soudain de l'ANC pour le rugby, un sport essentiellement populaire dans la communauté blanche, ne doit rien au hasard. Si l'unité est réalisée rapidement, l'Afrique du Sud pourrait accueillir la Coupe du monde en 1995. Or les prochains scrutins législatifs et présidentiels sont aussi fixés à 1995, une échéance qui devrait voir l'avènement d'un gouvernement ANC.

L'omniprésence de l'ANC dans les instances sportives a suscité l'inquiétude du Parti national, au pouvoir depuis 1948. Au cours du congrès régional du NP qui s'est

intéressés divergents, l'organisation de Nelson Mandela, dans ce domaine au moins, a réussi à s'attirer la sympathie d'une fraction de la communauté blanche.

Le cricket en pointe

M. Tshwete a joué un rôle crucial pour le cricket, le rugby, le football, le golf et l'athlétisme, avec un message simple : d'abord l'unification, puis un engagement ferme en faveur du développement du sport dans les communautés défavorisées. Deux conditions sine qua non pour un retour effectif aux compétitions internationales. Le cricket est la première grande famille à s'être reconciliée, marquant le succès de l'ANC dont les efforts ont été couronnés au mois de juillet dernier par la réaffiliation de l'Afrique du Sud au sein de la fédération internationale, la réadmission dans le circuit de la Coupe du monde et la tournée historique de trois matches commencée en Inde, samedi 9 novembre.

La presse consacre beaucoup de place à cette tournée, qui met fin à vingt et un ans d'isolement de l'Afrique du Sud. Les journaux dominicaux publient, en première page, la photo de Clive Rice, le capitaine de l'équipe sud-africaine, agenouillé, serrant la main de Mère

et Nelson Mandela. Ce n'était pas seulement une question de tact ou de diplomatie, mais aussi le constat que sans la volonté de l'un et de l'autre l'Afrique du Sud serait toujours le pays de l'apartheid fondé sur la discrimination raciale contre laquelle, justement, M. Ramsamy s'est si longtemps battu.

Nulle part ailleurs, sport et politique n'ont été aussi étroitement imbriqués qu'ils le sont en Afrique du Sud. Les politiciens n'ont jamais hésité à mettre l'argument sportif au service de leur cause, habile stratégie pour toucher une population frustrée. C'est une des raisons pour lesquelles les sanctions internationales appliquées aux manifestations sportives ont eu un impact réel plus fort que dans le domaine des affaires, par exemple.

Si le président De Klerk, son gouvernement et le Parti national (NP) ont gardé l'initiative politique, depuis la libération de Nelson Mandela, le 11 février 1990, ils ont, en revanche, complètement laissé de côté tout ce qui touchait au sport. Une aubaine pour le Congrès national africain (ANC) qui, avec beaucoup d'à propos, a plaidé l'unification des diverses fédérations sportives sud-africaines. En quelques mois, sous l'impulsion de M. Steve Tshwete, le « Monsieur-sport » de l'ANC, qui a joué le médiateur entre des fédérations aux

Les résultats

BASKET-BALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale 1 A masculins (Château d'Azay)

Cholet b. Racing Paris	81- 89
Villeneuve b. Tours	81- 89
Grovelles b. Limoges	54- 51
Saint-Quentin b. Reims	86- 88
Pau-Orthez b. Montpellier	86- 79
Rennes b. Le Mans	76- 64
Orléans b. Mulhouse	80- 75
CSO Lyon b. Antibes	102-100

Classement. - 1. Limoges et Cholet, 20 pts ; 2. Pau-Orthez, 19 ; 4. Grovelles, Montpellier et CSO Lyon, 18.

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Presnière Division (De-septième journée)

Montpellier et Marseille	0-0
--------------------------	-----

Monaco b. Nantes	1-0
Paris-SG et Toulouse	0-0
Caen b. Metz	1-0
Le Havre b. Nancy	3-1
Lille b. Saint-Etienne	2-0
Cannes et Auxerre	1-1
Toulon b. Nîmes	5-0
Lyon et Lens	1-1
Rennes b. Sochaux	2-0

Classement. - 1. Marseille, 25 pts ; 2. Monaco, 23 ; 3. Paris-SG, 22 ; 4. Caen, 21 ; 5. Le Havre, 18 ; 6. Metz, 18 ; 7. Auxerre, Montpellier, Nantes et Toulouse, 17 ; 11. Saint-Etienne, Toulon, Lille, Lens et Nîmes, 16 ; 18. Cannes et Rennes, 15 ; 19. Lyon, 14 ; 19. Sochaux, 11 ; 20. Nancy, 9.

Amiens b. Lens	1-0
Tours b. Guingamp	2-0
Boulogne et Red Star	1-1
La Roche-sur-Yon b. Lorient-Caenn	2-0
Angers et Orléans	1-1
Brest b. Sedan	4-1
Le Mans b. Beauvais	2-1

Classement. - 1. Angers, 24 pts ; 2. Valenciennes, 23 ; 3. Brest, 21 ; 4. Rouen, 20.

GROUPE B

Saint-Quentin et Bastia	2-2
Strasbourg et Istres	1-1
Alès b. Mulhouse	2-0
Rodez b. Arles	2-1
Gaillon b. Grenoble	3-0
Bordeaux b. Saint-Seurin	0-1
Perpignan b. Châteauroux	1-0
Marignac et Nîmes	1-1
Apollon b. Epinal	3-1

Classement. - 1. Strasbourg et Bordeaux, 29 pts ; 3. Istres, 23 ; 4. Perpignan, 22 ; 5. Rodez, 19.

PATINAGE ARTISTIQUE

TROPHÉE LALIQUE

à Albertville (Savoie)

Couples. - 1. A. Kiylova et V. Fedorov (URSS) ; 2. Kovarkova et Novotny (Tch.) ; 3. Beckhe et Petrov (URSS).
--

Dames. - 1. A. Kiylova et V. Fedorov (URSS) ; 2. D. Vyon et F. Palluel (Fra.) ; 3. K. Mizova et M. Simacek (Tch.).

Hommes. - 1. K. Browning (Can.) ; 2. V. Zagorodnikov (URSS) ; 3. A. Umerov (URS) ; 4. E. Milot (Fra.).

ملكا من لندون

De la place Dauphine à Saint-Paul-de-Vence

Itinéraire d'un deuil

La place Dauphine avait, samedi soir, encore plus mauvaise mine que dans la chanson de Jacques Dutronc : marronniers dénudés, feuilles mortes à ramasser à la pelle, éclairage blafard. Surtout, une lourde et silencieuse chape de tristesse pesait sur la petite centaine de personnes, journalistes compris, qui fixaient étrangement la porte du numéro 15.

Dans le restaurant Chez Paul qui jouxte l'immeuble, les conversations s'échangeaient à voix basse. On y était sous le choc de la nouvelle, apprise en milieu d'après-midi. Et puis une information chuchotée parcourrait la petite foule : le corps du chanteur-comédien allait être ramené non pas place Dauphine mais à son autre domicile parisien 114, boulevard Saint-Germain, à quelques centaines de mètres de là. On retrouvait le Pont-Neuf avec, dans la tête, l'image affectueuse et la voix chaleureuse d'un grand escogriffe aux cheveux blancs. Sa dépouille mortelle devait être déposée à cette adresse un peu après 20 heures.

C'est très tard dans la soirée de vendredi - 23 h 49 selon l'appel enregistré - que les sapeurs-pompiers de Senlis (Oise) ont prévenu qu'une personne vient d'être victime d'un malaise cardiaque à Villers-Saint-Frambourg.

Quelques minutes plus tard, l'équipe du SMUR (service mobile d'urgence et de réanimation) découvre qu'il s'agit d'Yves Montand. Le chanteur-comédien, qui tournait dans le plus grand secret ou presque - selon la volonté de Jean-Jacques Beineix - les dernières scènes d'un film dont il était la seule vedette, était allongé dans un car de régie. Présentant les symptômes de l'infarctus du myocarde, mais tout à fait conscient.

Avant d'être placé dans l'ambulance, il disait à un médecin : « S'il m'arrive quelque chose, à mon âge, j'ai assez vécu, et même très bien vécu, pour ne rien regretter. » Il ajoutait aussitôt : « Ne prévenez ni ma femme ni mon enfant. » Et, au cours du trajet qui le menait au centre hospitalier général de Senlis, il remerciait ainsi les sapeurs-pompiers, tendresse, ironie et simplicité mêlées : « J'ai rarement été aussi confortablement transporté. »

Admis au service des urgences, puis, vers 4 h 30 samedi, à celui de réanimation, Yves Montand était, durant toute la nuit, l'objet de soins intensifs. Mais, après une évolution de son état de santé favorable dans les premières heures, une récidive de l'infarctus a entraîné son décès à 13 h 10, indiquait un communiqué de l'hôpital. A son chevet, se trouvaient

notamment Carol, sa compagne, mère de leur fils Valentin (trois ans en janvier), Bernard Kouchner et Christine Ockrent (marraine de Valentin), Catherine Allégret, fille de Simone Signoret, et François Périer.

« Merci de m'avoir fait reconnaître mon erreur »

Paris s'est éveillée dimanche matin 10 novembre encore sous le choc de l'émotion et a commencé à bouger. Déjà, dans la matinée, 150 à 200 personnes stationnaient sur le trottoir situé face au 114, boulevard Saint-Germain, protégé par la police. Pour, aussi, comme c'est toujours le cas lorsque meurt une célébrité, en voir d'autres venir lui rendre hommage. Dimanche matin, c'étaient des vedettes du monde du spectacle : Claude Berri, Daniel Auteuil et, descendant ensemble d'un taxi, Michèle Morgan, chapeau clair et lunettes sombres, Gérard Oury et Georges Cuvénec.

Curieux et admirateurs à la fois : la foule n'a cessé de grossir tout au long de la journée, une foule recueillie, on ne remarquait pas beaucoup de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Yves Montand n'était pas Serge Gainsbourg. C'est le

monument de la chanson et du cinéma que sont venus saluer une dernière fois dimanche les Parisiens, mais aussi l'homme engagé, comme en témoigne le registre mis à la disposition du public. On pouvait lire, entre autres, cet hommage : « Merci de m'avoir fait reconnaître mon erreur. » Allusion à la propre « révélation » d'Yves Montand face au communisme stalinien.

A deux pas de là, le kiosquier du carrefour de l'Odéon était débordé. Il avait vendu deux fois plus d'exemplaires du *Journal du dimanche* qu'à l'ordinaire mais aussi des journaux italiens qui rendaient hommage au fils d'émigrés Ivo Livi, né le 13 octobre 1921 à Monsummano-Alto (Toscane), un village natal qui a cependant appris la nouvelle sans émotion excessive : il y a quelques années, Yves Montand avait refusé la citoyenneté d'honneur de Monsummano-Alto. Il savait que c'était l'antidote des habitants de la localité qui avait contraint à l'exil son père Giovanni, antifasciste convaincu.

Partout où l'interprète de *L'aven* a eu des attaches, la peine est profonde. Et d'abord, à Saint-Paul-de-Vence. Jacques Prévert lui avait fait découvrir un soir de 1947 ce village des Alpes-Maritimes et son auberge La Colombe d'Or, qu'il ne

devait plus cesser de fréquenter depuis qu'il y avait rencontré Simone Signoret. C'est à Saint-Paul-de-Vence qu'il avait épousé le 22 décembre 1951, avec pour témoins Jacqueline et Marcel Fagnol, Jacques Prévert et Henri-Georges Clouzot. C'est là encore qu'il avait fait la connaissance de la future mère de Valentin. Il y possédait une grande maison. Il y jouait de mémorables parties de pétanque ou de cartes. Il y était encore vendredi matin.

A Authueil-Authouillet, aussi, on pleure Yves Montand : le chanteur-acteur possédait dans cette petite commune de l'Eure une propriété blanche à colonnades. Il y résidait depuis 1955 et participait activement à la vie de la bourgade, manifestant récemment aux côtés du maire contre un projet de décharge d'ordures dans une carrière.

C'est là qu'est scolarisé son fils Valentin, et la semaine dernière, entre deux prises de vues, il avait tenu à rencontrer l'institutrice. Dimanche matin, les drapeaux de la mairie étaient en berne, et une gerbe de fleurs était déposée devant le groupe scolaire qui porte le nom de Simone Signoret.

MICHEL CASTAING

Les hommages des milieux politiques et culturels

Battant et combattant

Au début de son entretien avec Jean-Pierre Elkabbach, sur la 5, dimanche soir, M. Mitterrand a notamment déclaré : « Yves Montand, pour beaucoup de Français, faisait partie de leur famille. Ils avaient avec lui une relation affectueuse. Et puis ses chansons, ses rôles, ses prises de position toujours passionnées ont accompagné leur vie. D'où ce sentiment de deuil. Des chansons d'Yves Montand (...) ont marqué certains moments de ma vie (...). C'est vrai que les Feuilles mortes ont été pour les gens de ma génération - mais je pense que cela continue maintenant avec les plus jeunes - un moment significatif, un certain état d'esprit, ou plutôt un certain état d'âme après la deuxième guerre mondiale. »

Samedi, le chef de l'Etat, dans un message de condoléances envoyé à la compagne d'Yves Montand, écrivait qu'« avec lui s'éteint la voix d'un grand artiste et disparaît le talent d'un acteur entré dans l'histoire du spectacle de notre époque. Il était un témoin engagé de son temps, mettant son rayonnement au service de ses convictions. »

Des convictions qui ont évolué à la mesure des bouleversements qui ont marqué l'histoire contemporaine. Longtemps compagnon de route du Parti communiste, il y laissera beaucoup de regrets : « C'est, ses rapports avec le Parti communiste s'étaient beaucoup détachés après une période où nous l'avions, avec d'autres, soutenu alors qu'il était vivement critiqué par les forces de droite pour le contenu de ses chansons. Nous avons d'autant plus regretté cette situation que nous étions de la cause de la liberté, de la démocratie et des droits de l'homme ne fut jamais moindre que le sien. »

Un attachement qu'Yves Montand avait encore manifesté le 19 août quand, à l'appel de M. Jack Lang, il avait participé à la création du Comité international pour la démocratie en URSS au premier jour du putsch : « Il faisait corps avec notre Histoire », écrit le ministre de la culture dans le *Journal du dimanche* du 10 novembre. Chaque fois qu'un peuple ou un homme souffrait, il répondait présent. Ses espoirs, ses doutes, ses utopies formaient un tout indissociable. Ils nous habiteront encore longtemps. »

Plusieurs membres du gouvernement, dont le ministre de la communication, M. Georges Kiejman, et le premier ministre, M. Edith Cresson, ainsi que des dirigeants politiques de la majorité ont réagi pour célébrer en termes voisins l'artiste et le militant des droits de l'homme. Dans l'opposition, M. Valéry Giscard d'Estaing a déclaré « perdre un ami personnel (qu'il avait) rencontré à de nombreuses reprises (...) C'est à la fois un très grand talent et un jeune père qui disparaît ». M. Jacques Chirac veut se souvenir de « l'immense artiste (qui) a laissé sa marque à jamais. Mais, au-delà, il y avait l'homme engagé, le passionné de justice qui portait sur notre monde un regard d'une inlassable vigilance. »

A Jérusalem, où toutes les radios ont modifié leurs programmes pour lui rendre hommage, le chef de l'opposition travailliste israélienne, M. Shimon Péret, a rappelé qu'« on prêtait souvent à Yves Montand une origine juive. Ce n'est pas le cas, mais il affirmait lui-même partager

le destin du peuple juif, en rappelant qu'il était issu d'une famille d'immigrants pourchassés et poussés à l'exil par le fascisme. La dernière fois que nous nous sommes rencontrés dans un petit bistro à Paris, il y a quelques mois, il proposait encore son aide pour favoriser le processus de paix au Proche-Orient. »

Même émotion à Athènes, résumée par l'actrice et ancien ministre de la culture socialiste Melina Mercouri : « Le monde a perdu un immense artiste, et moi un grand ami. Il a beaucoup travaillé pour aider la résistance grecque à la dictature des colonels. Pour la Grèce, il était, avec Edith Piaf, la plus grande voix de la chanson française. » De nombreux artistes ont manifesté gravement leur désarroi après la disparition de celui qui fut pour beaucoup un exemple et un frère. Le cinéaste Jean-Jacques Beineix, avec qui il travaillait jusqu'à ses derniers instants, a salué sur TF1 un grand monsieur qui cultivait le goût de la chose bien faite jusqu'à l'obsession. J'ai visionné des rushes il y a deux jours et j'ai été très frappé : on a vu un visage qu'on ne reconnaissait pas, très marqué. »

Réalisateur du diptyque *Jean de Florette* et *Manon des Sources*, Claude Berri dit de Montand qu'« il était magnifique. Il venait sur le plateau même les jours où il ne tournait pas, en costume. Des neuf mois de tournage, il en avait peut-être cinq, mais il en a fait neuf (...). C'était un partenaire idéal. » Alors qu'il était en scène à Vannes (Morbihan), Guy Bedos a salué « un grand, quelqu'un qui savait faire son métier, comme Bré, Brassens ou Pierre Brasseur (...). Pour moi, c'était toujours l'ami d'une femme qui a beaucoup compté, Simone Signoret. Elle doit être contentée aujourd'hui, car elle va se le garder pour elle toute seule. »

Dans la presse européenne

« Un maître du charme »

Dans toute l'Europe, journalistes, artistes et écrivains rendent hommage à la star disparue. En Italie, où Yves Montand était unanimement considéré comme un enfant du pays, la totalité de la presse dominicale a fait la « une » sur sa disparition. (Lire l'article de Marie-Claude Decamps page 20.)

En Espagne, la mort d'Yves Montand est annoncée à la « une » de l'ensemble de la presse. Fernando Arrabal lui rend hommage dans le quotidien ABC, tandis que, dans un article publié par le quotidien *Diario 16*, Jorge Semprun, ancien ministre de la culture et ami personnel de l'acteur,

Deux livres

Deux livres sont essentiels pour mieux connaître Montand : *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était*, souvenirs de Simone Signoret parus au Seuil en 1976, et le livre d'Hervé Hamon et Patrick Rotman, écrit à partir d'entretiens : *Tu vois, je n'ai pas oublié* (La Seuil/Fayard, 1990).

Yves Montand a prêté au communisme, la française son visage avant d'être, à la fin des années 60, l'une des incarnations de la désillusion vis-à-vis des mythes stalinien et des trucs de l'histoire, puis un militant de leur dénonciation. Homme de spectacle soucieux de participer au débat politique, il a témoigné de l'importance qu'a eue la culture communiste dans la société française.

Les liens d'Yves Montand avec la culture communiste étaient d'ordre à la fois personnel, de par ses origines familiales et son histoire, et intellectuel, à travers sa fréquentation des milieux artistiques et intellectuels parisiens, où l'entraînait son épouse, Simone Signoret. Fils d'un militant antifasciste italien immigré en France dans les années 30, ouvrier dans un chantier naval et docker à Marseille, Montand s'était voué très tôt à une carrière d'artiste. Le jeune chanteur engagé à l'ABC au début de 1944 n'a pas été un résistant.

Il ne renie, pour autant, ni ses origines ni les choix qui sont ceux de sa famille : son père est communiste, son frère, M. Julien Livi, l'est aussi et exercera des responsabilités à la CGT. Cependant, l'image de « proto chantant » qui sera la sienne dans les années 50 lui revient de l'extérieur, sans qu'il l'ait cherchée. L'époque que, moi, melle le populisme d'une Edith Piaf, le « fantaisisme social » de Jacques Prévert et Marcel Carné, les souvenirs du Front populaire, l'imagerie parisienne et ouvrière de Francis Lemarque. Montand, à la croisée de ces esthétiques, en est l'incarnation parfaite. Le PCF n'arde pas à vouloir le « récupérer ».

En 1950, Montand signe l'appel de Stockholm, texte pacifiste dirigé contre les Etats-Unis et qui sert de manifeste au Mouvement de la paix,

organisation animée par les partis communistes. Simone Signoret et lui participent aux manifestations de ce mouvement, aux côtés des dirigeants du PCF et d'intellectuels et artistes comme Sartre, Picasso et Gérard Philipe.

Le chanteur apporte aussi sa contribution à la lutte menée par le PCF contre la guerre d'Indochine, avec une chanson de Francis Lemarque, *Quand un soldat*, interdite à la radio. Il verse aux souscriptions lancées par le PCF, donne sa signature à d'innombrables pétitions, mais à aucun moment il n'adhère au PCF, non plus qu'il ne participe à la Fête de l'Humanité. Selon ses biographes, Hervé Hamon et Patrick Rotman, il veille à ne pas devenir un artiste officiel du Parti communiste.

Confrontation avec Khrouchtchev

L'année 1956 est pour le couple, comme pour bien des militants ou compagnons de route du PCF, celle des épreuves. Les révélations contenues dans le rapport de Nikita Khrouchtchev, au congrès du PC soviétique, sur la terreur stalinienne sont nées par le parti français, mais, publiées par le Monde, obligent nombre de communistes à un examen de conscience.

En octobre, l'intervention des troupes soviétiques, qui écrasent la révolution hongroise, provoque une vague de ruptures au PCF. Yves Montand et Simone Signoret sont attendus à Moscou pour une tournée, ils décident finalement de partir, le 16 décembre, et sont les hôtes d'un dîner offert en leur honneur par le bureau politique du PC soviétique. Khrouchtchev et Molotov y tiennent. Simone Signoret a raconté la scène, qui voit Montand reprocher aux dirigeants de Moscou l'interven-

tion à Budapest. Khrouchtchev lui répond en reprenant son rapport de février sur le stalinisme, révilant ainsi ce qu'il avait été dit ou écrit par ceux qu'on appelait pas encore les « dissidents » était vrai.

Ce voyage, qui continue par une tournée des pays de l'Est européen, marque un tournant dans la relation de Montand avec le communisme. Désormais, il se tient « à distance », sans rompre officiellement. Il reste proche des communistes dans leur combat contre les régimes dictatoriaux soutenus par les Etats-Unis et contre la guerre du Vietnam. En 1969, il tourne *Z, de Costa-Gavras*, dénonciation du processus qui, à partir de 1963, avait conduit au putsch des colonels en Grèce. Cependant, depuis la répression du « Printemps de Prague » par les troupes soviétiques, en août 1968, Montand est résolu à dénoncer tout autant les méfaits du stalinisme. L'attitude du PCF pendant les événements de mai et juin, en France, l'a choqué. Il le dit publiquement, ce qui entraîne une brouille avec son frère. En 1970, il tourne *L'aven*, version cinématographique, sur un scénario de l'ancien communiste espagnol Jorge Semprun, du livre dans lequel Arthur London raconte le procès intenté aux antistalinistes du PC tchécoslovaque en 1952.

Le chanteur et acteur accompagne le mouvement qui amène toute une partie de la gauche intellectuelle à rechercher, au cours des années 70, une « troisième voie » entre le communisme et le capitalisme. Son cheminement l'amène, toutefois, plus vite et plus loin que d'autres à considérer, d'une part, que le régime soviétique représente un danger pour la paix et pour la liberté dans le monde et, d'autre part, que toute tentative de rupture avec l'économie libérale est vouée à l'échec. Alors

que la gauche parvient au pouvoir, Montand, symbole de ses combats, se tient à l'écart. En 1984, tout en soutenant la position de François Mitterrand dans l'affaire des euro-missiles, face à l'Union soviétique, il critique ce qu'il estime être les erreurs du pouvoir en matière économique.

« Vive la crise ! »

Au moment où les dirigeants socialistes se sont engagés eux-mêmes sur la voie de la « rigueur » et du réalisme économique, Montand devient le porte-parole des désillusionnés. A la télévision, il est le présentateur, en février 1984, d'une émission, « Vive la crise ! », qui pousse à son terme la révision des conceptions économiques de la gauche. Il refuse, d'ailleurs, de se situer dans un camp plutôt que dans l'autre et dit son estime pour certains responsables de la droite. L'année suivante, il récidive avec « Face à la guerre », émission sur la menace militaire soviétique. Proche, alors, des analyses de Marie-France Garaud, l'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, qui se consacre à l'observation et à la lutte contre l'expansionnisme soviétique, il paraît, alors, songer à jouer pleinement un rôle politique.

Les sondages l'y encouragent, qui, en 1986, le donnent comme « présidentiable » pour 15 % des Français. L'exemple de Ronald Reagan, ancien acteur devenu président des Etats-Unis, fait rêver certains. Montand lui-même semble renoncer bientôt à cette idée et tourne *Jean de Florette*. Son dernier rôle sur la scène politique française, qui lui aura fait incarner la démythification, lui suffit.

PATRICK JARREAU

Trois femmes, plus une

Edith Piaf, Simone Signoret, Marilyn Monroe, trois femmes ont compté dans la vie d'Yves Montand, trois femmes exceptionnelles : ce n'est pas un hasard. Il a su « prendre et donner », c'était sa définition de l'amour. Prendre ce qu'elles lui ont offert - connaissance, tendresse, générosité, - donner ce qu'elles ont attendu de lui : la possibilité de l'aider à être Yves Montand.

Longues jambes, hanches minces, large sourire de gosse, ciel de voiles. Sur scène, une façon d'onduler, de rouler des mécaniques qui faisait rêver d'amours canailles. Yves Montand possédait ce charme quand Edith Piaf l'a rencontré, elle en a ressenti le pouvoir. Elle a voulu devenir sa déesse, son Pygmalion, c'était sa façon à elle d'aimer. Il fallait que des milliers de spectateurs et spectateurs, comprennent, partagent son émotion.

De Piaf, Yves Montand a appris non seulement son

métier - exigence du répertoire, rigueur du geste, - il a appris à séduire au-delà de sa beauté. Ce qu'elle savait d'instinct, elle qui n'était pas belle. S'offrir pour séduire, chanson après chanson, comme si c'était à chaque fois la clef du bonheur.

Edith Piaf a aimé un jeune animal fougueux dont elle a fait un artiste. Simone Signoret est restée sensible jusqu'à sa mort au regard de cet homme - elle avait hésité à être la Madame Rosa trop maquillée, un vieux jupon, de la Vie devant soi. Mais d'abord, elle a aimé les révoltes d'un garçon pauvre, qui n'était pas français de « sang ». Un homme satisfait de son existence, mais confusément mal à l'aise de se trouver à l'abri du sort qui menace les anonymes. D'une certaine façon, elle s'est reconnue dans son obsession de la justice, dans ses colères désordonnées, elle qui savait les analyser, les canaliser. Ensemble, ils se sont donné le courage

d'oser. Oser parler, se servir de leur célébrité pour se faire entendre. Oser se tromper parfois. Simone Signoret a aimé les fragilités d'un homme fort. Elle a aimé un révolté dont elle a fait un militant de toutes les générosités.

Il y a eu aussi Hollywood et Marilyn Monroe : de quoi faire croire aux contes de fées. Yves Montand a connu le vertige d'être aimé de celle que tous désirent. Le sentiment exaltant de penser qu'elle avait besoin de lui. Elle l'a admiré, lui a donné l'image du protecteur - « My heart belongs to Daddy »... Puis est venue Carol, qui n'était pas célèbre, ne s'est jamais mise en avant, bien qu'elle lui ait donné le plus grand des bonheurs : un fils. Une vie discrète, la tranquillité. Et peut-être, quand même, la paternité a-t-elle ouvert à Montand un nouveau champ de bataille : l'enfance malheureuse.

C. G.

D'YVES MONTAND

Le music-hall

Pour trois minutes de bonheur

Yves Montand est né à dix-huit ans, un samedi soir de 1938, dans une petite salle du valon des Tuves, quartier Saint-Antoine, à Marseille. Sur la scène minuscule, il apparaît en costume clair, chemise blanche et cravate bleue. A son répertoire, *On est comme on est*, de Maurice Chevalier, et *Bottom*, de Charles Trenet. C'est un succès : les trente personnes qui s'étaient rassemblées devant lui applaudissent à tout rompre. Son imprésario, le confiseur Francis Tronzi, alias Beringot, lui promet l'Alcazar, le grand music-hall phocéen, connu jusqu'à Paris pour la « férocité » de son public. En attendant ce moment inespéré, il continue de se produire dans les salles de fortune ou en attraction, dans les cinémas, avant le grand film.

Arrive enfin le grand jour. Le 21 juin 1939, il entre sur la scène tant redoutée : chemise à carreaux et Stetson blanc sur la tête, la démarche chaloupée et les jambes arquées du cow-boy. Une seule chanson : *Dans les plaines du Far West*, écrite pour lui par Charles Humeau, un compositeur aveugle du quartier Saint-Antoine. « A l'Alcazar, ils te tuent en moins de deux, mais si tu es réchappé, tu pourras passer partout », lui avait prédit Beringot. Il s'en sort, et les portes vont effectivement s'ouvrir. Montand chante et danse. Son nom grimpe vers le haut de l'affiche. Avant de disparaître brutalement. La guerre est là et Montand, redevenu Ivo Livi, immigré italien, se retrouve manœuvre aux Chantiers de Provence.

Rencontre légendaire

C'est en effet à Monsummano, Alto, au nord-ouest de Florence, qu'est né Ivo, le 13 octobre 1921. Quand son père, ouvrier socialiste et antifasciste, se réfugie à Marseille en 1923, il le rejoint avec sa famille quelques mois après. La vie n'est pas facile : à l'âge de onze ans, il quitte l'école pour une fabrique de pâtes alimentaires où il est embauché puis licencié. Son maître, saisi par son talent d'assouvir sa fringale de cinéma.

« C'était l'âge d'or d'Hollywood, raconte-t-il plus tard. J'ai vu les films policiers de Mamoulian ou de Curtis, et surtout les comédies musicales. J'adorais Fred Astaire et Eleanor Powell. Les numéros de claquettes me remplissaient de joie. J'ai même été sursur des cours chez un Arménien. Quand je voyais Gary Cooper, je croyais que j'étais vraiment Gary Cooper. Je m'entraînais à sourire comme lui. C'était une vie rêvée. » La réalité est plus dure. Pourtant, grâce à sa sœur, il passe son CAP de coiffeur. C'est dans un des salons où il exerce son nouveau

métier qu'il rencontre son futur imprésario. En 1941, Beringot qui a retrouvé son protégé, met sur pied une tournée qui va conduire Montand au-delà des portes de Marseille, à Miramas, Istres et Aubagne. Ses talents d'imitateur sont appréciés. Sa photo paraît dans *Artistica*, le guide des spectacles du Midi. Les galas marchent de mieux en mieux. Il par-

ticipé à une revue, *Un soir de folie*, qui « fait » toute la côte : Monaco, Antibes, Grasse, Nice. Après un bref intermède passé dans les Chantiers de Jeunesse de Vichy, il est la vedette de l'Odéon, un music-hall marseillais. *Le Petit Provençal* se fait l'écho de son succès et lui prédit un triomphe à Paris : « A Marseille, il n'a plus rien à prouver. » Il trouvera

le chemin de Paris plus tôt qu'il ne le pense. En janvier 1944, Montand échappe à la Milice, qui le recherche au nom du STO. Il « monte » alors à Paris, pour se cacher « en pleine lumière ». Sur la scène de l'ABC, la « Comédie-Française » du music-hall.

Le « triomphe » qu'il déchaîne tient autant à ses thèmes – évoquer l'Amérique en 1944 est une assu-

rance de succès – qu'à la manière dont il les chante. Le nom du jeune Marseillais grandit dans les programmes. Sur les planches, il a déjà trouvé la silhouette qu'il gardera toute sa vie : pantalon et chemise « tête de nègre ». Il aborde Bobino, les Folies-Belleville puis le Moulin-Rouge. Là, il passe en première partie : la tête d'affiche s'appelle Edith Piaf.

Piaf-Montand, la rencontre est légendaire. Elle le conseille, lui enseigne le contrôle de ses gestes, de son sourire et de ses émotions, la composition d'un tour de chant qui raconte quelque chose du chanteur, amène le public à écouter, pas seulement à subir le charme du « beau gosse ». En 1953, il passe en vedette à l'Etoile, music-hall à l'ancienne et qui a disparu. La foule se presse, le Tout-Paris. Simone Signoret est là.

Un des seuls vrais grands

Col ouvert, élégance du corps qui se déhanche, sourire dévorant, et les bras qui semblent devoir enlacer, c'est formidable. Montand brûle, la salle brûle. Il chante Prévert, Stéphane Goldman, Mireille et Jean Nohain, Francis Lemarque, des chansons encore en mémoire, qui n'ont pas vieilli, ne peuvent pas vieillir. Il donne son enthousiasme, et du cœur en veux-tu en voilà. « Il est Yves Montand comme Chevalier est Chevalier et comme Piaf est Piaf. » Il n'y a plus qu'à s'incliner. Montand est là, et pour longtemps. Quand il revient à l'Etoile, en 1962, il est devenu une star internationale qui a soulevé l'enthousiasme à Broadway, à Londres, au Mexique, en Amérique latine, à Moscou, au Japon. Il est le premier artiste étranger – et ancien « compagnon de route » du Parti communiste – à participer, en 1963, au traditionnel gala offert par la Maison Blanche au corps diplomatique.

Montand est né pour la chanson, pour ces trois minutes de bonheur, d'émotion, de déclaration d'amour, de blague, de rire, de souffrance, de révolte, de gravité. Toute une vie en trois minutes. Ça lui convient à lui qui s'indigne vite, qui a besoin de plaisir tout de suite, force droit au but, et flambe toutes ses cartouches sur l'instant sans calculer les conséquences. Montand le flambeur, qui aime aussi le poker, y joue les royautés de ses disques, c'est une façon de vivre avec des copains.

« J'étais joueur, mais pas flambeur, justifie plus tard Montand. Un flambeur, c'est quelqu'un qui est malade du jeu, qui ne sait plus au bout d'un certain temps s'il gagne ou s'il perd, c'est l'émotion qui compte pour lui, un mélange de sadisme et

de masochisme. Moi, à l'inverse ce qui me séduit, c'est la retenue nécessaire, le meilleur moment, c'est lorsque tout commence. Et quand j'ai décidé de chanter à nouveau, j'ai arrêté complètement. Le show et les cartes, c'est absolument inconciliable. »

Car entre ses films, Montand ne cesse jamais de chanter, d'enregistrer des albums, de mener ses spectacles sur scène avec une virtuosité désinvolte, sans rien laisser au hasard, sans rien perdre de sa chaleur. Jusqu'au bout, ce gosse d'Italien marseillais, abandonnant en route les imitations westers – avec de temps en temps un rappel du boxeur floué *Battling Joe* et du *Petit cirque de Broadway* – reste le loulou de Paris, copain de bistrot, explorateur des grands boulevards – ces *Grands Boulevards* ou *A Paris* de Francis Lemarque, *Luna Park*, qui n'ont jamais quitté son répertoire. C'est lui le gavoche, qui séduit le Tout-New-York au Metropolitan retrouvé en 1982, avant une grande tournée américaine, où, *C'est si bon*, il emporte tous les cœurs.

Les *Feuilles mortes*, les *Enfants qui s'aiment* (la chanson des *Portes de la nuit*), Montand enregistre Prévert et Kosma. Il garde quelque chose du réalisme poétique et de son idéalisme. Il y a toujours une dimension sociale dans son spectacle, et puis arrive la poésie pure, l'amour tout court, une sensualité ensoleillée. Il danse moins, ferme les yeux pour rêver aux « petits seins bien sages » de Clémentine, à l'étrangère d'Aragon qui danse avec les Gitans, ou à cette serveuse de resto routier qui se prenait pour Jean Harlow. « L'ouvrier d'aujourd'hui, au lieu de s'embourgeoiser, s'est intellectuelisé. Le blouson du petit friseur est devenu celui du grand reporter, la bicyclette des claires vacances enfantines a remplacé le vélo des mains blêmes, des sorties d'usine. »

Enfin, Montand connaît des « poètes engagés » et les chante, donne sa voix aux cœurs, aux battus, aux prisonniers, aux torturés. Sans pour autant s'en faire le porte-parole. Après plus de quarante ans de scène, et les leçons de Piaf, il sait doser. Mais, pas plus qu'au cinéma, il ne sépare ses engagements politiques et sa vie de « saltimbanque ». Un mot qu'il revendique, et pas seulement en interprétant les *Forains*. Yves Montand reste l'un des seuls vrais grands du music-hall, qui, un orchestre derrière lui, prend le risque de chanter avec une sono naturelle. On sait qu'on l'entend lui, son souffle, sa voix. Et c'est pourquoi il touche au cœur.

COLETTE GODARD
et EMMANUEL DE ROUX



Autheuil-
(Eure)
1961.
photo
Jeanloup Sieff.

Le cinéma

Du prolétaire au patriarche

Yves Montand est déjà connu au music-hall lorsque Edith Piaf l'impose au cinéma, dans *Etoile sans lumière*, de Marcel Blinès (1945). Puis vient le cadeau empoisonné : sur les instances de Jacques Prévert et Marcel Carné, la maison Pathé l'engage pour remplacer Jean Gabin dans les *Portes de la nuit* (1946). Nathalie Nartier, une débutante, tient le rôle prévu pour Marlene Dietrich. C'aurait pu être une chance : grand, maigre, les yeux acérés, il pourrait très bien incarner Diego, ancien résistant qui rencontre dans la nuit poétique de Prévert « la plus belle fille du monde ».

Mais le film est un échec, dont les deux principaux interprètes sont rendus responsables. « Je découvrais soudain mon physique, dira-t-il plus tard, avec une impression catastrophique : à la projection des rushes, je me trouvais une tête d'oiseau, j'entendais une autre voix que la mienne. J'ai travaillé sans plaisir aucun. L'échec des *Portes de la nuit* m'a profondément affecté pendant longtemps. Cela faisait mal partout. »

Pourtant, il chante les bagarreurs : il est donc boxeur dans *l'Idole*, d'Alexandre Ezzay (1947). Puis tient des rôles chantants. La surprise, le choc vient avec le *Saluaire de la peur*, d'Henri-Georges Clouzot (1952). Pour la première fois, sa femme sa force dramatique. C'est que Clouzot lui montre comment faire exister son personnage de petit aventurier frimeur qui marque la mort et prend conscience de lui comme de la vanité de l'épreuve. Sûr, torse nu, un foulard autour du cou, les yeux bouffis, titubant de fatigue et de dégoût, il est magnifique. Le film

reçoit le Grand Prix du Festival de Cannes en 1953. La presse et le public font un triomphe à Yves Montand, mais le prix d'interprétation va à son partenaire Charles Vanel.

A trente-deux ans, Yves Montand va mener de front sa double carrière de chanteur et de comédien. On le retrouve en Méphisto grimaçant, diable en habit affligé d'un pied-bot, dans le Paris des années 20 : *Marguerite de la nuit*, d'après Mac Orlan, par Claude Autant-Lara (1955), avec Michèle Morgan. Il est superbement équivoque, mais son tempérament gâté, son engagement politique apparaissent davantage dans *Honnie et louge*, de Giuseppe De Santis, et surtout dans les *Sorcières de Salem* de Raymond Rouleau (1956), d'après la pièce d'Arthur Miller – qu'il a jouée au théâtre avec Simone Signoret, – une parabole dénonçant le maccarthysme.

Le couple Signoret-Montand tient à ne pas séparer idéologie et métier. Un dénommé *Squarcio*, de Gillo Pontecorvo (1957), le *Père et l'enfant*, de Luis Szulzky (1958), enferment Montand dans des personnages de prolétaires en lutte. Il y apporte toute sa conscience professionnelle, toute sa sincérité. De même pour la *Lot*, de Jules Dassin. A cette époque, le couple est boycotté après un voyage en URSS, en 1957, alors que les chars russes sont à Budapest – Montand pensait réellement qu'il devait interroger les dirigeants soviétiques. « Krouchtchev a eu le courage de nous le dire : ils ont commis des erreurs, d'accord, il faut leur laisser le temps de se redresser, il ne faut pas

tout jeter maintenant. Avec le recul, aujourd'hui, je ne regrette pas d'avoir emporté cette tournée », affirmera-t-il plus tard.

Mais à la fin des années 50, les tensions de la guerre froide diminuent. Montand part pour les Etats-Unis, y fait une tournée, provoque un engouement qui ne s'est toujours pas démenti, y devient la star qui remplace tout à la fois Chevalier et Piaf. On lui propose de tourner avec Marilyn Monroe dans une comédie mise en scène par George Cukor, *Le Milliardaire* (1960). Qui donc aurait refusé ?

« Je n'ai jamais aimé mon physique »

Il ne parle pas très bien anglais et le personnage ne lui convient pas. On s'intéresse plus à son idylle avec Marilyn Monroe qu'à sa performance. Mais il est sous contrat, il doit tourner encore *Sauvageur*, de Tony Richardson, d'après Faulkner, *Aimez-vous Brahms ?*, d'Anatole Litvak (1961), d'après Françoise Sagan, *Ma Geisha*, de Jack Cardiff, la même année. A oublier.

Enfin, il rencontre Costa-Gavras pour *Compartment tueurs* (1965), où il tourne avec Simone Signoret et Catherine Allégret. Une nouvelle période faste s'annonce. A quarante ans, Yves Montand est devenu un homme mûr, toujours séduisant, un comédien sûr de son métier qui n'a pas pour autant perdu l'innocence de ses révoltes. Il aborde avec enthousiasme *La guerre est finie*, d'Alain Resnais (1966), sur un scénario de Jorge Semprun, et sa sincérité de comédien crée l'écran. « Je ne remercie jamais assez Alain

Resnais de m'avoir donné ce rôle. Après *La Guerre est finie*, je me disais même : si je ne tournais plus jamais, ce n'est pas grave, j'ai pris ma revanche sur le cinéma, j'ai vraiment fait un film », dira-t-il.

Il tourne ensuite dans le même esprit *Grand Prix*, de John Frankenheimer (1966), *Vivre pour vivre*, de Claude Lelouch (1967), *Un soir, un train*, expérience onirique d'André Delvaux (1968).

1968 : c'est l'année de Z, de Costa-Gavras (sorti en février 1969), pamphlet contre l'intolérance, les atteintes aux droits de l'homme, d'après Vassili Vassilikos. Un triomphe populaire. Resnais et Costa-Gavras offrent à Montand les occasions de s'engager dans le temps présent. Après *Melinda de Minelli*, avec Barbra Streisand, *Mister Freedom*, de William Klein, après le *Diable par la queue*, de Philippe de Broca – trois films de fantaisie tournés en 1968 – c'est le temps de l'*Aveu*, de Costa-Gavras (1969). Il s'y implique corps et âme. Il vit la torture de son personnage en même temps que son propre désarroi de militant floué. Il n'est plus question du bel homme viril, mais des procès truqués en Tchécoslovaquie... Il a pris position.

« C'était facile, oui, c'était facile d'investir ce rôle. Il est arrivé au bon moment, à une époque où j'avais envie de raconter aux jeunes générations de quellets folles nous avions été capables. L'*Aveu*, c'est mon acte de rupture avec le sentimentalisme général de cette gauche aveuglée sur ses propres crimes, qui cultive une forme de messianisme, prévoit de faire le bonheur des hommes en les massa-

crant au bœuf. Il ne se cantonne pas dans le cinéma militant. Il tourne le *Cercle rouge*, comédie policière de Jean-Pierre Melville (1970), et la parodie de *Ruy Blas*, de Gérard Oury, la *Folie des grandses* (1971), où il retrouve une vraie force comique. La preuve : il ne se laisse pas dominer par Louis de Funès. Suivent *Tout va bien*, de Jean-Luc Godard (1972), *Etat de siège*, de Costa-Gavras (1973), le *Fils*, de Pierre Granier-Deferre, le *Hasard et la violence*, de Philippe Labro (1974).

Autre rencontre importante : avec Claude Sautet, commencée avec *César et Rosalie* en 1972, et qui se poursuit avec *Vincent, François, Paul et les autres* en 1974. En Claude Sautet, Montand trouve un cinéaste sensible à son humanité, avec qui il peut interpréter des personnages pudiques, qui cachent leurs blessures. Il devra attendre Claude Berri et Pagnol, *Jean de Florette* et *Manon des sources* (1985), pour retrouver une telle adéquation à ses personnages. « On peut considérer que revenir au cinéma dans un rôle de vieillard, c'est courageux. Ou alors malin, parce que lorsque j'enlève ma moustache, on s'aperçoit que je ne suis pas si décati que ça. » Il aura aussi imposé une certaine dignité à la trilogie noire d'Alain Corneau *Police Python 357* (1976), la *Ménace* (1977), le *Choix des armes* (1981), films de violence, mais aussi dans des films de critique sociale comme *Les Routes du sud*, de Losey (1977), *Clair de femme*, de Costa-Gavras (1978), *l'homme Icare*, d'Henri Verneuil (1979).

« Je n'ai jamais aimé ni mon phy-

sique ni mon côté « populaire-sympa ». Je sais qu'intérieurement il peut m'arriver d'être gentil – et méchant, comme tout le monde – mais en faire la représentation, cela me gêne, et je ne pourrais pas faire autrement, puisque c'est cela qu'on attendait. (...) Venant du milieu d'où je venais, dans la mesure où cela correspondait à mes idées politiques, j'ai persévéré. Mais il m'empêcherait, ce grand garçon simple. Il commençait à me causer... »

Trois places pour le 26, de Jacques Derry, *Nichtaler* est de retour, de Jacques Dery, n'ont pas connu les faveurs du public. Montand s'est remis au travail. Il est mort en achevant un film-mystère de Jean-Jacques Beineix.

JACQUES SICLIER

Pseudonyme

« Ivo, montaa ! », cet appel lancé par sa mère, le petit Yves l'entendit longtemps par-dessus les toits du quartier de la Cabucelle, à Marseille. Fut-il à l'origine de son pseudonyme ? Son imprésario l'avait convaincu de choisir un nom de scène. Il avait, dit-on, songé à « Yves Trechanel », synthèse de Trenet, Chevalier et Fernandel. Il préféra finalement Yves Montand et s'en expliqua plus tard : « Comme je suis né à Monsummano, j'ai mélangé un peu de mon village natal et du patois de ma mère. Ça a fait finalement Montand. »

هذا هو الرجل

SPECTACLES

LUNDI 11 NOVEMBRE

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

CENTRE
GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Hommage à la Warner Bros. La Fugue (1975, v.o. s.t.f.), d'Arthur Penn, 14 h 30 : La Fugue Coupable (1957, v.o. s.t.f.), d'Alfred Hitchcock, 17 h 30 : Escalier (1980, v.o. s.t.f.), de John Seaman, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

A PROPOS D'HENRI (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Opéra, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Masses, 15 (45-44-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77).
ALICE (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-26-55-83) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01).
L'AMOUR AVEC DES GANTS (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-57) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).
ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
AY CARMELA (Esp., v.o.) : Latine, 4 (42-78-47-88) ; Lucerna, 6 (45-44-57-34).
BACKDRAFT (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).
LA BANDE À PICOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-38-83-93) ; Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
BARTON PINK (A., v.o.) : Forum Opéra, 1 (45-08-57-51) ; Reflet Logos, 5 (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : La Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beaugrenelle, 4 (42-22-87-33).
BOYZZ'IN THE HOOD (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) ; Gaumont Opéra, 8 (43-59-19-08) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).
BARTON PINK (A., v.o.) : Forum Opéra, 1 (45-08-57-51) ; Reflet Logos, 5 (43-54-42-34) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).
LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-ind., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).
LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
CHIENNE DE VIE (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

PARIS EN VISITES

MARDI 12 NOVEMBRE

« Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, 15 heures, 18 heures, 20 heures, 22 heures, 24 heures, 26 heures, 28 heures, 30 heures, 32 heures, 34 heures, 36 heures, 38 heures, 40 heures, 42 heures, 44 heures, 46 heures, 48 heures, 50 heures, 52 heures, 54 heures, 56 heures, 58 heures, 60 heures, 62 heures, 64 heures, 66 heures, 68 heures, 70 heures, 72 heures, 74 heures, 76 heures, 78 heures, 80 heures, 82 heures, 84 heures, 86 heures, 88 heures, 90 heures, 92 heures, 94 heures, 96 heures, 98 heures, 100 heures, 102 heures, 104 heures, 106 heures, 108 heures, 110 heures, 112 heures, 114 heures, 116 heures, 118 heures, 120 heures, 122 heures, 124 heures, 126 heures, 128 heures, 130 heures, 132 heures, 134 heures, 136 heures, 138 heures, 140 heures, 142 heures, 144 heures, 146 heures, 148 heures, 150 heures, 152 heures, 154 heures, 156 heures, 158 heures, 160 heures, 162 heures, 164 heures, 166 heures, 168 heures, 170 heures, 172 heures, 174 heures, 176 heures, 178 heures, 180 heures, 182 heures, 184 heures, 186 heures, 188 heures, 190 heures, 192 heures, 194 heures, 196 heures, 198 heures, 200 heures, 202 heures, 204 heures, 206 heures, 208 heures, 210 heures, 212 heures, 214 heures, 216 heures, 218 heures, 220 heures, 222 heures, 224 heures, 226 heures, 228 heures, 230 heures, 232 heures, 234 heures, 236 heures, 238 heures, 240 heures, 242 heures, 244 heures, 246 heures, 248 heures, 250 heures, 252 heures, 254 heures, 256 heures, 258 heures, 260 heures, 262 heures, 264 heures, 266 heures, 268 heures, 270 heures, 272 heures, 274 heures, 276 heures, 278 heures, 280 heures, 282 heures, 284 heures, 286 heures, 288 heures, 290 heures, 292 heures, 294 heures, 296 heures, 298 heures, 300 heures, 302 heures, 304 heures, 306 heures, 308 heures, 310 heures, 312 heures, 314 heures, 316 heures, 318 heures, 320 heures, 322 heures, 324 heures, 326 heures, 328 heures, 330 heures, 332 heures, 334 heures, 336 heures, 338 heures, 340 heures, 342 heures, 344 heures, 346 heures, 348 heures, 350 heures, 352 heures, 354 heures, 356 heures, 358 heures, 360 heures, 362 heures, 364 heures, 366 heures, 368 heures, 370 heures, 372 heures, 374 heures, 376 heures, 378 heures, 380 heures, 382 heures, 384 heures, 386 heures, 388 heures, 390 heures, 392 heures, 394 heures, 396 heures, 398 heures, 400 heures, 402 heures, 404 heures, 406 heures, 408 heures, 410 heures, 412 heures, 414 heures, 416 heures, 418 heures, 420 heures, 422 heures, 424 heures, 426 heures, 428 heures, 430 heures, 432 heures, 434 heures, 436 heures, 438 heures, 440 heures, 442 heures, 444 heures, 446 heures, 448 heures, 450 heures, 452 heures, 454 heures, 456 heures, 458 heures, 460 heures, 462 heures, 464 heures, 466 heures, 468 heures, 470 heures, 472 heures, 474 heures, 476 heures, 478 heures, 480 heures, 482 heures, 484 heures, 486 heures, 488 heures, 490 heures, 492 heures, 494 heures, 496 heures, 498 heures, 500 heures, 502 heures, 504 heures, 506 heures, 508 heures, 510 heures, 512 heures, 514 heures, 516 heures, 518 heures, 520 heures, 522 heures, 524 heures, 526 heures, 528 heures, 530 heures, 532 heures, 534 heures, 536 heures, 538 heures, 540 heures, 542 heures, 544 heures, 546 heures, 548 heures, 550 heures, 552 heures, 554 heures, 556 heures, 558 heures, 560 heures, 562 heures, 564 heures, 566 heures, 568 heures, 570 heures, 572 heures, 574 heures, 576 heures, 578 heures, 580 heures, 582 heures, 584 heures, 586 heures, 588 heures, 590 heures, 592 heures, 594 heures, 596 heures, 598 heures, 600 heures, 602 heures, 604 heures, 606 heures, 608 heures, 610 heures, 612 heures, 614 heures, 616 heures, 618 heures, 620 heures, 622 heures, 624 heures, 626 heures, 628 heures, 630 heures, 632 heures, 634 heures, 636 heures, 638 heures, 640 heures, 642 heures, 644 heures, 646 heures, 648 heures, 650 heures, 652 heures, 654 heures, 656 heures, 658 heures, 660 heures, 662 heures, 664 heures, 666 heures, 668 heures, 670 heures, 672 heures, 674 heures, 676 heures, 678 heures, 680 heures, 682 heures, 684 heures, 686 heures, 688 heures, 690 heures, 692 heures, 694 heures, 696 heures, 698 heures, 700 heures, 702 heures, 704 heures, 706 heures, 708 heures, 710 heures, 712 heures, 714 heures, 716 heures, 718 heures, 720 heures, 722 heures, 724 heures, 726 heures, 728 heures, 730 heures, 732 heures, 734 heures, 736 heures, 738 heures, 740 heures, 742 heures, 744 heures, 746 heures, 748 heures, 750 heures, 752 heures, 754 heures, 756 heures, 758 heures, 760 heures, 762 heures, 764 heures, 766 heures, 768 heures, 770 heures, 772 heures, 774 heures, 776 heures, 778 heures, 780 heures, 782 heures, 784 heures, 786 heures, 788 heures, 790 heures, 792 heures, 794 heures, 796 heures, 798 heures, 800 heures, 802 heures, 804 heures, 806 heures, 808 heures, 810 heures, 812 heures, 814 heures, 816 heures, 818 heures, 820 heures, 822 heures, 824 heures, 826 heures, 828 heures, 830 heures, 832 heures, 834 heures, 836 heures, 838 heures, 840 heures, 842 heures, 844 heures, 846 heures, 848 heures, 850 heures, 852 heures, 854 heures, 856 heures, 858 heures, 860 heures, 862 heures, 864 heures, 866 heures, 868 heures, 870 heures, 872 heures, 874 heures, 876 heures, 878 heures, 880 heures, 882 heures, 884 heures, 886 heures, 888 heures, 890 heures, 892 heures, 894 heures, 896 heures, 898 heures, 900 heures, 902 heures, 904 heures, 906 heures, 908 heures, 910 heures, 912 heures, 914 heures, 916 heures, 918 heures, 920 heures, 922 heures, 924 heures, 926 heures, 928 heures, 930 heures, 932 heures, 934 heures, 936 heures, 938 heures, 940 heures, 942 heures, 944 heures, 946 heures, 948 heures, 950 heures, 952 heures, 954 heures, 956 heures, 958 heures, 960 heures, 962 heures, 964 heures, 966 heures, 968 heures, 970 heures, 972 heures, 974 heures, 976 heures, 978 heures, 980 heures, 982 heures, 984 heures, 986 heures, 988 heures, 990 heures, 992 heures, 994 heures, 996 heures, 998 heures, 1000 heures.

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

LES CLÉS DU PARADIS (Fr.) : Rex, 2 (42-38-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

CLOSE UP (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

LES COMMITMENTS (italien, v.o.) : Forum Opéra, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

CROC-BLANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40) ; UGC Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Elysées Lincoln, 1 (45-62-41-48) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

DANNY LE CHAMPION DU MONDE (Bnt., v.f.) : Le Berry Zebra, 11 (43-57-51-58) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Les Trois Balzac, 8 (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

DELICATESSEN (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94).

LA DISCRÈTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94).

LES DOORS (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-21-41-01) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tun., v.o.) : Épée de Bont, 5 (43-27-57-47).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HOMEWORK (français, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).

HOT SHOTS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

JESUIT JOE, Film français d'Olivier Asselin, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

JUSQU'AU BOUT DU MONDE (Fr.-Al., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

LES LAISSEZ-PASSER (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LINGUINI INCIDENT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

MILLER'S CROSSING (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-27-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

MON PÈRE CE HÉROS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

NIKIYA (Fr.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-57-47).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

OU LE SOLEIL EST FROID (Rou., v.o.) : Point Break, 1 (A., v.o.) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Racine Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

RAGE IN HAVEN (A., v.o.) : Forum Opéra, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

IMAGES D'AILLEURS, 5 (45-87-18-09) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

LES LAISSEZ-PASSER (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LINGUINI INCIDENT (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

MILLER'S CROSSING (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-27-57-47) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).

MON PÈRE CE HÉROS (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-51) ; Rex, 2 (42-38-83-93) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienville Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (45-48-28-42-77) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-82).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Jap., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Rex, 2 (42-38-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07).

NIKIYA (Fr.) : Les Montparnasse, 14 (43-27-57-47).

NUIT ET JOUR (Fr.-Bel.-Suis.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

OU LE SOLEIL EST FROID (Rou., v.o.) : Point Break, 1 (A., v.o.) ; UGC Triomphe, 8 (45-74-94-94).

PRETTY WOMAN (A., v.o.) : Cinépolis, 6 (46-33-10-82).

PROSPERO'S BOOKS (Brit.-Hol., v.o.) : Racine Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Escorial, 13 (47-07-28-0

ÉCONOMIE

Le sommet CEE-Etats-Unis de La Haye

Washington et Bruxelles sont décidés à faire aboutir les négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round

A l'occasion du sommet de La Haye du 9 novembre, les Douze et les Etats-Unis ont manifesté leur intention de faire aboutir les négociations multilatérales de l'Uruguay Round, en particulier sur l'épineux dossier agricole.

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'Uruguay Round, cet ensemble de négociations commerciales multilatérales commencées en 1986, n'a-t-il été remis sur les rails lors du sommet CEE-Etats-Unis qui s'est tenu le samedi 9 novembre à La Haye? Le président George Bush a parlé de « progrès », M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est déclaré « optimiste ». La déclaration publiée à l'issue de la rencontre confirme l'engagement des Etats-Unis et de la Communauté de parvenir à « une conclusion ambitieuse, globale et équilibrée de l'Uruguay Round ».

L'optimisme ainsi manifesté ne semble pas de pure façade. Les protagonistes, à savoir MM. Bush, James Baker (secrétaire d'Etat), Madigan (ministre de l'Agriculture) et M. Carla Hills (représentant spécial pour les négociations commerciales) du côté américain, MM. Ruud Lubbers, Hans Van den Broek (premier ministre et ministre des affaires étrangères des

Pays-Bas, qui exercent actuellement la présidence des Douze), Jacques Delors et Frans Andriessen (président et vice-président de la Commission européenne) du côté communautaire, ne s'en sont pas tenus à des propos académiques. Au cours des deux heures d'entretiens consacrés au GATT - Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, - ils sont entrés dans le vif du sujet. Les positions ont évolué au cours du débat, comme si M. Bush avait eu l'intention délibérée de marquer d'une pierre blanche le rendez-vous de La Haye.

Signal positif

L'évolution médiocre de la conjoncture outre-Atlantique, l'incertitude que manifeste à ce sujet l'opinion publique à un an de l'élection présidentielle, l'incite à rechercher un succès à Genève (nouveau lieu de ces négociations du GATT). Un tel signal positif donné aux chefs d'entreprise - peut-il y en avoir d'autres, compte tenu de l'état général du pays? - pourrait aider au redémarrage de l'économie américaine. Cependant, la marge de manœuvre du président Bush est étroite; au Congrès, les lobbies commencent à s'agiter à la perspective d'un Uruguay Round qui se traduirait par une plus grande ouverture du marché américain.

On attendait les deux parties sur

le dossier agricole, le bouquet d'épaves de ces négociations. « Nous avons fait quelques progrès (...), l'écart qui demeure ne sera pas facile à combler, mais nous nous sommes, des deux côtés, engagés à y parvenir », lit-on dans la déclaration publiée à l'issue de la réunion. Ce ton, peu triomphaliste, témoigne sans doute de l'apreté des discussions.

La protection intellectuelle

Celles-ci ont apparemment beaucoup porté sur la réduction des subventions à l'exportation, le point-clé dans l'esprit des Américains. Il faut se rappeler, pour le comprendre, que leur part du marché mondial des céréales, qui était de l'ordre de 40 % en 1980, est tombée aujourd'hui à 20 %, alors que, dans le même temps, celle de la CEE (pour le blé) a suivi le chemin inverse, passant de 10-12 % à 20 %. « Sur le rythme, l'ampleur de la réduction des subventions, ils ont décollé de leurs positions extrêmes précédentes. On devrait pouvoir trouver des formules de compromis sur des formules compatibles avec notre programme de réforme de la politique agricole commune. Le signal a ainsi été donné à La Haye que les travaux pourraient continuer de façon constructive », commente un des membres de la délégation communautaire.

Les Européens ne peuvent envi-

sager de réduire quelque peu leurs exportations de céréales que si on leur donne en contrepartie une chance de reconquérir leur marché intérieur, en freinant, grâce à l'instauration de droits, les importations de produits de substitution des céréales (les PSC). Pendant des années, les Etats-Unis ont refusé d'envisager l'hypothèse d'un tel « rééquilibrage ». D'après notre interlocuteur, là aussi, ils seraient prêts à bouger.

La déclaration publiée à l'issue de la réunion fait état d'un accord « virtuellement » acquis sur le chapitre du renforcement de la défense de la protection intellectuelle; c'est un point important qui semble indiquer qu'un rapprochement a eu lieu sur les questions sensibles des appellations d'origine et des droits de copyright. Le débat sur les services ainsi que celui sur « l'accès au marché » semblent mieux circonscrits. Sur une autre affaire très sensible, celle de l'application par les Américains de mesures unilatérales de protection, en vertu du Trade Act, et de sa fameuse « section 301 », la délégation européenne a eu aussi le sentiment que ses interlocuteurs faisaient mouvement. « Ils commencent à admettre qu'ils ne pourront pas garder la 301 sur les sujets couverts par les disciplines du GATT », nous assure-t-on.

PHILIPPE LEMAITRE

En baisse de 20 %

La consommation de pétrole chute dans les pays d'Europe de l'Est

La demande de pétrole a chuté d'un cinquième environ cette année dans les pays d'Europe orientale, anciens satellites de l'URSS, estime l'Agence internationale de l'énergie. Après être restée relativement stable de 1985 à 1989, autour de 1,8 million de barils/jour, la demande apparente de produits pétroliers dans les pays de l'Est a commencé à décliner en 1990 de 9 % pour tomber en 1991 à 1,38 million de barils/jour, soit 20 % de moins que l'an passé. La chute est particulièrement forte (-25 %) en Roumanie et en Bulgarie, sensible en Yougoslavie (-17 %), en Pologne (-15 %) et en Tchécoslovaquie (-10 %), et nettement moins accentuée en Hongrie (-2 %). Elle ne s'explique pas seulement, assurent les experts de l'organisation, par la baisse de l'activité économique. Certes, le produit national brut (PNB) devrait diminuer cette année de 10 % pour l'ensemble des anciens pays du COMECON. Mais ce recul n'est pas la seule cause. En URSS, où l'activité est aussi en chute libre, la consommation intérieure n'a diminué que de 2,3 % pour l'année. A l'effet PNB s'ajoute dans les pays d'Europe orientale un effet prix, la libéralisation en cours ayant entraîné dans la plupart des cas de fortes augmentations des prix intérieurs de l'énergie. Les contraintes financières ont aussi joué, puisque la révision des accords du COMECON a obligé la plupart des anciens satellites de l'URSS à acheter leur brut au cours du marché mondial et à le payer en dollars. Enfin, les troubles politiques ont eu un impact sur la consommation en Yougoslavie.

V. M.

La relance de l'aménagement du territoire

Les fonctionnaires « délocalisés » vont bénéficier d'un plan d'accompagnement social

Les pouvoirs publics vont étudier un plan d'accompagnement social pour les fonctionnaires dont l'administration va être « délocalisée » à la suite des récentes décisions du comité interministériel sur l'aménagement du territoire (CIAT) (le Monde du 7 novembre).

Jusqu'à une date récente, un quart seulement des fonctionnaires dont les services étaient délocalisés acceptaient l'aventure et franchissaient effectivement le Rubicon. En l'espace d'un déménagement, les administrations en question se retrouvaient le plus souvent dans l'obligation de procéder à de massifs recrutements locaux. Et, à Paris, les agents sédentaires qui ne voulaient pas être transférés étaient reversés tant bien que mal dans d'autres administrations. De là à décourager les initiatives d'envergure...

Le récent transfert du service des prévisions de la Météorologie nationale de Paris à Toulouse a toutefois réussi à casser cette mécanique désastreuse puisqu'au bout de sept ans de persévérance, 350 des 450 fonctionnaires de ce service ont accepté, en septembre, de déménager avec armes et bagages, dans la « ville rose » (le Monde daté 6-7 octobre). Si elle est considérée comme exemplaire, cette opération complexe n'en a pas moins exigé la coopération active de tous les acteurs locaux : politiques, économi-

ques, administratifs. Et ce, jusque dans les moindres détails : le panier de la ménagère a été décortiqué, les résultats du bac épluchés... Le transfert de la Météorologie nationale peut donc constituer une référence dans l'élaboration des mesures d'accompagnement social de la délocalisation d'un service public. Ce plan d'accompagnement apparaît d'autant plus nécessaire, compte tenu des objectifs affichés par le gouvernement de délocaliser, sur la base du volontariat, 30 000 agents à l'horizon de l'an 2000. Pour l'heure, ces mesures tendent, après les conclusions du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) du 7 novembre, à se rapprocher de celles pratiquées dans le secteur privé.

Consultation syndicale

Un groupe de travail interministériel, animé par le ministère de la fonction publique, a donc été chargé de formuler des propositions concernant aussi bien l'information des personnels susceptibles d'être délocalisés que la formation professionnelle éventuelle de ces agents, la prise en compte de leur situation en matière de logement, de celle du travail du conjoint ainsi que des conséquences sur la vie familiale (crèches, inscriptions scolaires...). Les organisations syndicales seront consultées par ce groupe de travail, qui doit remettre ses conclusions au premier ministre d'ici la fin de l'année.

De même les collectivités locales seront-elles invitées à participer à cet accompagnement social. La DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale) envisage de promouvoir auprès des villes une sorte de « labels » de l'accueil des personnes délocalisées, qu'ils soient publics ou privés. « Car si les collectivités locales y ont aujourd'hui sensibilité, cet accueil se fait encore trop souvent de façon empirique », relève-t-on à la DATAR. Au point que certains maires reconnaissent encore ne donner que l'adresse de l'ANPE au conjoint d'une personne délocalisée, forcé d'abandonner son travail.

Parmi les sujets abordés par le groupe de travail figurent aussi la nécessaire adaptation des règles classiques de mobilité au sein de la fonction publique. Ainsi, en matière d'indemnisation, le foyer d'un fonctionnaire délocalisé peut-il aujourd'hui bénéficier d'une prime plafonnée à 50 000 francs et qui s'intègre, en particulier, celle de 17 500 francs accordée pour un conjoint qui perd son travail.

Les conjoints fonctionnaires

Une situation à comparer avec celle d'un salarié du secteur privé délocalisé qui, à compter du 1^{er} janvier 1992, pourra toucher une aide de 60 000 francs de la part de l'Etat, sans compter les avantages propres dispensés par son entreprise. La logique, souligne-t-on au ministère de la fonction publi-

que, voudrait que l'indemnisation des agents délocalisés soit calquée sur celle des salariés du privé.

Autre adaptation rendue nécessaire, celle des règles statutaires de mise à disposition ou de mutation des agents mariés à des fonctionnaires se trouvant délocalisés. Un assouplissement a certes déjà été enregistré dans la loi du 26 juillet 1991, relative à l'adaptation de la fonction publique aux nécessités de la construction européenne. Ainsi, il n'est plus nécessaire qu'un poste soit déclaré vacant dans une administration pour qu'un agent d'un autre service soit mis à sa disposition.

Cette nouvelle disposition, qui peut permettre de faire suivre plus facilement les conjoints fonctionnaires des agents délocalisés, reste toutefois largement dépendante de la pratique de chaque ministère. Or « tous les ministères n'ont pas pratiqué avec la même ardeur la délocalisation », fait-on remarquer au ministère de la fonction publique. Et si la priorité de mutation des conjoints constitue d'ores et déjà un droit (2), il reste encore à l'inscrire dans les faits.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Ces primes seront distribuées par l'intermédiaire du nouveau Fonds d'aide à la décentralisation doté, pour 1992, de 100 millions de francs et destiné à aider à la délocalisation des entreprises.
(2) Article 47 du décret du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires.

Selon certains experts

Les dépenses de médicaments seraient incompressibles

« La marge de manœuvre pour ralentir à moins de 10 % la progression annuelle des dépenses de médicaments est très faible ». Telle est la conclusion à laquelle sont parvenus les experts réunis jeudi 7 novembre à la Cité des sciences sur l'initiative du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP).

Ce constat se fonde sur l'accroissement de la population et du nombre de médecins, du vieillissement démographique et de la hausse des prix. Sans tenir compte des besoins qui pourraient surgir de nouvelles pathologies et en tablant sur une consommation maintenue à son niveau actuel, « la croissance spontanée des dépenses pharmaceutiques est voisine de 9 % à 10 % l'an », indique le professeur Claude Le

Pen, économiste. Alors que les dépenses pharmaceutiques vont prochainement être soumises à un taux d'évolution annuel, M. Bernard Menut, président du SNIP, estime que fixer ce taux à un niveau inférieur à celui dit « naturel » ne permettra pas de répondre aux deux objectifs gouvernementaux, la maîtrise et la relance de l'industrie pharmaceutique.

Le président du SNIP souhaite que le projet de loi amendé par le Sénat - qui doit revenir devant l'Assemblée nationale en décembre - permette de passer d'un système d'enveloppe globale « rigide » pour l'industrie à un système de régulation impliquant également les médecins et les assurés sociaux.

A. D.

BILLET

Paris plus fort

En étant à Paris et à l'île-de-France des « têtes pensantes » et des emplois administratifs, ne risque-t-on pas d'affaiblir la capitale dans la compétition internationale? Mme Edith Cresson et le gouvernement ne le pensent pas, mais ce n'est pas toujours le même son de cloche dans les milieux économiques.

La Lyonnaise des eaux Dumez, Française d'Auteuil, la RATP, Dassault Aviation, le Crédit commercial de France (parmi d'autres)... vingt grandes entreprises, vingt PME et vingt sociétés de commerce ou de services veulent faire de Paris et de sa région la capitale économique de l'Europe. Pour promouvoir cette idée, un club a été créé à l'initiative de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, dont le président, M. Bernard Cambournac, a déclaré : « Une région, et une seule, jouera un rôle déterminant demain en Europe. Nous pensons que ce peut être Paris. Mais il ne s'agit pas d'opposer l'île-de-France et la province, car tout ce qui sert l'une sert l'autre et le temps des querelles franco-françaises est révolu ».

Vice-président du club et président de Lyonnaise des eaux-Dumez, M. Jérôme Monod estime pour sa part qu'un effort particulier doit être fait dans le domaine des transports par le recours à l'investissement privé, faute de quoi « les hommes d'affaires étrangers préféreront Berlin, Londres ou une autre métropole à un Paris encombré ».

Selon une enquête effectuée pour ce club par l'Ecole européenne des affaires auprès d'entreprises étrangères, l'île-de-France ne manque pas d'atouts dans la compétition internationale : accessibilité au réseau Numéris des télécommunications et projets de métros, parc de bureaux de 35 millions de mètres carrés, équivalent à celui du « Grand Londres », secteur tertiaire supérieur, prestige... Mais si les transports figurent au premier rang des avantages par la qualité d'un réseau moderne de transports en commun, l'interconnexion des TGV et l'existence d'un aéroport qui peut encore être agrandi, ils représentent aussi la première des faiblesses par leur saturation et les difficultés de la circulation dans la capitale. Bref, si la province a besoin d'être soutenue par une meilleure répartition des activités et des emplois, l'île-de-France, elle, a besoin d'être confortée. Quadrature du cercle.

CHARLES VIAL

Aux Emirats arabes unis

La détention de dix-huit cadres de la BCCI est prolongée

Les autorités des Emirats arabes unis ont décidé de prolonger d'un mois la détention de dix-huit cadres de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) pour de « plus amples interrogatoires ». Ces cadres de la BCCI, pour la plupart des Pakistanais, ont été arrêtés le 8 septembre à Abou-Dhabi (le Monde du 10 septembre). Le procureur général devra décider de leur éventuelle inculpation pour fraude. Les autorités d'Abou-Dhabi, qui détiennent 77,4 % du capital de la BCCI, ont gelé les avoirs de ces cadres ainsi que ceux du fondateur de la banque, M. Agha Hassan Abedi, en prévision de la liquidation de l'établissement. La Banque d'Angleterre avait ordonné début juillet la suspension des activités de la BCCI, au centre d'un scandale financier international. Elle avait donné aux porteurs de parts jusqu'au 5 décembre pour élaborer ou accepter la liquidation. D'autre part, le Financial Times, dans un dossier publié le 9 novembre, affirme que l'émirat d'Abou-Dhabi est engagé auprès de la BCCI à hauteur de 9,4 milliards de dollars (52,6 milliards de francs).

+ 6,5 % jusqu'en février 1993

Quatre syndicats devraient signer l'accord salarial dans la fonction publique

La CFDT, la FEN, la CFTC et la FGA (autonome) devraient officiellement signer, mardi après-midi 12 novembre, le protocole d'accord salarial, élaboré le 22 octobre et intéressant les 4,5 millions de fonctionnaires d'Etat et d'agents de la fonction publique territoriale et hospitalière actifs et retraités (le Monde du 24 octobre). Alors que la CFDT n'a toujours pas fait connaître sa réponse définitive, la CFTC a annoncé, vendredi 8 novembre, qu'elle signerait ce protocole, qui prévoit une hausse générale de 6,5 % des traitements des agents jusqu'en février 1993. Cette fédération a toutefois émis « d'extrêmes réserves » quant au calendrier de cette hausse. De son côté, la CFE-CGC a confirmé sa « non-signature », rejoignant dans ce refus la CGT et FO.

Une semaine après le début du conflit

La CGT juge « inacceptable » le protocole d'accord proposé par la direction de l'usine Renault du Mans

Les négociations entre la direction et les syndicats de l'usine Renault du Mans se sont conclues, dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 novembre, par la rédaction d'un protocole d'accord sur lequel les organisations syndicales devaient se prononcer d'ici mardi. La direction a précisé que ce protocole portait sur « les ressources, l'emploi, l'organisation et les conditions de travail ».

De leur côté, les délégués CGT ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils jugeaient ce texte « inacceptable ». « Si la direction n'a pas rediscuté (ce document) d'ici mardi matin, ont-ils affirmé, nous donnerons un avis défavorable à ce projet et le personnel sera appelé à poursuivre le mouvement ».

A Belfort

Le dialogue est renoué à l'usine Bull

Le dialogue a été renoué par un échange de correspondance, samedi 9 novembre, entre syndicats et direction de l'usine Bull de Belfort, alors que le transformateur de l'établissement était toujours bloqué, quatre jours après le début du conflit, par les grévistes opposés au plan social (le Monde du 8 novembre). Outre une prime de départ de 80 000 francs, la direction a proposé de verser au personnel concerné par les congés de conversion, 90 % de leur salaire durant huit mois s'ils ont moins de cinquante ans ou durant six mois pour les plus âgés. La prime d'initiative à l'emploi serait portée à 50 000 francs.

Les représentants (CFDT et CGT) des salariés ont réaffirmé leur revendication d'une prime de départ de 180 000 francs et de l'ouverture de négociations sur le statut du personnel. Les deux parties devaient se retrouver lundi 11 novembre pour poursuivre les négociations.

Le Monde-RTL Entreprises

Mardi 12 novembre à 22 h 15 sur RTL : André Ramoff délégué à la Mission interministérielle Europe centrale.

« Le Monde Initiatives » daté 13 novembre publie une enquête sur la formation dans les pays de l'Est.

مكتبة ابن خلدون

CHAMPS ECONOMIQUES

Le transport aérien à l'heure des concentrations

Après deux années de pertes très lourdes, seules les grandes compagnies pourront investir dans l'achat d'appareils ou de systèmes informatiques

Le transport aérien mondial est sur la voie de la convalescence. Pour la première fois depuis un an, le trafic enregistré en septembre par les quatre compagnies membres de l'Association du transport aérien international (IATA) a retrouvé son niveau du même mois de 1990. Il n'empêche que, sous l'effet de la guerre du Golfe et de la récession économique, le transport aérien connaît en 1991 le premier recul de trafic depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, soit environ 2 % de moins par rapport aux 262 millions de passagers internationaux et aux 666 millions de clients sur les lignes intérieures comptabilisées en 1990.

Du point de vue des dégâts subis, on peut classer les transporteurs en trois catégories. La première rassemble les compagnies très atteintes qui s'efforcent d'éviter le dépôt de bilan ou de survivre. On peut citer les américains Continental, sous la protection de la loi sur les faillites, ou US Air, qui s'attend à une perte d'environ 500 millions de dollars (2,9 milliards de francs) pour l'exercice en cours et a mis en œuvre un plan drastique d'économies, comportant une réduction provisoire de 20 % des salaires (succédant à 7 000 suppressions d'emplois).

Les avions immatriculés

Dans la deuxième catégorie figurent les transporteurs moins sévèrement touchés, qui ont peu licencié mais qui ont fermé des lignes et taillé dans leurs coûts, comme Swissair, SAS ou le groupe Air France, qui a perdu 1,1 milliard de francs au premier semestre. Et puis il y a les « bons élèves », qui avaient l'habitude de réaliser des bénéfices par milliards de francs et qui les voient fondre : les profits de British Airways sont en recul de 94 % au deuxième trimestre 1991, ceux de Japan Air Lines, de 92 % d'avril à septembre, ceux de United, de 75 %, et ceux de Singapore Airlines, le fort en thème par excellence, de 7 % seulement.

Il ne faut donc pas s'étonner si, en raison de la chute du trafic et des difficultés des compagnies, environ un millier d'avions sur les 7 500 que compte la flotte mon-

diale se trouvent cloués au sol. On a vu des Boeing flambant neufs sortir des chaînes d'assemblage de Seattle pour s'envoler vers les parkings pour avions dans le désert de l'Arizona, où l'air sec corrode moins le métal et les réacteurs. En attendant la reprise.

IATA, qui rassemble la plupart des compagnies aériennes de la planète, a additionné les déficits des uns et des autres pour établir la courbe de température de la profession. Le tableau n'est pas encourageant : les lignes régulières internationales, qui gagnaient 1,8 milliard de dollars (10 milliards de francs) en 1988 et encore 0,3 milliard (1,8 milliard de francs) en 1989, sont passées dans le rouge pour 2,7 milliards de dollars (15,6 milliards de francs) en 1990 et l'on s'attend à une perte de 3,7 milliards (21,3 milliards de francs) cette année. Si l'on y ajoute le déficit des lignes intérieures, c'est plus de 60 milliards de francs que les transporteurs auront perdu sur deux exercices budgétaires.

Gunther Eser, directeur général de IATA, a dressé la longue liste des surcoûts qui ont saigné à blanc les compagnies au moment où la clientèle — et notamment la clientèle d'affaires, si rémunératrice — se dérobait. Le prix du carburant a augmenté de 65 cents le gallon en juillet 1990 à 140 en octobre, et il demeure, malgré un net recul, à 15 à 20 % au-dessus des niveaux atteints avant la crise du Golfe.

De plus, « l'augmentation des risques de guerre a coûté au secteur au moins 200 millions de dollars supplémentaires [1,2 milliards de francs] jusqu'à la fin de 1990, explique Gunther Eser. En janvier 1991, il fallait payer 125 000 dollars (720 000 F) de primes pour faire atterrir un avion à Bahrein ou au Caire ». Enfin, la charge de la dette s'est alourdie de 27 %, soit 900 millions de dollars (5,2 milliards de francs), en raison de la multiplication des achats d'avions.

Cependant, les experts d'IATA tablent sur une croissance du nombre des passagers de 9,4 % en 1992, de 7 % en 1993 et de 6,9 % en 1994 et en 1995, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,6 % pour la période 1991-1995. Chez les

constructeurs, on pense également que le trafic retrouvera son taux de croissance antérieur, c'est-à-dire entre 5 % et 8 % par an. Selon Stuart Iddles, directeur commercial d'Airbus Industrie, « les transporteurs sont évidemment en difficulté à court terme, mais leurs perspectives sont bonnes et nous continuons à penser que, dans les vingt ans à venir, ils auront besoin d'acquiescer 13 000 avions pour renouveler leur flotte et faire face à l'augmentation du nombre des passagers ».

Pour Georges James, président du bureau d'études Airline Economics, « le transport aérien de l'an 2000 sera un secteur où quelques grandes entreprises domineront et profiteront à plein d'économies d'échelle. La concurrence fera rage en matière de lignes, de fréquences, de services et de tarifs, mais elle se traduira pas par des pertes, les petits outsiders n'étant plus en mesure de pratiquer des coûts marginaux ». En effet, la décennie 90 sera celle de la course à la taille mondiale.

Des banquiers prudents

Seules les grandes compagnies sont en mesure d'investir dans des aéroports, devenus véritables plaques tournantes, tout en dépendant de centaines de millions de dollars dans les ordinateurs et dans les programmes d'un système informatisé de réservations, sans lequel il est exclu de remplir demain les avions. Acheter, ou même louer, un Boeing 747 ou un Airbus A 340, de la part d'un petit opérateur, se traduira pas par des pertes, les petits outsiders n'étant plus en mesure de pratiquer des coûts marginaux ». En effet, la décennie 90 sera celle de la course à la taille mondiale.

Si l'on en croit Hommi Mullan, de la Chase Bank, les fonds mobilisables pendant les dix ans à venir ne sont pas à la hauteur de la demande d'investissements des transporteurs. Et comme les banques sont devenues prudentes, il est vraisemblable qu'ils réserveront aux compagnies montrant des

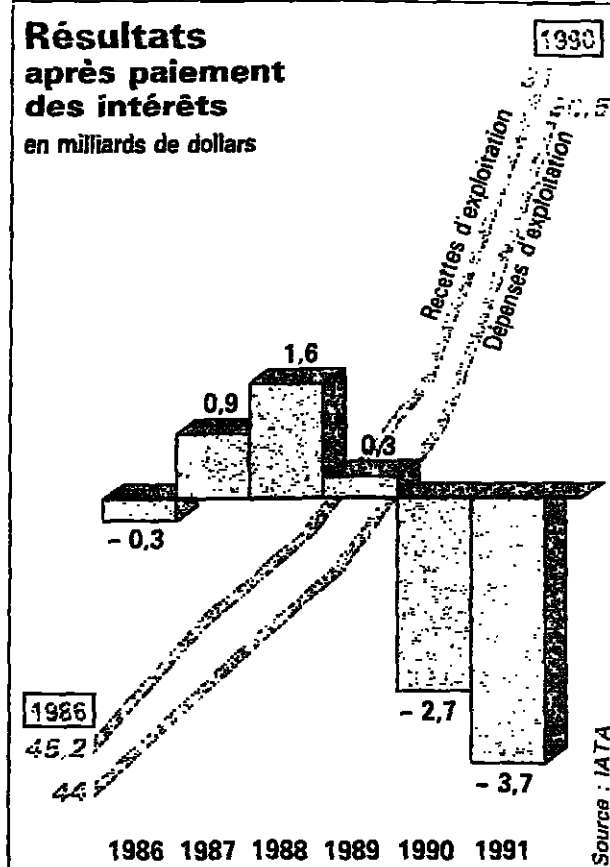
comptes bénéficiaires les sommes nécessaires aux augmentations de capital et aux achats d'avions.

Il deviendra très difficile à des nouveaux venus de venir jouer les trouble-fête. Le Club Méditerranée, qui avait pensé fusionner deux compagnies filiales, Air Liberté et Minerve, pour créer un pôle aérien concurrent d'Air France, en sait quelque chose. A la faveur des nouveaux droits de trafic attribués au printemps, il espérait pouvoir prendre une part significative du marché du transport régulier, tout en conservant un pied dans le charter. Malheureusement, les agents de voyage n'ont pas l'habitude de vendre des billets Minerve ou Air Liberté et la crise n'aidant, ces deux compagnies n'ont pas rempli leurs avions avec suffisamment de passagers pour éviter plusieurs centaines de millions de francs de pertes. Il leur faudra ou bien augmenter leur capital, ou déposer le bilan.

S'il est difficile d'entrer dans le transport aérien, il est, en revanche, très simple d'en sortir. Le cas des États-Unis illustre cette auto-épuration du secteur. Eastern Airlines a été liquidée. PanAm a été quasiment absorbée par Delta et Midway par Northwest. America West, Continental et TWA ont du mal à boucler leurs comptes, et pratiquent des prix tellement cassés que Robert Crandall, le patron d'American, ne manque jamais, dans ses discours, de fulminer contre les canards boiteux qui gâchent le métier en tentant de faire de la trésorerie à perte (2 000 F l'aller-retour New-York-Londres) alors qu'ils doivent déjà des sommes astronomiques à leurs créanciers.

Toutefois, cette « cavalerie » n'aura qu'un temps. On s'achemine, aux États-Unis, vers un oligopole des trois majors, American, United et Delta Airlines, qui détiennent chacune 20 % du marché environ. Derrière elles, la situation n'est guère brillante, et l'on s'attend que la concentration s'y poursuive inexorablement. Au Canada, on jase sur le mariage possible des deux compagnies nationales, Air Canada et Canadian Airlines.

En Europe, tout le monde s'accorde à dire qu'il y a trop de compagnies et qu'il faudrait en finir



avec les transporteurs chroniquement déficitaires, comme Olympic Airways (Grèce), Sabena (Belgique) et même Alitalia (Italie). Pourtant, les gouvernements, qui possèdent un pourcentage souvent majoritaire du capital de ces entreprises, persistent à les considérer comme des porte-drapeaux de la souveraineté nationale dont il convient d'assurer les fins de mois. Mais jusqu'à quand ? Et la Commission de Bruxelles autorisera-t-elle encore longtemps ce qu'il faut bien appeler une concurrence déloyale, que British Airways dénonce bruyamment ?

Il est vraisemblable que la vieille Europe adoptera un mode de concentration plus doux que celui du continent nord-américain. On a déjà vu le scandinave SAS et le suisse Swissair s'associer commercialement, et Swissair prendre pied chez Austrian (Autriche). On perçoit les rumeurs d'une négociation laborieuse entre Sabena et Air France, qui a déjà absorbé UTA et Air Inter, entre British Airways, qui a digéré British Caledonian, et KLM.

La renaissance des compagnies d'Europe orientale durera seulement le temps de leur passage à l'économie libérale et de la mise à la casse de leurs vieux appareils soviétiques. Ensuite, CSA (Tchécoslovaquie), LOT (Pologne), Malev (Hongrie) et même Aeroflot et ses futures concurrentes russes subiront la loi d'airain qui exige de dégager

une forte marge bénéficiaire ou de se vendre à plus solide que soi.

En Asie et dans le Pacifique, la croissance rapide du marché, de l'ordre de 10 % par an pendant les cinq prochaines années, épargnera, au moins dans un premier temps, aux compagnies de regrouper leurs forces. Pourtant, on voit déjà les japonais chercher à entrer dans le capital de leurs constructeurs australiens ou néozélandais à la faveur des privatisations.

En Amérique latine, les déficits des compagnies sont tels que les gouvernements passent la main à des capitaux venus du monde industrialisé. C'est ainsi que l'espagnol Iberia a pu prendre pied chez Aerolíneas Argentinas (Argentine), Viasa (Venezuela) et Uruguay et SAS chez Lan Chile (Chili). L'Afrique, désargentée, n'intéresse personne dans ce domaine-là non plus.

A terme, ce mouvement de concentration planétaire pourrait engendrer des monopoles assez puissants pour pousser vers le haut des tarifs aujourd'hui notoirement insuffisants pour préparer l'avenir. Les consommateurs ne pourront compter, pour contrebalancer cette évolution défavorable, que sur l'institution de modes de transport alternatifs, comme le train à grande vitesse, ou sur les tunnels sous la Manche ou bien dans l'archipel nippon. Pour le reste, il leur faudra œuvrer pour que les lois et les organismes antitrust ne baissent pas la garde.

ALAIN FAUJAS

Le trompe-l'œil des chiffres

par Monique Fouet

NOVEMBRE 1991 : les États-Unis publient et commentent désormais leur croissance économique en termes de PIB (produit intérieur brut) et non plus de PNB (produit national brut). Voilà certainement une nouvelle fascinante, dit le lecteur, mais de quoi diable s'agit-il ?

Est-ce un subterfuge imaginé par les autorités américaines pour tromper leurs concitoyens au moment où la période présélectorale s'ouvre dans un climat économique morose ? Sans doute pas. Ce changement d'instrument de mesure semble pertinent et c'est ailleurs que se situent les interprétations erronées des chiffres.

Chaque trimestre, dans la plupart des pays industrialisés, les comptables nationaux calculent ce que l'économie a produit. La variation de ce produit intérieur brut (PIB) constitue un baromètre fondamental de l'activité économique. S'il diminue deux trimestres de suite, l'économie est dite en récession.

Le calcul du PIB repose sur quelques définitions communes à tous les pays dont les principales sont les suivantes. Afin d'éviter les doubles comptes, le Produit est constitué par l'ensemble des « valeurs ajoutées », et non des productions elles-mêmes : on n'additionne pas le valeur du

caoutchouc, des pneus et de la voiture car les pneus seraient comptés deux fois et le caoutchouc, trois. Il a pour contrepartie les revenus perçus par les unités économiques (ménages, entreprises...) qui produisent ces valeurs ajoutées.

Ce produit est dit Brut car on n'en n'a pas les amortissements. Il est intérieur parce qu'il décrit uniquement l'action des unités économiques qui effectuent des opérations économiques sur le territoire du pays pendant au moins un an et que l'on appelle « résidentes ».

Cette notion de résidence a un caractère économique et non pas juridique : elle ne s'identifie pas à la nationalité. Par exemple un travailleur immigré qui vit depuis plus d'un an en France, ou une succursale d'une firme étrangère implantée depuis plus d'un an, sont considérées comme résidentes ; symétriquement, un Français qui habite à l'étranger depuis plus d'un an est considéré comme non-résident.

Cependant une économie ne tire pas seulement des revenus de l'activité économique qu'elle exerce sur son propre territoire. Les deux facteurs de production que sont le travail et le capital lui en procurent également : c'est le cas lorsque des résidents français rapatrient les intérêts et dividendes qu'ils tirent de capitaux placés à l'étranger. C'est aussi le cas lorsque des travailleurs frontaliers

(par exemple des Alsaciens travaillant en Allemagne mais habitant en France) rapatrient en France leurs salaires.

Ces revenus de résidents français ne sont pas comptabilisés dans le PIB. Symétriquement, une fraction des revenus issus de l'activité économique effectuée sur le territoire français, et donc comptabilisés dans le PIB, est perçue par des unités économiques non résidentes. On passe de l'intérieur au National en ajoutant les revenus reçus et en ôtant les revenus versés.

Richesse ou dynamisme

Le PNB d'un pays décrit donc les revenus perçus par ses résidents et traduit leur richesse. Le PIB décrit ce qui est produit sur le territoire du pays et reflète donc directement le dynamisme de l'économie. La seconde de ces mesures est utilisée par la plupart des pays industrialisés, à trois exceptions — de taille — près : le Japon, l'Allemagne et, jusqu'à présent, les États-Unis. Ces exceptions ne relèvent pas du hasard.

Les revenus du capital constituent la plupart du temps la différence principale entre PIB et PNB : il est rare qu'une économie utilise en permanence une grande masse de travailleurs frontaliers, ceux-ci tendant tôt ou tard à habiter dans le pays où ils travaillent. Ceci peut

toutefois être temporairement perturbé : la différence entre PIB et PNB ouest-allemands en 1990 en fournit une illustration spectaculaire.

La France se trouve, en ce domaine comme en bien d'autres, dans la situation moyenne des pays industrialisés. Elle reçoit à peu près autant de revenus de facteurs qu'elle en verse ; son PIB est quasiment égal à son PNB. Les deux situations extrêmes sont celles de l'Irlande, où le PNB n'atteint que 88 % du PIB ; et de la Suisse, où le PNB s'élève au contraire à 105 % du PIB.

Grâce à l'excédent de leur balance courante, l'Allemagne et le Japon placés depuis de nombreuses années plus de capitaux à l'étranger qu'ils n'en accueillent. En conséquence leur PNB est supérieur de 1 % à leur PIB. À l'inverse, le PNB est inférieur au PIB de 1 % en Italie, de 3 % au Canada.

À l'apogée de leur puissance, les États-Unis étaient créanciers vis-à-vis de l'étranger. En 1960, le PNB était supérieur au PIB ; en 1970, il augmentait plus vite que lui. Par contre, depuis le milieu des années quatre-vingts, l'accumulation des capitaux étrangers placés aux États-Unis fait que le PIB, si les rythmes de croissance observés durant les années quatre-vingts pour les revenus versés et reçus demeuraient identiques

au cours des prochaines années, le PNB deviendrait égal au PIB en 1997, et lui serait donc inférieur à la fin de la décennie.

Le fait que les États-Unis décident d'observer désormais leur PIB plutôt que leur PNB est symptomatique de l'effritement de leur puissance économique mondiale. Ce changement peu glorieux présente toutefois l'avantage de mesurer plus précisément ce qui est produit, non ce qui est perçu ; et donc de mettre l'accent sur les déterminants de l'emploi plus que sur ceux de la richesse.

Cette nouvelle mesure ne constitue pas un trompe-l'œil permettant de faire durablement état d'une croissance économique plus rapide. A court terme, les variations du PIB peuvent différer sensiblement de celles du PNB parce que la différence entre ces deux grandeurs fluctue beaucoup plus fortement que ces grandeurs elles-mêmes.

Ainsi au deuxième trimestre 1991, le PNB américain a diminué de 0,1 %, tandis que le PIB augmentait de 0,2 %. Cette situation n'est toutefois pas susceptible de se prolonger très longtemps, de telles divergences étant généralement suivies par d'autres de sens inverse et d'ampleur presque équivalente.

Il n'y aura illusion statistique, entretenue par des autorités politiques peu scrupuleuses ou par des commentateurs peu avertis, que si

l'on présente parfois une mesure et parfois l'autre en choisissant à chaque fois celle qui est la plus favorable à la thèse défendue. Une série aussi incohérente donnerait une image faussée de la réalité. Au demeurant, l'illusion la plus grande est de partir de croissance pour une variation de + 0,1 % et de récession pour une variation de - 0,2 % : ces deux chiffres, qui ne sont connus qu'avec une précision de +/- 0,2 %, traduisent la même réalité, celle d'une stagnation.

Cette illusion est renforcée dans le cas des États-Unis par le fait que les variations sont présentées « en rythme annuel », c'est-à-dire au rythme qui apparaît au bout d'un an s'il se prolongeait tel quel. La variation trimestrielle de + 0,1 % devient alors + 0,4 % en rythme annuel, celle de - 0,2 % devient - 0,8 %. Les observateurs qui voient une franche croissance dans le + 0,4 % et une nette diminution dans le - 0,8 % se leurrent ; ces deux chiffres décrivent le même état stationnaire. Contrairement à une idée souvent répandue, les statistiques sont rarement mensongères ; il faut simplement les utiliser avec discernement.

► Economiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Lire sur un sujet voisin
« Le trou noir des conjonctures » dans Champs économiques du 8 octobre 1991.

سكنا من الوطن

هنا من اصل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le 11 novembre et l'avenir de l'Europe

Le 11 novembre : si on veut bien encore s'imaginer dans nos sociétés, qu'il se croient à l'abri des grands maux, la somme de souffrances qu'ont représentées la première puis la deuxième guerre mondiale, si on songe aussi aux faux espoirs suscités par la fausse paix instaurée après l'armistice de 1918, on est tenté de considérer comme mineures les divergences entre les pays de la prospère Communauté économique européenne, comme accessoires les péripéties de leurs négociations sur l'union politique et sur l'union économique et monétaire.

Dans le livre qu'il publie sous le titre *L'Europe face à son avenir : que faire ?* (1), Maurice Allais, Prix Nobel de sciences économiques (1988), vient de façon salubre décaler cette quiétude relative. On peut regretter que cet ouvrage souffre de la rapidité avec laquelle il a été rédigé. L'auteur, malgré ses quatre-vingts ans, est d'une extrême fécondité. Plusieurs des notations les plus incisives de Maurice Allais, de ses arguments les plus percutants, sont reliés dans d'abondantes notes - qu'il faut lire absolument - faute d'avoir pu être intégrés dans une synthèse plus fouillée. Il reste que le livre tel qu'il se présente est décapant, malgré quelques remarques trop expéditives (pas forcément exemptes de pertinence pour autant) sur le « développement accéléré de la violence aveugle, de la criminalité, de la drogue » ou « une régression générale des valeurs morales » ; qu'il interpelle, comme on dit, le lecteur en l'invitant à se livrer à un exercice auquel la France, engoncée dans ses mythes, ses raisonnements pseudo-cartésiens, ses consensus suspects parce que nés de l'absence de débat, ses hypocrisies de fin de règne, répugne plus que jamais. Allais appelle un chat un chat. Il pourchasse les illusions destructrices de toute discussion authentique, interne ou externe.

Sans céder aux délices de l'autodénigrement, l'auteur sait se mettre à la place des autres comme bien peu en Europe sont aujourd'hui capables de le faire. Quel Français oserait de nos jours écrire : « En tout état de cause, il convient de souligner la grandeur du sacrifice consenti par les Allemands en reconnaissant la ligne Oder-Neisse comme frontière avec la Pologne, c'est-à-dire en reconnaissant l'attribution à la Pologne de territoires authentiquement allemands, faite arbitrairement en 1945 par la Russie soviétique contrairement aux traités et au droit des gens » ? La question n'est pas d'éprouver ou non de la sympathie pour d'anciens adversaires qui firent

infiniment de mal et le payèrent cher (pas seulement ni principalement sous forme de perte de territoires). Elle est de ne pas se condamner à de faux semblants d'Europe et de coopération franco-allemande, en ignorant systématiquement la psychologie et le bon sens d'autrui. C'est contre ce danger que les observations de Maurice Allais devraient nous prémunir. Il est vain, par exemple, de vouloir si peu que ce soit détacher les Allemands de l'OTAN. C'est la stratégie intégrée de cet organisme, dont la RFA était en Europe devenue la pièce maîtresse depuis que la France, par décision du général de Gaulle, s'était retirée du dispositif en 1966, c'est-à-dire, cette stratégie d'intégration qui est sortie grand vainqueur de la guerre froide. Quand naguère François Mitterrand prononçait son fameux discours devant le Bundestag, encourageant les Allemands à accepter sur leur sol, avec tous les risques que cela comportait, les fusées américaines, il était écouté et sincèrement respecté. Pour sauvegarder de bonnes relations avec la France, Bonn est sensé d'être prêt à flirter avec l'idée parisienne d'une défense européenne mais à condition qu'elle ne mène à aucun changement de fond. Et qu'en particulier elle ne compromette pas cet instrument inestimable de sécurité que représente le coupleage États-Unis-Europe. Comme la France, de son côté, ne veut rien d'autre qu'obtenir au moindre prix pour sa « souveraineté » quelques satisfactions d'amour-propre qui n'intéressent que l'Elysée, on devine à quoi peuvent conduire les belles initiatives du genre brigade franco-allemande.

Allais nous rappelle à sa manière les dimensions de l'enjeu et les risques de perdre le pari européen avec de petites solutions ou de fausses grandes solutions. Revenons un instant à l'amenagement des territoires soviétiques laissés par les deux guerres : « Ou bien nous fonderons à nouveau l'organisation de l'Europe sur le dogme de la souveraineté nationale illimitée et tôt ou tard, les mêmes causes entraînant les mêmes effets, nous serons amenés à nous affronter dans des conflits sans issue ; ou bien nous fonderons notre avenir sur les leçons édictées du passé et nous consacrerons nos capacités (...) à la construction d'un ordre européen sur des bases nouvelles. » Comment justifier une alternative dont l'un

des termes est aussi désespérant ? N'a-t-on pas, et définitivement, rompu avec les attitudes destructrices du passé ? Pour imposer qu'elles soient, les deux conférences intergouvernementales qui doivent aboutir dans quelques semaines à Maastricht ne vont-elles pas apporter leur pierre à la patiente édification de l'Europe communautaire commencée en 1950 ? Pour des motifs dont certains sont de nature à donner le vertige, Maurice Allais juge les projets en cours de discussion « à la fois excessifs et trop limités ». Mais surtout il décèle en eux un vice fondamental, susceptible de miner l'édifice déjà construit. Ces projets tournent le dos à la démocratie.

L'expression « déficit démocratique » habituellement employée pour caractériser ce phénomène laisse entendre que la solution consisterait à compléter la construction existante. Cette vue des choses, somme toute rassurante, n'est nullement partagée par l'auteur. Pour lui, c'est les plans de l'architecture qui sont défectueux. Il entreprend de le prouver en révélant le lien, vaguement dénoncé par d'autres, mais rarement aussi clairement défini, entre, d'une part, le manque de démocratie à Bruxelles et, de l'autre, la méprise sur la souveraineté. « Il n'y a en réalité aucun abandon mais simplement transfert. L'objectif réel, ce n'est pas la souveraineté nationale en soi, c'est essentiellement le bonheur des citoyens, leur prospérité, leur plein épanouissement et leur sécurité. Ce qu'il faut rechercher, dès lors, c'est le système d'institutions politiques le plus approprié pour sauvegarder ces fins essentielles... »

Des prémisses découle le constat. Dans les projets actuels, « trop de pouvoirs sont délégués à la Commission de Bruxelles et à son président ; le conseil européen des ministres représente des États et non l'Europe, c'est-à-dire les Européens ». Les mêmes critiques peuvent être adressées selon Maurice Allais à l'Acte unique et au grand marché sans frontières : « Si le projet économique pour 1993 de Bruxelles devait être pleinement réalisé, il entraînerait sans doute de puissantes forces de désintégration avant l'an 2000. »

La démarche proposée n'est ni simple ni facile. Il s'agirait de ralentir certains processus tout en engageant une réforme d'envergure schématisant vers un système fédéral

l'Europe communautaire dans ses dimensions actuelles (l'élargissement viendrait après, d'abord pour les pays de l'actuelle Association de libre échange, puis pour les pays de l'Europe de l'Est s'ils le désirent). Ainsi Maurice Allais accomplit-il un tour de force : il demande qu'on soit plus attentif aux critiques britanniques sur les pratiques jacobines et technocratiques de Bruxelles, mais c'est pour déboucher sur un projet grandiose quoique prudent, car limité à quelques tâches bien déterminées, de fédération européenne. Ce qui donne une force certaine aux affirmations de l'auteur, parfois appuyées par un commencement de démonstration, c'est la vanité du postulat sur lequel depuis quarante ans repose le programme européen : d'une intégration économique et monétaire de plus en plus poussée sortira l'unification politique. L'objectif ne cesse de se dérober. Un véritable marché sans frontières est-il envisageable sans une attitude commune à l'égard de l'immigration, question éminemment politique ? Est-il réaliste dans le monde d'aujourd'hui de supposer qu'une banque centrale européenne, puisse à elle seule tenir la barre face à des opinions publiques trop enclines à dénoncer le pouvoir exorbitant des gardiens de la monnaie ? Selon notre auteur, le principe serait de conserver toutes les compétences de l'État national, sauf pour les tâches d'intérêt commun. L'objectif serait de créer les conditions du maintien de la diversité. Le contraire de l'harmonisation considérée par Allais comme une fausse solution pour un problème mal posé.

Ce n'est pas seulement sur le plan institutionnel que les Douze s'approprient à Maastricht à mettre la charue devant les bœufs. Sur ce terrain, Allais propose de grands changements mais des changements qui permettraient d'asseoir sur des bases plus solides les acquis communautaires. Il propose que la Communauté européenne soit pourvue d'un président élu par le Parlement européen, composé lui-même d'une Chambre des députés (l'actuelle Assemblée de Strasbourg) et d'un Sénat dont les membres seraient élus par les différents Parlements nationaux. Le président de la Communauté, désignerait le président d'un conseil exécutif, organe qui remplacerait l'actuelle Commission. Le conseil exécutif comprendrait une quarantaine de ministres

européens » choisis parmi les membres du Parlement. La Communauté en tant que telle cesserait ainsi d'être une institution intergouvernementale flanquée d'un organisme prétendument apolitique (la Commission). Cependant, un autre organe serait créé sous le nom de conseil fédéral européen. Y seraient représentés à la fois les États membres, en la personne des chefs d'État et de gouvernement (comme l'actuel conseil européen), et la Communauté, en la personne de son président, du président du conseil exécutif et des présidents des deux Chambres composant le Parlement.

C'EST à tort, selon Maurice Allais, que les conférences intergouvernementales en cours cherchent à créer une union politique à partir de l'élaboration d'une politique étrangère et d'une politique de défense communes. Ces deux tâches, fait-il remarquer, sont des tâches de très longue haleine. Dans son système, elles ne seraient pas confiées à la Communauté en tant que telle mais au conseil fédéral. Des tâches beaucoup plus urgentes incomberaient à la Communauté. Parmi lesquelles, bien sûr, la mise en place progressive mais sans calendrier précis d'une union monétaire qui ne pourrait s'accomplir qu'après une longue période de transition se prolongeant au moins jusqu'aux premières années du prochain millénaire. Mais, concrètement, l'engagement proposé par Allais serait plus contraignant que celui auquel les Douze vont souscrire. Seule, actuellement, l'Allemagne a une banque centrale indépendante dont la mission clairement définie par ses statuts est la stabilité de la monnaie. Ces conditions sont indispensables pour le fonctionnement de la future banque centrale européenne. Il convient que chaque Etat membre les accède sans plus tarder pour son propre compte, faute de quoi il serait hasardeux, le moment venu, de les appliquer à l'échelle communautaire. Cette semaine encore, M^{me} Elizabeth Guigou, ministre délégué chargé des affaires européennes, a déclaré que la France ne songeait pas à conférer un statut d'indépendance à son Institut d'émission avant la troisième étape. Extraordinaire incohérence quand on s'avise qu'à la troisième étape la Banque de France aura été privée des moyens de prouver cette indépendance face à son gouvernement.

(1) *L'Europe face à son avenir : que faire ?* Robert Laffont/Claude Laffont. 309 p., 110 F.

A TRAVERS LES REVUES

MICHEL BEAUD

Plaidoyer pour le pluralisme

Un riche dossier sur des expériences d'investissement-travail dans plusieurs régions du tiers-monde et sur les analyses qu'on en peut faire (1) ; une douzaine d'études d'économie quantitative consacrées à des pays en développement (2) ; ces deux numéros de revues, parmi bien d'autres, témoignent de la vitalité de l'économie du développement en France (3).

Les articles que publie *Economie et prévision* ont en commun de présenter les résultats de travaux quantitatifs fondés sur des approches formalisées ; ils portent sur des sujets divers. A partir de l'enquête de 1980 sur les budgets des ménages de Tunisie, le premier traite de la saisonnalité des comportements de consommation et explore une méthode de désaisonnalisation ; un autre, utilisant aussi des enquêtes sur les budgets de consommation en Tunisie, conduit à des estimations d'élasticité-prix et d'élasticité-revenus qui permettent d'avancer dans l'élaboration de systèmes complets de fonctions de demande.

D'autres traitent de l'augmentation de l'offre de travail féminin en Colombie, des effets de l'éducation sur la croissance des secteurs traditionnels à « basse technologie », des comportements-types des Etats en matière de détermination des prix réels payés aux agriculteurs pour des produits d'exportation. Une étude utilise un modèle dit « d'équilibre général calculable » pour étudier, pour la Côte-d'Ivoire, les incidences de trois politiques d'ajustement ; une autre traite, dans un cadre formalisé, des effets des chocs et contre-chocs pétroliers pour les économies du Maroc, de la Tunisie et de la Jordanie.

Sont aussi présentés un modèle simplifié pour étudier la détermination du taux de change parallèle, une analyse macro-économique simple de la relation entre pénurie de devises et crise de l'agriculture, et une application de l'économétrie du déséquilibre aux conséquences

des plans d'ajustement. De quoi, on le voit, alimenter les spécialistes. Mais pourquoi diable avoir appelé ce numéro : « L'économie du développement », titre qui annonce une approche compréhensive et fait espérer un contenu approfondi et systématique ?

Etait-ce pour susciter le débat, comme peuvent le laisser penser les deux premières pages du texte de présentation ? Celui-ci, signé de Jean-Claude Berthélemy (Centre de développement de l'énergie atomique) et Frédéric Gagey (Inspection des finances), sonne un peu comme on manifeste. Il s'ouvre ainsi : « On peut se demander en première analyse quelle est la pertinence d'un numéro spécial sur l'économie du développement. En effet, l'économie du développement n'est rien d'autre que l'application à un champ géographique particulier des outils d'analyse économique existants (2). »

N'est-ce pas un peu court ? aurait-on envie de demander aux auteurs. N'est-ce pas jeter un peu vite à la trappe un ensemble de travaux ne s'inscrivant pas dans cette définition, qui ont été réalisés depuis bientôt un demi-siècle ? Et quel scientifique rigoureux accepterait de définir une science... par les outils qu'elle a créés pour certains de ses travaux à un moment de son histoire ? On sait qu'une telle démarche a conduit, il y a une quinzaine d'années aux Etats-Unis, à développer une « économie du crime », et, par dérision, une « économie du brosseage des dents », qui ne sont, elles aussi, rien d'autre que l'application à des champs particuliers « des outils d'analyse économique existants ».

Il est vrai que nos auteurs ne pechent pas par excès de nuances : « L'économie du développement n'a pas atteint dans notre pays la maturité qu'aurait pu lui faire éprouver l'intérêt porté à ce domaine au niveau politique. Plus sans doute que dans d'autres domaines de l'éco-

nomie, les publications académiques françaises affichent de grandes faiblesses, vis-à-vis de celles du monde universitaire anglo-saxon. La contribution des économistes français aux revues internationales de développement est modeste (1). »

« Les meilleurs économistes hésitent en France, contrairement à ce qui se passe outre-Atlantique - tels, par exemple, Dornbusch, Fisher, Sachs, Sen et bien d'autres... à quitter les chemins battus de la macro-économie, de la théorie des jeux ou de l'économie industrielle pour se

lancer dans l'étude des problèmes de « développement » (2). Chacune de ces affirmations est discutable, aucune n'est étayée : surprenant dans une revue de bonne réputation sous la plume d'auteurs affichant par ailleurs leur « souci de rigueur théorique ».

Nos auteurs n'hésitent pas à pousser leur raisonnement à sa limite : « Doit-on douter de tout cela que l'économie du développement est dans notre pays vouée à l'échec ou à la médiocrité ? Mais c'est pour rassurer le lecteur : « Ce

Kaléidoscope

- Union monétaire européenne : réformes à l'Est : inégalités, pauvreté et protection sociale en URSS ; politique de l'emploi et durée du chômage en France et en Suède, *Observations et diagnostics économiques*, octobre 1991.
- Les relations industrielles comme objet théorique : stratégies syndicales en Italie ; classe ouvrière au Brésil ; le processus de la décision publique et le sida, *Sociologie du travail*, 1991, n° 3.
- Négociations collectives dans le secteur public ; effets de la dernière guerre sur la croissance de l'emploi féminin, *American Economic Review*, septembre 1991.
- Les professions libérales et intellectuelles entre l'éthique et le marchand ; contributions de l'économie et de la philosophie relatives aux choix rationnels, *Economic Journal*, juillet 1991.
- Grande distribution, flexibilité et gestion sociale, formation Emploi, revue du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CEREQ), septembre 1991.
- L'économie sociale en Grande-Bretagne, numéro de la *Revue de l'économie sociale*, n° 23, 1991.
- Marchés, prix, revenus et politique céréalière, *Cahiers d'économie et sociologie rurales*, n° 18, 19, premier et deuxième semestre 1991.
- L'économie des régions transfrontalières, *Cahiers du LERASS* (Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales, Toulouse), n° 24, 1991.
- Politiques fiscales dans les pays en développement, *World Bank Economic Review*, septembre 1991.
- Démocratie et développement dans le tiers-monde, *Economie et humanisme*, octobre-décembre 1991. *Démocratie en Afrique*, *Politique africaine*, n° 43, octobre 1991.
- Cycles longs, Kondratieff et crises : la bataille des régimes monétaires à la fin du dix-neuvième siècle ; les mouvements de capitaux dans l'entre-deux guerres, *Economies et sociétés*, *Cahiers de l'ISMEA*, 1991, n° 2, série AF, n° 18.

numéro spécial [celui qu'ils présentent...] voudrait montrer qu'il n'en est rien... Admirable modestie ! Excess néophytes ? Manque de culture scientifique vraie ? Insuffisante connaissance de l'histoire des sciences économiques ?

Il est bien difficile de porter un diagnostic à partir de cette seule pièce d'anthologie. Mais on peut craindre qu'il s'agisse là de la manifestation d'un ostracisme selon lequel seul ce qui fait l'objet d'une formalisation mathématique, aurait valeur scientifique. Il ne s'agit pas de revenir au débat d'il y a plus d'un demi-siècle, entre Keynes, qui s'inquiétait des risques de la mathématisation, et Tinbergen, qui fut un des pionniers en ce domaine. Il s'agit simplement, compte tenu de l'état actuel des savoirs économiques, de plaider pour le pluralisme et la diversité des démarches.

Faut-il rappeler que les apports principaux de Frisch, Tinbergen, Lewis, Prebisch, Perroux, Sen, Hirschman... à l'économie du développement ont, pour l'essentiel, résulté de démarches combinant analyses historiques, sociologiques et économiques, que tous les économistes ayant contribué à porter la formalisation mathématique à son plus haut niveau se sont au moins une fois interrogés sur les limites de cet art ; et que le dogmatisme conduit à des affrontements stériles et à l'appauvrissement de la pensée ?

Qu'il soit donc permis de plaider ici pour le pluralisme. Acceptons que coexistent, en espérant qu'en résulteront des avancées et des enrichissements réciproques, travaux théoriques au plus haut niveau d'abstraction, recherches formalisées dans des cadres d'hypothèses restrictifs, observations concrètes, études descriptives et travaux combinant les approches de diverses disciplines.

Evitons de jeter des anathèmes. Soyons attentifs à ce qu'apportent les travaux quantitatifs formalisés (2). Mais intéressons-nous aussi aux études descriptives montrant le regain actuel, sous des formes diverses, de

l'« investissement-travail » : programmes d'investissement travail en Inde, systèmes de corvées en Chine, fonds d'investissement social en Amérique centrale, travaux communautaires en Afrique centrale. Et acceptons aussi que puissent être posées les questions les plus fondamentales, telles que : « Le développement ne peut-il être que marchand ? » ou « Une croissance indéfinie a-t-elle un sens ? » (4).

Ces questions, Christian Coméla, professeur à l'IEUD - Institut universitaire d'études du développement de Genève, les pose à partir de l'inquiétude qu'il ressent face à la situation de certains pays de l'ex tiers-monde, face à « la rapidité et la profondeur des changements en cours à l'Est, au Sud et sans doute aussi à l'Ouest » et face à « la prédominance de l'économie mondiale exercant des pressions intenses pour que le reste du monde adopte exclusivement des règles aveuglément les règles de l'économie de marché » (4).

(1) « Investissement-travail et développement », revue *Tiers-Monde*, revue publiée par l'IEDES (Institut d'étude du développement économique et social), juillet-septembre 1991 (58, boulevard d'Aragny, 75013 Paris). Signalez également la publication récente par la revue *Tiers-Monde* d'un numéro hors série : « L'avenir des tiers-mondes », préparé par le GEMDEV (Groupe d'intérêt scientifique Economie mondiale, tiers-monde, développement).

(2) « L'économie du développement », numéro d'*Economie et prévision*, revue de la direction de la prévision, 1991, n° 1 (51, rue Saint-Honore, 75001 Paris).

(3) Pour une vue d'ensemble, rappelez l'article de Philippe Hugon, « La pensée française en économie du développement », *Revue d'économie politique*, mars-avril 1991 (Ed. Sirey, 22, rue Soufflot, 75003 Paris).

(4) « Marché mondial, ajustement, développement », *Informations et commentaires*, juillet-septembre 1991 (32, rue Michel-Dupuy, 69100 Villeurbanne).

RADIO-TÉLÉVISION

Ainsi sortent les artistes !

une sorte de testament moral à l'intention de son fils d'adoption : « *A Valentin, je dirais : "Ne sois « jamais peult. trompe-toi si tu « veux, mais engage-toi pour tout « ce que tu crois juste. » Cette « volonté de n'être jamais peult, qui « tenailait déjà Ivo Livi, Français de « la deuxième génération à Mar- « seille, quand le terme n'existait « pas encore. Yves Montand l'aura « beaucoup priqué.* »

Jusqu'à l'absurde, jusqu'à l'erreur politique, jusqu'à une condamnation de repentir parfois aussi excessive et bruyante que les orrements d'autrefois. Cala, des images, parfois cruelles, l'ont rappelé. Sans jamais insulter à la mémoire d'un preux.

Lundi 11 novembre

Lundi 11 novembre

2.00 Charlie Haden Liberation Music Orchestra
Rediffusions.

20.45 Court métrage : *Aqua*.
De Felix Samba Ndiaye.

21.00 Cinéma : *Skinoussa*. ■■
Film français de Jean Baronne (1979).

22.45 Court métrage : *Crime parfait*.
D'Evis Papanicolas.

23.00 Documentaire : *Damia, concert en velours noir*. De Juliet Berto.

- 20.30** L'Histoire en direct. 23 octobre 1956 : le soulèvement de Budapest (2).
- 21.30** Dramatique. Cérémonies de l'aube, d'après Carlos Fuentas (1).
- 22.40** La Radio dans les yeux. L'actualité des arts plastiques.
- 0.05** Du jour au lendemain. Avec Jean Clair (les Années 20, l'âge des métropoles).
- 0.50** Musique : Coda. Arthur H. 1. Une histoire intime.

20.30 Concert (en direct de Berlin) : Variations «Mozart» pour sextuor à cordes, de Komorod; Locus iste, de Bruckner; «Fest und Gesenksprüche» chœur op. 109, de Brahms; Concerto pour violon et orchestre n° 5 en la majeur K 219, de Mozart; Symphonie n° 3 en si mineur D 759 «Inacheuée», de Schubert, par le Chœur de radio de Berlin, dir. Dietrich Knothe, et l'Orchestre symphonique de la radio de Berlin, dir. Heinz Roegner, sol. Karl Suske, violon.

Mardi 12 novembre

M 6	
17.40	Jeu : Zygomusic.
18.05	Série : L'Homme de fer.
19.00	Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Cosby Show.
20.35	Téléfilm : La Mission secrète du Père Noël. De Burt Brinckerhoff, avec Charles Durning, R. Schiffrin.
22.15	Documentaire : 60 Minutes. Monnaie de singe, de Christopher Terrill et Paul Hanemann.
23.10	Magazine : La 6 ^e Dimension. De Lionel Rottage et Pascal Bastide.
23.40	Six minutes d'informations.
23.45	Magazine : Daziboo.
2.00	Rediffusions.

16.35 Cinéma : La Désenchantée. ■■■■
Film français de Benoît Jacquot (1990).
Avec Judith Godrèche, Marcel Bonzonnet,
Yvan Desny.

17.50 Court métrage :
Ecrire contre l'oubli.
Jene Birkin pour Maria Nonna Santa Clara
(Philippines).

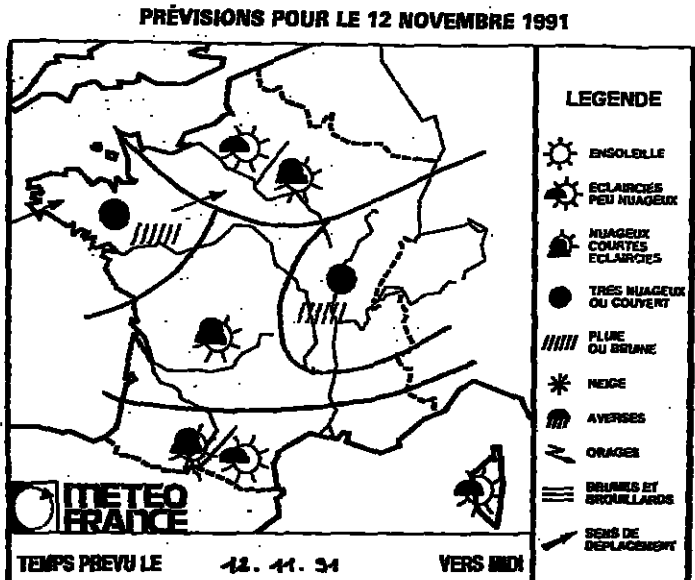
18.00 Canaille peluche.

- 18.30 Ça cartoon.
- 18.50 Le Top.
- 19.20 Magazine : Nuite part ailleurs.
- 20.31 Le Journal du cinéma.
- 20.38 Cinéma : L'Aventure des Ewoks. ■
Film américain de John KERRY (1984).
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.15 Cinéma : Police Academy 6.
SOS ville en état de choc. ■
Film américain de Peter BONERZ (1988).
- 23.35 Cinéma : Les Chaussons rouges. ■■
Film britannique de Michael POWELL et Emrys
Presburger. 1948
- 1.45 Documentaire : Les Chasses
de Kali fa lionne.
- 2.35 Magazine : Rapido.

18.50 Youpi! L'école est finie.
18.10 Série : Shérif, fais-moi peur.
19.05 Série : Kojak.
20.00 Journal, Météo
et Le Temps de Nicolas.
20.40 Journal des courses.
20.50 Cinéma : La Nuit de l'évasion. □
Film américain de Robert Mann (1982).
22.45 Magazine : Ciné Cinq.
23.00 Téléfilm : Intrigues sensuelles.
De Roy Garrett.
0.40 Sport : Tennis.
Masters 1991 à Francfort.
1.40 Journal de la nuit.
1.50 Demain se décide aujourd'hui.
1.55 Rediffusions.

14.30 Magazine : Regards de femme.
15.00 Magazine : Musicales (redif.).
16.00 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Jéf.
18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 18.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.

20,45 **Téléfilm : Transit.**
De René Allio, avec Sébastien Koch, Claudia Messner (1^{er} partie).



Mardi : Nuages sans trop de pluie.

Le littoral méditerranéen sera la seule région française épargnée par les pluies, mais quelques ondées et quelques de faibles incursions nuageuses.

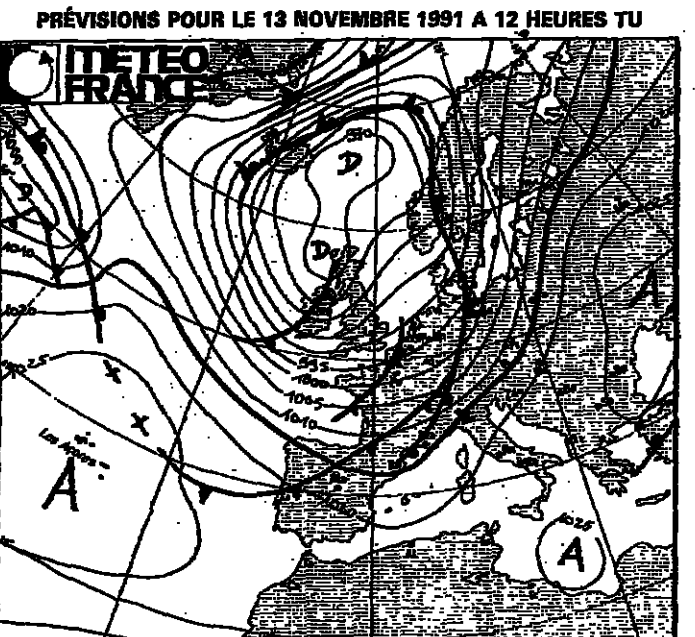
La nébulosité restera conséquente partout ailleurs. La pluie tombera le matin sur toutes les régions, allant du littoral jusqu'à l'arrière-pays. Les Alpes seront plus dures sur les versants orientés du Massif Central, du Jura et des Alpes. Elles s'évacueront vers l'est au fur et à mesure de la journée. Le Jura et les Alpes du Nord en reviendront.

La pluie et le vent se poursuivront dans l'après-midi par la Bretagne. Elle gagnera les Pays de Loire, l'Île-de-France: la région des Ardennes dans le soir. Les vents du sud-ouest souffleront à 40 km/h sur les côtes et à 40 km/h dans l'intérieur, les rafales pouvant dépasser respectivement les 50 et 70 km/h.

Des éclaircies pourront néanmoins apparaître l'après-midi sur toutes les régions non concernées par cette nouvelle perturbation.

Les températures minimales s'élèveront de 2 à 5 degrés, sauf sur les côtes de l'Atlantique et de la Méditerranée, où elles approcheront les 10 degrés.

Le lendemain se diviseront selon une ligne Chersbourg/Nîmes. A l'ouest de cette limite, il seront supérieurs à 14 degrés avec une pointe de 19 degrés attendue sur le Pays basque. Il seront plus frais à l'est, La région de la Gironde sera modérément plus fraîche, les 10 degrés seront partout atteints.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs exprimées relevées entre le 10-11-1991 à 18 heures TU et le 11-11-1991 à 6 heures TU											
le 11-11-91											
FRANCE				TOULOUSE			LOS ANGELES				
ALJACC	16	8	N	TUNIS	10	5	C	LUXEMBOURG	4	1	D
BARCELPE	14	4	N	POINTE-A-PITRE	22	21	D	MADRID	12	- 1	D
BORDAUX	13	1	D	ÉTRANGER			MARRAKECH	2	1	D	
BORNEUS	6	1	N	ALGER	21	8	D	MEXICO	22	8	D
BRESE	10	10	C	AMSTERDAM	9	8	D	NILAN	15	- 3	D
CADIX	10	5	P	ATHÈNES	23	22	D	MONTREAL	14	- 3	D
CHEKNORD	9	5	P	BANGKOK	30	16	D	MOSCOW	6	3	P
CLEMENT-FE	9	- 2	D	BARCELONA	12	3	D	NAIROBI	26	- 1	D
DJEN	3	- 3	C	BELGRADE	7	0	P	NEW-YORK	5	4	D
GENOÈVE	8	- 2	D	BELM	6	6	N	OSLO	3	- 6	D
HAARLEM	10	10	C	BRUXELLES	7	6	N	PALMA-DE-MAJ	16	6	D
LAMOUER	8	- 3	D	COPENHAGUE	9	1	D	RE-DE-JANNA	26	20	C
LYON	8	- 3	D	DAKAR	30	24	N	ROME	19	7	D
MARSEILLE	12	4	C	DELFT	25	13	D	SINGAPORE	32	22	C
NANCY	11	4	C	DIJON	15	8	D	STOCKHOLM	3	0	D
NICE	17	7	N	GENÈVE	7	- 3	D	TOKYO	26	22	D
PARIS-MONTS	10	6	C	HONGKONG	24	- 17	N	TORONTO	16	11	D
PAD	10	5	P	ISTANBUL	16	9	D	TUNIS	19	8	N
PERTH	12	12	C	JAKARTA	19	16	D	VARANASI	7	- 1	D
PERTHMAN	13	2	C	LE CAIRE	19	16	D	VIENNE	14	3	D
SP-BETONNE	8	- 1	D	LESBOURG	19	9	C	VINDRE	9	0	D
STASBOURG	3	- 1	N	LONDRES	5	9	C				
A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
averse	brume	ciel couvert	pluie	pluie	ciel nuageux	orange	pluie	tempête	*	neige	

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales
moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le service technique central de la Météorologie nationale)

هناك من الأصل

هنا من الوطن

La recherche d'une source quasi illimitée d'énergie

Les Européens franchissent un pas décisif dans la fusion thermonucléaire

Les physiciens européens ont, samedi 9 novembre, à Culham (Grande-Bretagne) en produisant de l'énergie par fusion thermonucléaire. Ce résultat est une étape décisive dans un processus qui doit conduire au contrôle d'une énergie presque inépuisable.

Est-ce l'événement que tous les physiciens attendaient? Vraisemblablement oui, à en croire les responsables du Joint European Torus (JET) de Culham qui, dans une espèce de grosse chambre à air métallique de quelques mètres de diamètre, ont réussi, pendant un court instant, à «mettre le Soleil en bouteille» et ont produit «une quantité significative d'énergie par fusion nucléaire».

Pour la première fois au monde en effet, les physiciens du JET ont réussi à faire «fusionner» dans leur machine suffisamment d'atomes d'hydrogène – du deutérium et du tritium – pour produire un peu plus d'un mégawatt pendant deux secondes. Comparé aux centrales nucléaires qui fonctionnent selon le principe de la fission (éclatement,

en morceaux plus petits, de noyaux lourds comme l'uranium, avec production d'énergie), les chiffres obtenus à Culham peuvent paraître dérisoires. Fessenheim, Nogent, Tricastin ou Bugey délivrent en effet, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, 1 000 mégawatts électriques sur le réseau EDF.

Pourquoi chercher l'impossible et vouloir «engager» les étoiles, capables de produire des torrents d'énergie en faisant fusionner entre eux les atomes d'hydrogène pour les transformer en un autre élément, l'hélium? Pourquoi vouloir imiter le Soleil, qui pratique ce genre de conversion à un rythme qui dépasse l'entendement, et ce depuis près de cinq milliards d'années?

La raison en est simple: la fusion thermonucléaire, si elle est un jour contrôlée et aisément reproductible, représenterait pour l'humanité une quantité d'énergie disponible quasi illimitée. L'enjeu est tel que, depuis plus de vingt ans, Américains, Soviétiques, Japonais et Européens se livrent une course sans concession pour tenter de domestiquer les réactions de fusion au travers de machines dérivées de concepts soviétiques, les Tokamaks, et qui ont nom JET et TORE-SUPRA

pour l'Europe, TFTR (Tokamak Fusion Test Reactor) pour les Etats-Unis, JT-60 pour le Japon et T-15 pour l'Union soviétique.

Jour après jour, les physiciens ont progressé. Difficilement. Car si l'homme a su très tôt faire, de manière incontrôlée, de la fusion thermonucléaire dans les bombes «H», il peine encore à maîtriser ces forces colossales dans une machine.

300 millions de degrés

Pour parvenir à ce que les physiciens appellent le «break even», ce point de fonctionnement de la machine à partir duquel on produit dans le réacteur autant d'énergie qu'on en injecte, il faut atteindre des températures de 200 à 300 millions de degrés. Et cela ne suffit pas. Il faut aussi être capable d'entretenir ces réactions pendant un temps suffisamment long et avec une densité de matière dans la machine suffisamment élevée.

Aujourd'hui encore, il s'en faut de beaucoup pour que le JET, pourtant une des meilleures machines existant au monde, franchisse ce seuil. Mais, en démontrant par deux fois, samedi, que le JET pouvait

avec une faible quantité (0,2 gramme, soit 14 % du mélange) de tritium produire de l'énergie, les physiciens européens ont ouvert une porte devant laquelle beaucoup campaient depuis bien longtemps.

Cette expérience devrait donner un coup de fouet à la recherche et permettre aux Européens de mieux négocier leur place au sein des projets concernant les machines ITER et NET de la prochaine génération (le Monde du 14 novembre 1990). Des machines capables cette fois de délivrer, pendant un temps certes limité mais important – environ mille secondes au lieu d'une ou deux –, une puissance cinq fois supérieure à celle nécessaire pour atteindre le «break even» et démontrer ainsi tout le bien-fondé de la fusion contrôlée.

Même si les résultats obtenus sur le JET permettront, d'ici à 1996, de concevoir, selon M. Paul Rebut, un des pères de la machine, «un réacteur expérimental de fusion capable de dégager une énergie de plus de 1 000 mégawatts», ce n'est pas avant 2040 au mieux que l'on peut, selon les spécialistes, espérer la mise au point d'un réacteur véritablement commercial.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

L'adieu de l'Italie à Montand

Un Italien extraordinairement français

ROME

de notre correspondant

«Adieu Montand»: la presse italienne, dans son ensemble, a rendu un dernier hommage vibrant, dimanche 10 novembre, à cet enfant du pays qui fut si bien accueilli à Rome. Quatre des principaux titres – *Il Corriere della Sera*, *La Stampa*, *Il Giornale* et *La Repubblica* –, ont placé sous leur bandeau une de ses photos pour lui rendre hommage. «Adieu Montand», titre en français *La Repubblica*, qui lui consacra ses cinq premières pages. Un éditorial de Bernardo Valli charpentait un ensemble de huit articles qui saluaient «un homme parmi les plus populaires de France» dont «la vie fut une légende».

«Une voix devenue un mythe», titre *Il Corriere*, qui se souvient d'un des hommes de spectacle les plus éclectiques et les plus engagés de l'après-guerre. Dans un éditorial la «une», Bernard-Henri Lévy exalte «les années Montand. Le symbole des années de plomb, puis des années de liberté et d'espoir. La générosité de Montand. La grandeur de Montand. Montand dans toutes les batailles. Montand dans tous les débats». «Adieu Yves Montand, voix de la passion», titre *La Stampa*, qui se souvient de l'acteur et du héros de music-hall, tandis qu'*Il Giornale*, en couleurs, célèbre l'éternel ragazzo, l'éternel jeune homme.

A la radio et à la télévision, les hommages du monde du cinéma se sont succédés pendant tout le week-end: Gillo Pontecorvo, qui dirigea Montand en 1957 dans la *Grande Strada azzurra*, parle de sa «générosité» et de sa «verve comique». Francesco Rosi préfère se souvenir de «cet homme qui savait si bien vivre les contradictions de la vie» et Giuseppe de Santis admire «sa capacité à combattre et sa ténacité». L'hommage des hommes politiques n'était pas absent. Ainsi pour le secrétaire du Parti socialiste (PSI), M. Bettino Craxi, Montand était «un des plus grands interprètes de notre époque, un homme plein de

dynamisme, un Italien extraordinairement français...»

Cette «italianité» pourtant, le chanteur semblait l'avoir assez mal vécue, et la presse rappelle à loisir que, durant toute sa vie, il ignorait son village natal, Montanaro, dans la province de Pistoia, en Toscane. A plusieurs reprises, les différents maires du village tentèrent de lui confier au moins la «citoyenneté d'honneur». Montand ignora les démarches. Et le village, qui s'enorgueillissait tellement de sa naissance, resta sur sa faim. Il vint un jour, cependant, en 1953, alors qu'il tournait à Florence un épisode de *Tempi nostri*, de Blasetti.

Il fit une arrivée triomphale dans une Ferrari flamboyante avec, à l'arrière, Daniele Delorme et d'autres amis de ses cousins de sa mère. On ne le revit plus jamais. Et l'un des édiles de la petite ville de s'interroger: «En voulait-il encore au village d'où son père, militant communiste, fut chassé par la montée du fascisme?»

Malgré cette «blessure italienne», que Montand gardait en lui vivace et secrète, il n'avait pas rompu totalement avec l'Italie, où il se rendait souvent. Et Giorgio Strehler raconte encore que, en parlant de la chanteuse, il remarquait un jour qu'il gardait une pointe d'accent toscan pour me démontrer – et se démontrer – qu'il n'avait pas oublié ses origines...»

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Une appréciation de Françoise Giroud. – Françoise Giroud a écrit des textes de chansons et il lui est arrivé d'en donner un à Yves Montand, qui ne réagit pas. Elle n'y pensa plus jusqu'au jour où, trois ans plus tard, elle entendit sur un nouveau disque, avec un dernier couplet complètement modifié, «il ne s'est pas rendu compte une seconde de sa mystérieuse. Il n'avait simplement pas le sens de ce qui est correct, il était pas très éduqué», déclare-t-elle dans le *Figaro* du 11 novembre où elle raconte cet épisode.

Le centenaire de la mort de l'écrivain

Mondanités pour Rimbaud

Samedi soir, à la porte de la Grande Halle de La Villette, la file des invités était trois fois plus longue que celle des spectateurs payants. La fête en l'honneur du centenaire de la disparition de Rimbaud était annoncée sauvage, elle fut surtout d'une grande urbanité.

Peu après l'ouverture de cette «Parade sauvage», dans la librairie, dévalisée pour cause de succès public, il ne restait plus un vers de Rimbaud, en «Péride» ou en poche, rien que des pages et des pages sur Rimbaud. Au fil des heures la fête en de plus de vingt-quatre, jusqu'au dimanche en début d'après-midi, on a eu tout le temps de fier cette métaphore sur l'absence irrémédiable du poète parti.

Graphistes, plasticiens, scénographes, comédiens, musiciens, cinéastes avaient été mobilisés pour mettre un point final à la célébration du centenaire de la mort de Rimbaud. Se retrouvaient à l'entournement de proches parents (Léo Ferré, dont la familiarité avec Arthur date de bien avant le centenaire de la naissance de l'ardennais) et de faux cousins, attirés par la pompe de l'occasion.

Dans la Grande Halle, les victoires de Blaise Renninger (Américain qui navigue entre new age et avant-garde) couvraient la voix et la guitare de Tom Verlaine (New-Yorkais convoqué parce

que, en 1977, il prit pour pseudonyme le nom d'un poète français dont ses camarades punk n'avaient jamais entendu parler), on circulait d'installation en installation, un peu comme si l'on avait recouvert le plateau Beaubourg d'une charpente métallique.

La concentration de talent, au maître carré (entre Ferré et Verlaine, on entendait John Cale, funèbre et chaleureux, Hector Zazou, inventeur de nouvelles matières musicales au sous-sol entre deux films de la «Cinéma-thèque imaginaire» qui était de Pasolini à F.-J. Ossang) écartait de justesse le risque d'ennui.

Le ridicule finit par frapper vers 10 heures du matin, à l'arrivée de la «course des brûleurs de feu», relais à pied entre Charleville et La Villette: un vol de sportifs rouvoyants dans l'air vif du matin, vêtus de sweat-shirts frappés du nom d'Arthur.

Malgré où à cause même de la présence d'une poignée d'amis d'Arthur Rimbaud, qui distribuaient des tracts imprécatoires, on se prenait à regretter les fureurs d'antan, les ruptures imbibées ou lumineuses qui bouleversaient ces célébrations.

Heureusement, dans les premières heures de la «Parade», des milliers de vers de Rimbaud avaient rejoint les bibliothèques et les mémoires pour contraindre leur travail de dégrèvement.

THOMAS SOTINEL

La mort du sociologue François Bourricaud. – François Bourricaud, essayiste et universitaire, professeur de sociologie à l'université Paris-V, est mort, vendredi 8 novembre, à Paris, à l'âge de soixante-huit ans. Ce fils de viticulteur bordelais, agrégé de philosophie et docteur en lettres, avait commencé sa carrière d'enseignant juste à la fin de la guerre, en 1945, au lycée d'Angoulême, avant de devenir assistant de sociologie à la faculté des lettres de Paris dès 1947, débutant ainsi une carrière universitaire qu'il ne devait jamais abandonner. Il fut par ailleurs conseiller technique au cabinet du ministre de l'Éducation nationale, M. Alain Peyrefitte, en 1967-1968.

C'est en 1961, avec la publication de sa thèse *Esquisse d'une théorie de l'autorité*, que commença sa carrière d'essayiste. On lui doit plusieurs livres, notamment *Pouvoir et société dans le Pérou contemporain* (1967), *Universités à la dérive* (1971), *Le Bricolage idéologique*, un essai sur les intellectuels et les passions démocratiques, paru aux PUF en 1981, *Le Retour de la droite*, publié en 1986 chez Calmann-Lévy, essai dans lequel François Bourricaud voulait réajuster la droite en lui donnant une nouvelle conception de l'ordre social (le Monde du 2 mai 1986).

François Bourricaud était aussi l'auteur, avec Raymond Boudon, du *Dictionnaire critique de la sociologie* (1982).

La grève des électroniciens du ciel

Le trafic aérien reste très perturbé

La grève des électroniciens de la navigation aérienne, qui doit prendre fin mercredi 13 novembre au matin, devait encore profondément perturber le trafic lundi 11 et mardi 12 novembre. On s'attendait donc à des conditions difficiles pour les retours du week-end du 11 novembre, même si dimanche, en raison d'une baisse habituelle du trafic, une certaine amélioration passagère avait pu être constatée.

Le dispositif d'urgence mis en place par les pouvoirs publics, à savoir notamment l'utilisation de personnel sous astreinte, ne peut écarter au mieux que 60 % des vols prévus lundi et mardi. Air Inter a toutefois décidé de maintenir les trois cent vingt vols prévus le 11 novembre à son programme, en précisant que des retards étaient à redouter.

Les syndicats qui ont lancé le mouvement, le SAPAC (autonome) et la CGT, réclament des augmentations d'effectifs et le paiement

d'une prime. Pour faire face à un surcroît de trafic, la SNCF a indiqué qu'elle mettrait en service des trains et TGV supplémentaires au départ de Nice, Bordeaux, Nantes, Toulouse, notamment.

L'enquête ouverte par le ministre de l'équipement et des transports, M. Paul Quilès, sur «les actes irresponsables» qui seraient à l'origine des pannes survenues dans la nuit de jeudi à vendredi (le Monde du 10-11 novembre) pourrait aboutir rapidement à «des sanctions individuelles», en raison des «présomptions sérieuses» déjà apparues, indique-t-on de source autorisée.

Pour tout renseignement: Air Inter, tél.: (1) 45-39-25-25 ou Minitel 3615 ou 3616 code Air-Inter; Air France, tél.: (1) 43-20-15-55 (arrivées) et (1) 43-20-11-55 (départs) ou Minitel 3615 ou 3616 code AF; UTA, tél.: (1) 40-17-48-48; TAT, tél.: (1) 42-79-05-05.

SOMMAIRE

ÉTRANGER

Yugoslavie: la proposition du bloc serbe d'envoyer des «casques bleus» en Croatie est accueillie avec méfiance à Zagreb... 7
Les résultats des élections provinciales en Autriche... 8
La CEE reproche aux Etats-Unis leur parcimonie à l'égard des pays de l'Est... 8
Arrivée à Port-au-Prince de la délégation de l'OEA chargée de négocier le retour du père Aristide... 8
Le retour triomphal des «Palestiniens de Madrid» dans les territoires occupés... 9
Un bureau du Feth devrait rouvrir à Damas... 9

POLITIQUE

L'entretien télévisé du président de la République... 2 à 5
Le conseil national de l'UDF à la Défense... 6
L'assemblée générale des Verts à Saint-Brieuc... 6
M. Mauroy se prononce pour une réforme du scrutin législatif avant les élections régionales et cantonales... 6

SOCIÉTÉ

Affaire Urbia: un recours en Conseil d'Etat pourrait empêcher l'instruction contre trois élus marseillais... 10
Cérémonies du 11 novembre: hommage aux soldats méconnus... 10
Six pays européens étudient un système spatial de communications militaires... 10
La relance des semaines sociales 10

CULTURE

La mort d'Yves Montand: de la place Dauphine à Saint-Paul-de-Vence, Cinéma: du prolétaire au patriarche, Music-hall: pour trois

minutes de bonheur. Les hommages des milieux politiques et culturels. Les réactions dans la presse européenne. Trois femmes plus une. L'artiste engagé: du communisme à la désillusion... 12-13

ÉCONOMIE

Washington et Bruxelles décidés à faire aboutir les négociations commerciales de l'Uruguay Round... 15
Plan d'accompagnement social pour les fonctionnaires délocalisés... 15
Les obsèques de Robert Maxwell en Israël... 16

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le transport aérien à l'heure des chiffres • La chronique de Paul Fabra: «Le 11 novembre et l'avenir de l'Europe»... 17-18

Services

Abonnements... 16
Cartes... 16
Météorologie... 19
Mots croisés... 16
Loto... 16
Radio-télévision... 19
Spectacles... 14

La télématique du Monde: 3615 LEMONDE 3615 LM

En raison de l'abondance de l'actualité, la parution de la page «Débats» est reportée. Le numéro du «Monde» daté 10-11 novembre 1991 a été tiré à 492 226 exemplaires.

Expulsés de Hongkong

Des boat people vietnamiens affirment avoir été maltraités durant leur rapatriement

Les autorités vietnamiennes ont arrêté, le samedi 9 novembre, l'un des cinquante-neuf réfugiés expulsés le même jour de Hongkong aux termes d'un accord signé entre Londres et Hanoi en vue de rapatrier de façon forcée les quelques 60 000 «boat people» présents dans la colonie britannique. Nguyen Van Khang, le réfugié en question, est accusé d'avoir tué un gardien d'usine. Les conditions d'application de l'accord du 29 octobre suscitent par ailleurs de nombreuses réserves.

HONGKONG

de notre envoyé spécial
Les autorités coloniales de Hongkong ont décidé de réexaminer les conditions dans lesquelles seront, à l'avenir, rapatriés les réfugiés vietnamiens après l'opération controversée de la fin de la semaine dernière (le Monde du 10-11 novembre). Des réfugiés, en effet, se sont plaints, à leur arrivée à Hanoi, d'avoir subi des violences au cours du vol les ramenant dans leur pays. Ce sont des envoyés spéciaux au Vietnam de la presse hongkongaise qui ont recueilli le témoignage de plusieurs réfugiés sur ce point.

Même des femmes ont affirmé, en montrant leurs ecchymoses,

avoir été frappées. L'une d'elles s'est plainte d'avoir reçu une injection d'un produit non identifié, vraisemblablement un calmant. Une femme enceinte assure avoir reçu des coups au ventre. A Hongkong, au moment de l'embarquement à bord de l'avion, on a pu voir des réfugiés se débattant dans les bras de policiers, le corps enveloppé dans une couverture après qu'ils se fussent dénués en signe de protestation.

Les responsables du programme «Retour dans l'ordre», mis sur pied pour les réfugiés détenus à Hongkong, ont indiqué qu'ils étudiaient les «améliorations» pouvant être apportées à la méthode... en particulier sa couverture médiatique, embarrassante pour les autorités si de telles scènes devaient se reproduire.

A Londres, des personnalités du Parti travailliste ont élevé la voix contre les conditions de ce rapatriement. Le prochain départ, prévu d'ici à la fin du mois ou au début de décembre, sera particulièrement délicat: il portera sur un groupe identifié par la police comme particulièrement «endurci», responsable de plusieurs manifestations récentes dans le centre de détention de Whitehead.

F. D.

En tournée dans trois pays

M. Baker alerte ses interlocuteurs asiatiques sur l'effort nucléaire de la Corée du Nord

M. James Baker est arrivé le dimanche 10 novembre à Tokyo. Le secrétaire d'Etat américain y a commencé une tournée d'une semaine dans trois pays d'Asie, au cours de laquelle il entend en particulier explorer avec ses interlocuteurs les réponses à apporter à l'effort nucléaire de la Corée du Nord, qui suscite des craintes croissantes.

Les relations commerciales et la manière de mettre en œuvre en Asie le «nouvel ordre mondial» débarrassé de la lancinante menace soviétique: tels sont les thèmes qui vont dominer les entretiens de M. Baker avec ses interlocuteurs japonais, sud-coréens et chinois d'ici au 17 novembre.

Rencontrant, dès son arrivée à Tokyo, M. Kozo Watanabe, ministre du commerce extérieur et de l'Industrie (MITI), M. Baker a demandé que le nouveau gouvernement de M. Kiichi Miyazawa prenne rapide-

ment des mesures en vue de réduire l'excédent commercial, substantiel et en hausse rapide, du Japon envers les Etats-Unis.

M. Baker rencontre lundi 11 novembre M. Miyazawa, dont il est ainsi le premier interlocuteur étranger. Les questions de sécurité en Asie sont au centre de ces conversations – d'autant plus importantes que le président Bush vient d'annuler la visite qu'il devait faire à la fin du mois au Japon, en raison de considérations de politique intérieure.

Le problème coréen, le plus brûlant du moment, devait naturellement être examiné. Pyongyang est soupçonné en effet de «pousser» son programme nucléaire d'une façon qui pourrait permettre la mise au point d'une bombe atomique d'ici un ou deux ans. Les autorités de Corée du Nord ont, d'ailleurs, à la fin de la semaine, dénoncé comme «insignifiante» la proposition que vient de faire Séoul de dénucléariser totalement le sud de la péninsule. (AFP, AP, Reuters, UPI)